

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES MODIFICATIONS

APPORTÉES PAR LA

LOI DU 13 JUILLET 1907

(RELATIVE AU LIBRE SALAIRE DE LA FEMME MARIÉE)

AU

RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Mardi 16 Juin 1908, à 2 heures 1/2

PAR

PIERRE MORIDE

DOCTEUR EN DROIT ÈS-SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PIÉDELIEVRE.

Suffragants : { MM. MASSIGLI } professeurs
 BARTIN }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES MODIFICATIONS

APPORTÉES PAR LA

LOI DU 13 JUILLET 1907

(RELATIVE AU LIBRE SALAIRE DE LA FEMME MARIÉE)

AU

RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenue le Mardi 16 Juin 1908, à 2 heures 1/2

PAR

PIERRE MORIDE

DOCTEUR EN DROIT ÈS-SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI
BARTIN } professeurs*

PARIS

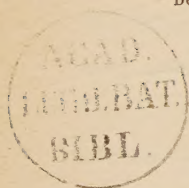
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908





Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le mouvement d'idées en faveur de la protection des gains et salaires de la femme mariée a enfin abouti, après une longue période d'attente, à la loi du 13 juillet 1907 intitulée : « *Loi du 13 juillet 1907, relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage.* »

Nous ne croyons pas utile de rappeler ici un historique déjà tracé maintes fois : au reste, il nous faudra faire souvent appel aux travaux ayant précédé la loi — ou plutôt l'ayant engendrée — chaque fois que nous aurons à en préciser le sens.

Le but de ce travail est nettement déterminé par son titre même : nous nous proposons uniquement de mettre en relief les modifications apportées au régime de la communauté légale par la loi nouvelle. Notre vieux système de communauté subit à l'heure présente de vives attaques ; on ne cesse de signaler tout particulièrement la situation inférieure qu'il fait à la femme, on dénonce les pouvoirs excès-

sifs, exorbitants accordés au mari sur les biens communs ; aussi, on se demande s'il faut le supprimer, le remplacer par la séparation de biens, ou bien seulement se contenter de le modifier, de le retoucher ? La loi que nous aurons à étudier nous sera l'occasion de montrer dans quelle voie le législateur paraît s'engager.

Va-t-on démolir *la vieille maison ingrate*, dont parlait M. Viviani en 1900, et construire à la place *une maison vaste et spacieuse* ? Et la loi du 13 Juillet 1907 est-elle le premier coup de pioche donné à l'édifice antique ? Telle est, croyons-nous, l'intérêt de la question.

Dès maintenant nous pouvons annoncer la conclusion très nette à laquelle nous serons conduits : le législateur n'a pas eu l'intention de démolir, ni même d'ébranler notre régime légal, il a voulu seulement le *moderniser* : le mieux adapter aux nécessités sociales actuelles.

Si nous voulions reprendre la comparaison de M. Viviani, nous dirions, qu'en faisant la loi de Juillet 1907, le législateur a percé une fenêtre, dans une partie mal éclairée de l'ancien édifice, pour y faire pénétrer un peu d'air et de soleil.

Notre étude sera divisée de la façon suivante :

Nous rappellerons en premier lieu quelle était la condition juridique des produits du travail de la femme avant la loi du 13 Juillet 1907, et les pouvoirs excessifs exercés sur eux par le mari ; ensuite, nous étudierons comment cette condition juridique a été transformée par la présente loi, en indiquant les pouvoirs nouveaux accordés à la femme. En

manière de conclusion nous nous demanderons quels résultats pratiques il faut attendre de cette réforme qui donne à la femme des droits d'administration et de disposition sur une certaine masse de biens — les produits de son travail — que nous désignerons par les expressions *pécule* ou *biens réservés*.

CHAPITRE PREMIER

LES PRODUITS DU TRAVAIL DE LA FEMME MARIÉE SOUS
LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE AVANT LA LOI
DU 13 JUILLET 1907.

PREMIÈRE SECTION

Le système du Code.

A. La division des biens en trois patrimoines. Dans quel patrimoine tombent les produits du travail de la femme ?

Quel que soit le point de vue auquel on veuille se placer pour étudier le mécanisme de la communauté légale, il est une distinction capitale qu'il faut tout d'abord mettre en pleine lumière ; c'est la division de la masse totale des biens, dont on a à s'occuper, en trois patrimoines distincts.

Il existe sous le régime de la communauté légale trois masses de biens ; les propres de la femme, les propres du mari et les biens communs.

Et suivant que tel ou tel bien particulier tombera

dans tel ou tel groupe, il sera soumis à telles ou telles règles.

Est-ce la communauté, personne morale, qui est propriétaire des biens communs ou sont-ce les deux époux qui en sont copropriétaires ? Ceci est une controverse dans le détail de laquelle nous n'avons pas à entrer : il nous suffit de la signaler et d'indiquer que nous nous rallions à l'opinion qui considère les époux comme copropriétaires des biens communs.

Au sujet de cette division nous devons faire remarquer que souvent ces trois masses de biens n'existent pas. Ainsi, dans les ménages peu aisés d'ouvriers, il arrive fort souvent que ni le mari ni la femme n'ont de biens propres, en sorte qu'au lieu de trois patrimoines, il n'en existe qu'un seul.

Quelle est la composition de chacune de ces masses, et dans laquelle faut-il faire entrer les gains et salaires de la femme : telles sont les deux questions que nous avons maintenant à élucider.

Le patrimoine *commun* se compose activement de tout le mobilier présent et futur, sauf certaines exceptions que nous signalerons dans un instant. Il comprend également les immeubles acquis pendant le mariage, sauf également certaines restrictions. Enfin, en troisième lieu, tombe aussi en communauté la jouissance des propres (art. 1401).

Les biens *propres* — qui se subdivisent en deux patrimoines, suivant qu'ils sont propriété de la femme ou du mari — comprennent les biens suivants :

1° *Meubles*. — Les titres de famille, souvenirs de famille, les lettres restent propres. Sont également propres : les meubles donnés ou légués avec cette clause expresse qu'ils n'entreront pas en communauté ; les pensions incessibles, pensions de retraite, de réforme, pensions alimentaires, rentes viagères déclarées insaisissables ; les meubles subrogés à des propres ; les produits non périodiques (par exemple les arbres d'un bois qui n'est pas mis en coupe réglée).

2° *Immeubles*. — Les immeubles acquis antérieurement au mariage — sauf ceux acquis entre le contrat et le mariage — sont propres. Les autres causes d'acquisition d'immeubles à titre de propres sont : la succession *ab intestat*, la donation ou le legs, l'arrangement de famille, l'échange contre un propre, le remploi, le retrait d'indivision.

Mais quel va être le sort des gains de la femme? — La plupart du temps ces gains seront des sommes d'argent, des meubles : il est admis par tous les auteurs qu'ils tombent dans la masse commune. Pour démontrer que telle est bien leur place on s'appuie sur l'art. 1401 ; et on raisonne de deux façons différentes.

Les uns soutiennent que les gains de la femme tombent en communauté à cause du paragraphe 2 de l'art. 1401 (1). Ils disent que l'art et l'industrie sont des capitaux et que les bénéfices qu'ils procurent sont des fruits ou revenus. A cette opinion on peut objecter qu'il ne semble pas possible d'assimiler l'industrie à un capital quelconque, que l'art. 1498, par exemple, ne paraît pas considérer les produits du travail comme des revenus et qu'enfin le droit de jouissance — d'après l'art. 317 — ne portant pas sur les gains que l'enfant se procure par son travail, il n'est pas possible de classer les gains pêle-mêle avec les autres revenus.

Les autres auteurs se basent sur le § 2 de l'art. 1401. Et cette façon de raisonner est irréfutable. L'art. 1401 remarque-t-on, ne parle pas, il est vrai, des gains de la femme, il dit seulement que la communauté se compose de tout le mobilier qui échoit aux époux pendant le mariage à titre de succession ou

(1) L'art. 1401 est ainsi conçu : « La communauté se compose activement. — 1° De tout le mobilier que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échoit pendant le mariage à titre de succession ou même de donation, si le donateur n'a exprimé le contraire ; — 2° De tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages, de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage, et provenant des biens qui appartenaient aux époux lors de sa célébration, ou de ceux qui leur sont échus pendant le mariage, à quelque titre que ce soit ; — 3° De tous les immeubles qui sont acquis pendant le mariage. »

même de donation, si le donateur n'a exprimé le contraire. Mais on s'accorde pour reconnaître (1) qu'il y a là une lacune de la loi : si la loi déclare biens communs les biens meubles provenant d'une succession ou d'une donation, on en déduit qu'*a fortiori*, les meubles acquis à titre onéreux, ou par suite de l'exercice d'une profession ou d'une industrie, entrent également dans la masse commune.

Au reste la démonstration peut être rendue encore plus saisissante d'une autre façon. Supposons que le gain, sur le sort duquel nous discutons, soit non pas une somme d'argent mais un immeuble. Le cas, s'il

(1) V. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *Du Contrat de mariage*, 2^e édit., t. I, p. 220 : « Malgré le silence apparent de l'art. 1401, les meubles acquis à titre onéreux pendant la communauté tombent dans son actif. »

V. également Planiol, *Traité élém. de dr. civil*, 2^e édit., t. III, p. 288 : « En fait de mobilier futur, le texte ne cite que celui qui échoit aux époux à titre de donation ou de succession. Pour les meubles acquis à titre onéreux, le texte manque. Ce n'est pas que la loi ait voulu les exclure de la communauté : si elle a parlé du mobilier acquis par succession ou par donation c'est pour éviter un doute à son égard. Il aurait pu sembler destiné par son origine à rester propre à l'époux qui l'acquiert ; mais du moment où ce mobilier appartient à la communauté, il faut à plus forte raison lui attribuer celui qui provient du travail des époux ou de leurs économies, car le but même de leur association est la mise en commun de leur industrie et de ses résultats. On doit donc lire ainsi le texte : tout le mobilier que les époux possèdent ou posséderont, même celui qui leur échoit pendant le mariage à titre de donation ou succession. »

Voir en sens contraire, Imbert, *De la protection des gains et salaires de la femme mariée*, Thèse, Paris, Rousseau, 1902, pp. 25 et suiv.

n'est pas d'une pratique courante, n'est pas impossible. Supposons, par exemple, qu'une femme peintre au lieu d'être payée en argent, reçoive comme prix de son tableau un immeuble. Quel sera le sort de cet immeuble ? Il tombera, *sans aucun doute*, dans la communauté, car il ressort des articles 1401 et 1402 combinés, que tous les immeubles tombent en communauté, sauf ceux possédés antérieurement au mariage et ceux échus durant le mariage à titre de donation ou de succession. Or, l'immeuble en question ne rentrant pas dans ces deux cas particuliers, suit la règle générale, il devient bien commun. Et si à la place de cet immeuble, l'artiste avait été payée en argent — 50.000 francs, par exemple, — on hésiterait à faire entrer cette somme dans la masse commune : raisonner ainsi, ce serait se mettre en contraction avec tous les principes généraux qui apparaissent à chaque article du code, ce serait notamment vouloir accorder une protection plus grande aux meubles qu'aux immeubles et faire de la vieille maxime : *res mobilis res vilis* cette autre, nouvelle : *res immobilis res vilis*.

On ne peut donc contester que les produits de l'industrie exercée par la femme tombent en communauté, il en est naturellement de même pour ceux de l'industrie exercée par le mari.

Quelques difficultés se sont élevées au sujet de la propriété littéraire et artistique. Rappelons brièvement cette controverse trop connue. Si la femme produit au

cours du mariage une œuvre littéraire ou artistique, il est évident que les bénéfices qui en résultent, tombent dans la communauté, mais en est-il de même du droit de propriété ?

Certains ont soutenu que le droit de propriété littéraire ou artistique, bien que mobilier, restait propre à l'auteur à cause de sa nature spéciale. C'est ainsi que M. Pouillet dit à ce sujet : « Que le droit de propriété littéraire soit mobilier, nous le croyons ; mais nous croyons en même temps que ce droit mobilier ne ressemble à aucun des droits mobiliers dont notre code s'occupe ; c'est un droit d'une nature tout à fait particulière, ayant des conditions d'existence qui lui sont propres et ne pouvant dès lors se plier à toutes les règles qui régissent les autres droits mobiliers (1) ». Nous croyons, au contraire que, quelle que soit la nature spéciale du droit, il faut déclarer qu'il fait partie de la masse commune parce que bien meuble : cette théorie est celle de la majorité des auteurs (2). On tire généralement argument de l'article 4 de la loi du 12 juillet 1866, qui réserve au conjoint survivant, sur l'œuvre de l'époux prédécédé, un droit de jouissance en plus

(1) Pouillet, *Traité de la propriété littéraire et artistique*, 2^e édit., n° 484 et suiv., p. 209.

(2) Demolombe, IX, n° 226 ; Rodière et Pont, I, n° 441 ; Troplong, I, n° 577 ; Laurent, V, n° 512 ; Aubry et Rau, V, n° 507 ; Guillouard, I, n° 782, Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, I, p. 206 et suiv., Planiol, *op. cit.*, III, p. 289.

des droits qui peuvent résulter en sa faveur du régime de communauté. Ce qui laisse supposer que le droit de propriété littéraire et artistique entre en communauté comme les autres droits mobiliers. On invoque également un passage de l'exposé des motifs de la loi de 1866 ainsi conçu :

« Déjà (antérieurement à 1866) la nature mobilière qui a été reconnue au droit d'auteur, faisait entrer dans la communauté conjugale non seulement les produits du droit, mais le droit lui-même ».

En résumé le droit de propriété littéraire et artistique doit avec les autres produits du travail être placé dans la masse commune. Et nous rappelons qu'il faut donner à l'expression « produits du travail » le sens le plus large. « Ils comprennent les salaires de l'ouvrière, les gages de la domestique, les appointements de l'employée, le traitement de la femme fonctionnaire, les honoraires de la femme médecin, avocat ou expert, etc. Ils s'étendent aux bénéfices résultant d'une industrie ou d'un commerce exercé par la femme avec le mari ou séparément, aux gains provenant d'une spéculation entreprise par la femme, à la part de bénéfices ou aux dividendes attribués à la femme associée qui, dans une société, aura apporté son industrie, son expérience, son talent, son crédit commercial, etc., etc., à tout ce que la femme en un mot gagne par l'exercice de son activité et de son industrie personnelle. Peu importe la façon régulière ou intermittente,

dont s'exerce le travail ; peu importe sa nature, qu'il soit industriel commercial, agricole, artistique ou intellectuel. Peu importe même que son objet soit ou non licite : ainsi les profits que la femme retirera de l'usure, du braconnage, de la contrebande, ou même de la prostitution, tomberont en communauté (1) ».

. Ayant indiqué l'existence des trois patrimoines sous le régime de la communauté légale, et la place qu'il faut assigner aux produits du travail de la femme, il nous reste à nous demander quels sont les pouvoirs de la femme et du mari sur ces biens communs.

B. Pouvoirs des deux époux sur les produits du travail de la femme.

Dans cette partie consacrée à l'étude des pouvoirs des époux, nous nous préoccupons uniquement des pouvoirs relatifs aux biens communs, puisque les salaires de la femme sont des biens communs, comme nous venons de l'établir. Mais comme tous les biens communs sont soumis aux mêmes règles, il nous est permis de considérer, dans les déve-

(1) Damez, *Le libre salaire de la femme mariée*, Paris, Rousseau, 1905, p. 271.

loppements qui vont suivre, uniquement cette quote-part de biens communs qui font l'objet de notre étude : les produits du travail de la femme. Ces biens sont : soit les sommes d'argent que la femme a touchées, soit les biens meubles ou immeubles qui ont été achetés avec les dites sommes d'argent. Nous étudierons successivement les droits du mari et de la femme sur ces biens.

§ 1. — Pouvoirs du mari.

C'est l'article 1421 qui nous indique d'une façon générale, dans son alinéa 1^{er}, les droits du mari : « Le mari administre seul les biens de la communauté. » Quel sens faut-il donner à ce mot « administre » ? L'article 1421, dans son alinéa 2, nous donne la réponse : « Il peut les vendre, aliéner et hypothéquer sans le concours de la femme. » Le terme administration est donc pris ici dans un sens très large, puisque le mari peut aliéner et hypothéquer. Aussi peut-on dire que de tels droits d'administration sur les biens communs *confinent* au droit de propriété. Au moment de la rédaction du Code on avait pensé à établir, au lieu de cette omnipotence du mari, une administration commune. Il était dit, en effet, dans le texte du premier projet de Cambacérès à l'art 11. (tit. III, § 2) : « Les époux ont et exercent un droit égal pour l'administration de leurs

biens » (1). Mais, dans son troisième projet Cambacérès revint au système coutumier de l'administration par le mari seul.

Et tout d'abord, c'est le mari qui peut toucher lui-même le produit du travail de la femme et en donner quittance. Le mari peut donc *en droit* (2) recevoir le salaire de sa femme qui travaille à l'usine ; et celle-ci, qui a peiné pendant une longue semaine, n'aura pas la satisfaction de recevoir elle-même le fruit de son labeur. Une fois en possession de ce salaire — soit qu'il l'ait touché lui-même, soit qu'il se le soit fait remettre par la femme — le mari pourra en disposer soit à titre onéreux, soit à titre gratuit. Son droit est presque absolu sur les biens communs, sur les gains et salaires de la femme, sauf si ses actes sont entachés de fraude.

Il peut seul, sans le concours de sa femme, faire tous les actes à titre onéreux tels que ventes, baux, constitutions d'hypothèques, etc...

Quant aux dispositions à titre gratuit, la loi a limité ses pouvoirs (art. 1422). S'il s'agit d'un immeuble : si, par exemple, avec les économies faites sur les produits du travail de la femme, il a été acheté une maison ou un lopin de terre, il ne peut le donner. S'il s'agit de donations mobilières, il faut distinguer : il ne peut donner

(1) Ferret, *Trav. prépar.*, t. I p. 5.

(2) Nous disons *en droit*, car *en fait*, la plupart du temps c'est la femme elle-même qui touche le produit de son travail.

une universalité de meubles, ni faire une donation avec réserve d'usufruit ; mais il peut faire *toutes les autres donations de meubles à titre particulier et en pleine propriété* (1).

Ses pouvoirs sont donc exorbitants et si la femme a amassé un petit pécule économisé sur ses salaires, le mari peut le donner à qui il veut ; si la femme avec son salaire s'est acheté des objets personnels, le mari peut également en gratifier qui lui plaît ou bien les vendre pour se procurer l'argent nécessaire à son inconduite. Pour l'établissement d'un enfant commun, les deux restrictions de l'alinéa 1 de l'article 1422 sont levées et il peut donner l'universalité du mobilier ou même un immeuble.

Par testament enfin, le mari ne pourra léguer que la moitié des biens représentant les gains de sa femme.

Mais si le mari peut de la sorte disposer directement, dans une très large mesure, des gains de la femme ou des biens les représentant, il peut aussi atteindre ce même résultat d'une manière indirecte — donc plus dangereuse encore — par les dettes qu'il contracte. Tant que dure la communauté il y a, en effet, confusion entre le patrimoine du mari et le patrimoine commun. Une dette du mari *absolument personnelle* pourra donc être poursuivie même sur les biens communs, donc sur les gains de la femme. Le mari par ses engagements

(1) Planiol, *op. cit.*, III, p. 323.

pourra ainsi absorber tous ces gains. Il y aura bien ensuite un règlement de compte entre les époux — à la dissolution de la communauté — qui donnera lieu à récompense, mais si à cette époque le mari est insolvable, ce recours n'avancera à rien. Et puisque nous nous préoccupons uniquement de ceux qui sont mariés sous le régime de la communauté légale, c'est-à-dire de ceux qui n'ont pas fait de contrat de mariage, nous devons signaler que les ménages en question sont généralement peu fortunés, qu'ils vivent au jour le jour et qu'alors le système des récompenses — qui doit jouer quand le mal est déjà fait — n'est pas une sauvegarde véritable pour les produits du travail de la femme travailleuse.

Le mari peut donc engager indéfiniment les gains de la femme par ses contrats ou quasi-contrats et aussi ses délits ou quasi-délits. Quant aux amendes elles pourront aussi être poursuivies sur les gains de la femme, sauf récompense il est vrai (art. 1424). Terminons ces quelques lignes relatives aux pouvoirs du mari en citant le passage suivant extrait de l'étude de M. Bufnoir sur les limites à apporter aux pouvoirs du mari : « Il manque encore un trait au tableau. Si le mari commet des délits ou des crimes ; s'il vole, s'il incendie, s'il assassine ; s'il est condamné de ce chef à de grosses indemnités ; savez-vous qui paiera ? Sa fortune à lui ? Pas du tout. Ce sera la communauté ! Et non seulement la communauté paiera, mais c'est la bourse de la commu-

nauté qui supportera définitivement cette lourde charge. La femme n'aura pas même le droit de se faire rembourser plus tard ces sommes par le mari, seul coupable. Le Code (art. 1424) ne lui donne droit à la récompense que pour les *amendes* encourues par le mari, et non pour les réparations civiles. La jurisprudence et la très grande majorité des auteurs s'inclinent devant cette solution très précise, malgré sa souveraine iniquité.

N'est-il pas piquant de voir la femme condamnée à payer pour sa moitié les fredaines du mari, et les coups de canifs donnés dans le contrat? C'est à croire que quelque vaudevilliste malin s'est glissé parmi les rédacteurs du Code (1). »

§ 2. — Pouvoirs de la femme.

L'étendue des pouvoirs du mari restreignent singulièrement le champ d'action de ceux de la femme. Elle n'a même pas le droit de toucher son salaire elle-même, si en fait cela a lieu, c'est par suite d'une tolérance du mari, d'un mandat tacite de sa part. Elle ne peut aliéner soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ses propres gains ou salaires; elle ne peut également les engager par ses dettes: il lui faut toujours l'autori-

(1) Buñoir, *Des limites à apporter aux pouvoirs du mari dans l'administration de la communauté*, La Réforme sociale, 1^{er} janvier 1902, p. 54.

sation maritale. Elle peut, il est vrai, semble-t-il, si elle concourt à l'acte, rendre possible au mari les donations prohibées par l'article 1422 : (1) mais ce pouvoir peut être pour elle un danger, si le mari pour obtenir un tel concours use de son autorité. D'après l'art. 1427 elle peut faire certaines aliénations, si elle est autorisée par la justice. Enfin elle a le droit par testament de disposer de sa part de communauté, c'est-à-dire d'une quote-part de ses gains personnels. On voit donc qu'en droit la femme n'a sur ses propres gains que des pouvoirs fort restreints.

En pratique, il est vrai, la femme contracte pour les besoins du ménage, et par là elle engage les biens communs, par là elle a un pouvoir indirect sur les produits de son travail. C'est elle en effet, qui traite avec les fournisseurs pour les fournitures en vivres, vêtements, ustensiles etc., nécessaires au ménage. Rigoureusement, de tels engagements ne devraient pas engager les biens communs, mais en fait, à cause des nécessités pratiques, on admet l'existence d'un *mandat tacite*. Cette théorie du mandat tacite donne lieu à des difficultés — quant aux limites du mandat et quant à sa révocation — que nous n'avons pas à développer. Le point sur lequel il nous faut insister, c'est que si, en fait, la femme peut engager les produits de son travail, en théorie elle tient ce droit uniquement du mari qui est libre de le révoquer.

(1) A ce sujet voir Planiol, III, 2^e édit., p. 326.

§ 3. — Garanties accordées à la femme.

Pour contrebalancer ces pouvoirs exorbitants du mari, le législateur, il est vrai, a donné à la femme certaines garanties. Mais il faut reconnaître que ces garanties ne sont pas la plupart du temps une protection efficace pour les gains de la femme : pour qu'elles puissent être utiles, il faut que le ménage soit assez aisé, or dans les ménages aisés la femme généralement ne travaille pas. De la sorte, *il reste vrai de dire que les gains de la femme ne sont en général nullement protégés par le système du code*. Les moyens en question sont les suivants :

1° La femme peut *renoncer à la communauté* ; si par exemple, le passif est supérieur à l'actif. Il faut reconnaître qu'en ce cas la protection accordée à la femme est minime. Les biens qui ont été achetés avec les gains de la femme sont tombés en communauté, au moment de la dissolution de cette communauté la femme devrait en toucher la moitié. Mais elle apprend que le mari a mal administré et qu'il a fait de nombreuses dettes absorbant tous les biens communs. Le législateur lui permet alors de renoncer à la communauté. Quel avantage une telle renonciation lui procure-t-elle ? Si la femme a des biens propres ; l'avantage apparaît nettement, les créanciers du mari ou de la commu-

nauté ne pourront se faire payer sur ces propres. Mais si la femme n'a aucun propre, s'il s'agit de la femme d'un ouvrier, sans aucune fortune personnelle, l'avantage procuré par la loi n'existe pas : que la femme soit renonçante ou acceptante, elle perd toujours autant, ni plus, ni moins.

2° La femme, si elle fait inventaire (art. 1483), jouira du *bénéfice d'émolument*, c'est-à-dire qu'elle ne sera tenue des dettes que jusqu'à concurrence des biens communs qui lui sont attribués. Mais ce que nous venons de dire de la possibilité de renoncer s'applique encore ici. Le bénéfice d'émolument est uniquement une mesure de protection pour la femme qui à des propres.

3° Les mêmes objections sont possibles au sujet de l'*hypothèque légale* qui n'est une garantie pour la femme que dans le cas où le mari possède des immeubles : situation assez rare, surtout pour la femme ouvrière.

4° Enfin le dernier moyen de protection, c'est le droit pour la femme de demander la *séparation de biens*. Cette séparation est accordée quand le mari se montre mauvais administrateur. Ainsi, dans le cas où le mari dissipe les produits de son travail, la femme obtiendra la séparation de biens (S. 78.2.199). Mais ce moyen appelle lui-même une grave critique. En premier lieu — outre que la procédure est longue et compliquée — le moyen est trop radical ; ce n'est plus là une garan-

tie qui peut jouer avec le régime de la communauté légale : c'est une guérison par amputation. En second lieu, c'est une guérison qui ne répare pas le mal déjà fait et ne peut avoir d'effet que pour l'avenir. Cette dernière remarque est importante, il ne faut pas donner à la femme des moyens de défense qui ne peuvent être mis en action que lorsque le mal est fait : quand il est trop tard. Ce qui est utile c'est d'organiser une protection *préventive* des gains et salaires de la femme.

En résumé, nous venons de constater brièvement au cours des pages précédentes quelle était la situation des gains de la femme sous le régime de la communauté légale, avant la loi du 13 juillet 1907. Nous avons rappelé l'existence des trois patrimoines ; nous avons *situé* les gains de la femme dans le patrimoine commun ; puis nous avons indiqué les pouvoirs des époux sur ces gains ; enfin, en dernier lieu, nous avons signalé les soi-disantes garanties, accordées à la femme, qui peuvent servir à protéger ses gains contre les pouvoirs exorbitants du mari.

Cette rapide revue nous permet de conclure que la loi ne protège pour ainsi dire pas les gains de la femme qui sont à l'entière disposition du mari. Le mari peut, en effet, à sa guise, dépenser l'argent *péniblement* gagné par sa femme, — on sait combien peu élevés sont les salaires des femmes — pour satisfaire toutes ses passions : le jeu, la boisson, la débauche.

Avant d'aborder l'étude de la loi nouvelle, il nous faut signaler dans une deuxième section quelques lois spéciales qui ont eu pour résultat d'augmenter les pouvoirs de la femme sur ses gains et salaires et qui furent les premiers pas faits sur la route qui devait aboutir à la loi sur le libre salaire de la femme mariée.

SECTION II

Lois spéciales.

Nous venons d'indiquer quelle est, en général, la situation des produits du travail de la femme sous le régime de la communauté légale. Il nous faut maintenant étudier deux espèces de lois particulières qui sont venues faire échec aux règles générales des pouvoirs du mari sur les biens communs, et en particulier sur les salaires de la femme. Nous parlerons successivement des lois sur les Caisses d'épargne et des lois sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

A. Lois sur les caisses d'épargne.

La première loi sur les Caisses d'épargne date de

1881, auparavant la situation était réglée par une instruction ministérielle de 1857.

Cette instruction exigeait que les femmes fussent autorisées par leur mari pour effectuer le premier versement, mais pour les versements subséquents la femme pouvait les faire sans aucune autorisation.

Cette instruction était ainsi libellée dans ses articles 4 et 14 :

« Lorsqu'il est fait un premier versement par une femme, si elle déclare être en puissance de mari, il y a lieu de demander qu'elle soit assistée de ce dernier ou de lui autorisée. »

« Les versements postérieurs au premier sont reçus sur la présentation du livret, sans qu'il y ait à fournir d'autre justification. »

Cette instruction établissait donc la première dérogation aux règles de la communauté, en faveur des économies de la femmes mariée. Pour ne pas déroger à ces règles, il eut fallu, en effet, exiger une autorisation à l'occasion de chaque versement.

Mais une modification plus grave est encore apportée à l'économie générale du régime de droit commun : le remboursement des fonds ne peut être fait qu'aux deux conjoints. Le mari ne peut donc pas seul, se prévalant de ses droits comme chef, retirer les économies versées par sa femme à la caisse d'épargne. Ceci ressort en effet de l'article 29 de la même Instruction :

« Dans le cas où le livret est ouvert au nom d'une femme qui s'est déclarée mariée lors du premier dépôt, si le remboursement est fait au mari et à la femme, présents l'un et l'autre, on leur fait signer à tous deux la quittance. Si un seul est présent, on le fait signer, et on annexe à la quittance le consentement écrit et signé de l'autre. »

Dans le cas où la femme s'oppose à ce que le versement soit effectué au mari ; celui-ci doit s'adresser à la justice.

Donc de la sorte le mari voit ses pouvoirs réduits dans de notables proportions. Et même, le fait que le mari aurait lu l'instruction annexée au livret, ne devrait pas permettre de dire qu'il agit en connaissance de cause, et qu'au moment où il autorise la femme à faire un premier versement, il abandonne en même temps, par avance, une partie de ses droits : car les droits qu'il possède comme chef sont d'ordre public, lui-même ne peut y renoncer. En fait la femme pouvait donc dès cette époque soustraire, dans une certaine mesure, une partie des biens communs aux pouvoirs du mari.

Nous disons *dans une certaine mesure*, car la femme ayant besoin de l'assistance du mari au moment du retrait, était obligée de lui faire connaître exactement le montant des sommes par elles versées. Et le mari, ainsi mis au courant, pouvait s'emparer de ce pécule et le dissiper à sa guise. Ceci, il faut le noter, était un

grave inconvénient, la femme était peu incitée à épargner, car elle pouvait prévoir qu'un jour le mari chercherait à s'emparer des sommes mises en réserve, soit par la ruse, soit par la force. Pour échapper à ce danger la femme mariée se faisait souvent inscrire sous son nom de jeune fille pour verser et retirer en toute liberté, et les caisses laissaient faire, c'est qu'en ces questions l'intérêt des caisses et celui des femmes sont toujours concordants : la caisse a intérêt à avoir un grand nombre de déposants et la femme étant le meilleur agent d'épargne. C'est donc surtout le versement de la femme qu'il faut favoriser.

Une proposition de loi fut déposée le 3 août 1872 par MM. Fournier, Tallon et Chabaud-Latour. M. Denormandie en fut le rapporteur. L'article 3 était ainsi rédigé :

« ... Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, seront admises à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leurs maris ; elles pourront retirer sans cette assistance, les sommes déposées sur les livrets ainsi ouverts, sauf opposition de leurs maris. »

Cet article fut l'objet d'une discussion fort intéressante. Nous insisterons un peu sur cette discussion, qui eut lieu le 15 mars 1875, car elle touche de très près à certaines questions que nous retrouverons à propos de la loi du 13 juillet 1907. Il est, en effet, intéressant de voir quelle a été sur ce point l'évolution des idées. L'article 3 tendait uniquement à donner à la

femme une partie des pouvoirs appartenant au mari sur les biens communs. C'était uniquement d'une question d'administration qu'il s'agissait, et non pas d'une question de propriété. La condition juridique des économies n'était nullement modifiée, elles faisaient toujours partie du patrimoine commun : aucune séparation de biens partielle n'était instituée quant à elles. Pourtant cette réforme timide — qui supprimait l'autorisation, même pour le premier versement — souleva de très vives objections.

C'est ainsi que M. Cherpin demanda en termes énergiques qu'on repoussât l'article. « Il s'agit, en effet, disait-il, dans cet article 3 de quelque chose que je ne sais comment indiquer autrement que par cette formule : c'est en ce qui concerne la femme mariée, une séparation de biens en masse que vous allez prononcer. C'est-à-dire que, dans les limites des dépôts, on vous propose de substituer dans les ménages l'autorité de la femme à l'autorité du mari, et indépendamment de cet inconvénient qui est d'ordre moral, de porter atteinte à plus de 150 articles du Code civil, que vous serez obligés ultérieurement de réformer ou de remplacer.

En un mot, on nous propose de saper d'un seul coup, par un article de loi qui se présente, je ne dirai pas subrepticement dans le mauvais sens du mot, mais sous des allures fort anodines, recommandé par l'excellent sentiment qui l'a inspiré, les principes les plus respectables inscrits dans nos lois civiles ».

Et après avoir donné lecture du second paragraphe de l'article 3, — le premier concernait les mineurs — M. Cherpin ajoutait : « Mais indépendamment de ces inconvénients, savez-vous ce que c'est que le droit donné à la femme de faire un dépôt à la Caisse d'épargne, si vous lui donnez en même temps le droit de le retirer sans l'intervention de son mari ? Mon Dieu ! vous faites ce que je disais tout à l'heure : vous prononcez, et *de plano*, ce que les tribunaux souvent n'oseraient pas faire, vous prononcez la séparation de biens jusqu'à concurrence de 1.000 francs pour la femme qui aura su prendre la maîtrise de la maison et faire des économies qui peuvent avoir quelquefois une source suspecte... Ainsi vous aurez une femme qui, non seulement, pourra se faire ouvrir un livret, mais pourra retirer le montant du livret, et vous n'êtes pas effrayés de cela ! C'est la perturbation la plus grande jetée dans tous les rapports entre mari et femme...

La femme pourra, contrairement à la loi et à l'ordre public, s'attribuer une somme de 1.000 francs, et vous aurez dit dans une loi qu'elle a pu le faire.

Toutes les femmes qui appartiennent au petit commerce — et elles se comptent par centaines de mille — voyant venir la gêne ne manqueront pas de se constituer ce petit magot de 1.000 francs, de le porter à la caisse d'épargne et de s'en attribuer ainsi la propriété, si, d'avance, vous n'avez pas déterminé le caractère de cette somme de 1.000 francs, quelle est

cette propriété nouvelle, à qui elle appartient, par suite de quel tour de force, passez-moi l'expression, vous avez pu ainsi l'arracher à la communauté pour en faire un dépôt séparé inscrit sous le nom de sa femme. »

Et M. Le Royer, adversaire également de l'article 3, disait dans le même sens : « Sans aucun doute, la situation de la femme dans les classes les plus déshéritées est souvent digne d'un très grand intérêt; elle lutte avec courage, travaille, subvient, dans la mesure de ses forces aux besoins de la famille, et quelquefois une réduction sur les dépenses pourrait garantir l'avenir dans le cas de l'inconduite du mari. Oh ! assurément, c'est une position intéressante, et je comprends parfaitement le sentiment qui a dirigé la commission ; mais s'est-elle bien rendu compte de la portée et des conséquences de cette disposition de l'article 3 ? Et si elle les a prévus, n'en a-t-elle pas fait trop bon marché ? S'il y a une réponse catégorique qui sauvegarde cette situation, si intéressante dans la loi telle qu'elle existe, que deviendrait, je vous prie, la considération ; si, de plus, il résulte comme conséquence de l'admission de l'article qu'on vous propose une atteinte, une brèche faite à la puissance maritale, à la puissance paternelle qui sont les bases de la société et de la famille en France...

Quelle sera dès lors, l'origine des épargnes dont la femme fera le placement et le recouvrement sans l'au-

torisation du mari ? Il n'y en a que deux : l'inconduite ou le détournement des biens de la communauté. Il n'y en a pas d'autre. Cherchez, je vous défie une autre origine, dans les conditions que les lois civiles ont faites au mari vis-à-vis de la femme. Et c'est cela qu'on vous propose de consacrer :

De deux choses l'une : ou le mari et la femme sont d'accord, et alors la femme pourra placer avec l'autorisation du mari ; ou ils ne sont pas d'accord, et alors c'est le pillage de la communauté ou quelque chose de plus grave encore... Il ne peut y avoir d'épargne sur le bien d'autrui (1). »

Telles étaient les idées à cette époque. Toute atteinte portée aux pouvoirs du mari paraissait impossible. Permettre à la femme d'épargner, même sur les produits de son travail, c'était établir le pillage de la communauté ! On était encore loin alors, de donner à la femme la libre disposition de son salaire. Il n'est pas besoin de dire que l'article 3 fut repoussé.

En 1878, M. Arthur Legrand déposa une proposition de loi portant création d'une caisse d'épargne nationale. Cette proposition fut reprise par le gouvernement. L'article 6 traitait des versements de la femme mariée, il fut discuté le 1^{er} juillet 1880.

M. Cazot fit remarquer que la disposition de l'article 6 touchait aux principes de la législation civile et

(1) *Journ. off.*, du 16 mai 1875.

qu'elle tendait à modifier profondément la capacité des femmes mariées et il demanda à la Chambre de vouloir bien repousser provisoirement la disposition de l'article 6. M. Arthur Legrand, au contraire, soutint cet article. Il dit que le dépôt à la caisse d'épargne était de la part de la femme ou un acte conservatoire ou un acte d'administration ; qu'il y avait là une sorte de mandat tacite général (1).

Mais il faut arriver à la séance du 28 mars 1881 au Sénat, pour voir asseoir la réforme en question sur la théorie du *mandat tacite*.

M. Le Royer combattit encore, comme en 1875, le droit qu'on voulait accorder à la femme. « Toute somme, disait-il, qui est prélevée à la femme est, passez-moi l'expression, quelle que dure qu'elle soit, une soustraction. »

Nous insistons en passant sur cette pensée, car elle nous permet de mesurer, de noter le chemin parcouru par les idées entre 1881 et nos jours. En 1881, quand on parle d'une soustraction, d'un *vol conjugal* on fait allusion aux économies faites par la femme sur les biens communs, sur ses propres salaires ; à cette époque l'ouvrière qui économise un franc par semaine, par exemple, sur le produit de son travail et qui le porte à la caisse d'épargne *vole* la communauté. A l'heure actuelle, les idées sont renversées, quand on emploie

(1) *Ibid.*, du 2 juillet 1880.

l'expression *vol conjugal*, on veut parler des prélèvements opérés par le mari sur les salaires de sa femme.

A cette séance du 28 mars 1881, M. de Massy donna à la réforme sa base juridique en disant : « Quelle est donc notre théorie ? Est-ce que nous donnons à la femme un droit qu'elle n'a pas ? Non, pas plus que lorsque la femme va au marché — passez-moi la trivialité de cette expression — que quand elle prend des engagements dans l'intérêt de sa famille pour les nécessités du ménage. Est-ce qu'elle n'est pas censée, aux termes de la loi, de la jurisprudence, mandataire de son mari ? Il y a là, messieurs, un mandat tacite. Est-ce que ce mandat, cette confiance, vous hésitez à la lui donner quand elle veut porter ses économies à la caisse d'épargne ? On s'effraye des détournements possibles. La femme qui veut faire des détournements trouve facilement à placer ce qu'elle voudrait soustraire à la communauté en valeurs au porteur. La femme qui va à la caisse d'épargne, c'est la sagesse de la maison. »

Et M. Laboulaye, pour convaincre les juristes qui repoussaient la réforme au nom des principes du droit, ajoutait : « La législation qui concerne les femmes a changé plus d'une fois, parce que la condition des femmes elle-même a changé. Ainsi, au Moyen-Age, Beaumanoir, un excellent jurisconsulte, dit qu'il est permis de battre sa femme, pourvu qu'on ne la tue pas, et qu'on ne la blesse pas. Je suppose que dans ce

temps-là il devait y avoir des jurisconsultes pour demander au nom des principes qu'on ne touchât pas à ce droit sacré... Où est la violation des principes? Mais c'est vous qui les faites les principes!... Est-ce une règle absolue que le mari puisse disposer des biens et ruiner sa femme? C'est bon ou c'est mauvais. Si c'est bon, gardez la loi; si c'est mauvais, modifiez-la...

C'est elle (la femme) qui économise dans la maison. Laissez-la donc aller porter ses économies à la caisse d'épargne.

Ayez un peu pitié de celles qui ne sont pas ici pour se défendre; elles n'ont pas de droits électoraux, elles n'ont pas de représentant; c'est bien le moins que nous puissions parler un peu pour elles. En admettant ce paragraphe, vous voterez pour les enfants, pour l'économie, pour l'ordre dans le ménage. Le mari tout le premier, sera heureux de trouver un peu d'argent au moment de payer le loyer, et s'il n'en trouve pas le jour où il voudra aller au cabaret, ce sera un grand bienfait et un grand profit. » (1).

Cette fois les idées réformatrices l'emportèrent et le texte fut voté, il devint le dernier alinéa de l'art. 6 de la loi du 9 avril 1881.

Certains déclarèrent alors qu'au point de vue théorique la réforme renversait les idées juridiques jusqu'alors reçues. « Ce n'est pas seulement une séparation de biens

(1) *Journ. off.*, du 29 mars 1881.

partielle, c'est bien plus : une communauté dont le mari n'est pas le chef nécessaire, et dont l'administration, la jouissance et même la disposition peuvent régulièrement appartenir à la femme » (1). Mais d'autres auteurs vinrent bientôt démontrer que les règles de la communauté légale n'était nullement enfreintes par la nouvelle loi, cette dernière étant simplement une des applications du mandat général et tacite dont se trouve investie de la part de son mari, la femme qui s'occupe de l'achat des fournitures nécessaires au ménage (2).

Cette loi qui permettait à la femme de verser sans autorisation et de retirer sauf opposition de la part du mari eut d'excellents effets. Le nombre des dépôts effectués par les femmes mariées se développa considérablement (3). Et la pratique adoptée par les caisses fut excessivement favorable aux déposantes ; elles leur facilitèrent cet acte d'administration sur les biens communs. La loi ne disait pas si l'opposition devait être une simple notification ou une véritable opposition. Les caisses déclarèrent qu'il était nécessaire que le mari fit une véritable opposition par huissier. Puis, une fois l'opposition faite, les caisses avant de verser au mari exigeaient qu'il eût obtenu un jugement en sa faveur. Mais toutes ces formalités étaient longues et

(1) Testoud, *Revue Critique*, 1881, p. 579.

(2) Planiol, *ibid.*, 1882, p. 42.

(3) Voir Aftalion, *Les lois relatives à l'épargne de la femme mariée*, Paris, 1898, p. 97.

coûteuses, aussi les paiements effectués entre les mains du mari furent-ils très peu nombreux. Telle était la pratique. Les caisses firent alors effort pour que cette pratique fût consacrée par un texte. Nous sommes donc amenés à l'étude la loi de 1895 sur les caisses d'épargne.

Le texte primitif maintenait le droit d'opposition du mari en se contentant de le réglementer. Puis à un certain moment les mots « sauf opposition de la part du mari » furent supprimés. Si un tel texte eut été voté, le droit de libre disposition de la femme sur ses économies eut été établi. Mais il n'en fut pas ainsi, la deuxième commission du Sénat proposa un nouveau texte qui devint l'alinéa final de l'art. 16 de la loi du 20 Juillet 1895, dans lequel le droit d'opposition du mari était maintenu :

« Dans ce cas (dans le cas d'opposition) il sera sursis au retrait du dépôt, et ce, pendant un mois à partir de la dénonciation qui en sera faite à la femme par lettre recommandée, à la diligence de la caisse d'épargne. Passé ce délai et faute par la femme de s'être pourvue contre ladite opposition par les voies de droit, le mari pourra toucher seul le montant du livret si le régime sous lequel il est marié lui en donne le droit. »

Ainsi, tandis qu'avant 1895 c'était au mari d'aller devant les tribunaux pour obtenir le retrait, c'est maintenant la femme qui doit agir de la sorte. Le mari ne sera donc plus arrêté par les dépenses et les longueurs d'une

instance judiciaire. La loi de 1895, permettait donc au mari de s'emparer plus facilement qu'auparavant, tout au moins en théorie, des économies faites par sa femme. La situation de la femme aurait donc dû être notablement rendue plus mauvaise. Mais en fait il n'en fut pas ainsi : la pratique vint une fois de plus corriger la loi.

Quand un mari fait opposition la caisse avertit l'épouse, si l'épouse pendant ce délai va devant les tribunaux, les caisses attendent le jugement. Si la femme reste inactive durant ce délai, le mari pourra-t-il alors se faire verser la somme déposée ? Non, le mari devra présenter le livret au guichet : « Le mari sera tenu, en premier lieu, de rapporter le livret qui forme le titre de la créance contre la caisse d'épargne ; il ne lui en sera pas délivré de duplicata, attendu que le livret n'est ni perdu, ni adiré, ni volé, et qu'il se trouve entre les mains de la femme qui en est titulaire, et de laquelle il devra en obtenir la remise par telles voies qu'il jugera convenables, sans que la caisse ait à s'immiscer dans ces difficultés entre époux ».

Ainsi le fait pour le mari d'obtenir le livret de la part de la femme est un premier obstacle, la femme pouvant cacher le livret, le brûler et ensuite se faire délivrer un certificat. Et de plus le mari qui a obtenu le livret doit prouver son identité, justifier de son régime matrimonial et établir qu'il n'y a entre sa femme et lui ni séparation de biens, ni divorce, ni séparations de

corps ; et toutes ces preuves à établir sont autant de difficultés.

En résumé il est donc vrai de dire que, sous l'empire de la loi de 1895, avant la loi du 13 juillet 1907, la femme avait un certain pouvoir sur ses économies, c'est-à-dire la plupart du temps sur ses gains et salaires, sur les produits de son travail. Nous verrons comment la loi de 1907 est venue enfin compléter la réforme : *aujourd'hui la femme peut verser librement et retirer librement les sommes prises sur les produits de son travail*. Restent seules soumises à la loi de 1895 les femmes qui verseront à la caisse des sommes provenant des biens communs autres que leurs gains et salaires. Mais nous verrons qu'en fait il est à prévoir que cette catégorie de femmes sera peu nombreuse : la pratique viendra encore, à notre avis, élargir la portée de la loi du 13 juillet 1907.

B. Lois sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Si nous avons constaté que les lois sur les caisses d'épargne avaient modifié sur certains points

l'économie du régime de la communauté légale, nous allons voir que les lois sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ont eu le même effet. Il faut même dire que ces dernières ont apporté des modifications plus considérables que les premières au régime de droit commun. C'est ce qui ressortira, croyons-nous, des lignes suivantes.

La loi du 18 juin 1850, qui a créé la Caisse nationale, des retraites contenait dans son article 4, une disposition ainsi conçue : « Le versement fait pendant le mariage par l'un des deux conjoints, profite séparément à chacun d'eux par moitié. » Et cette pension particulière dont va profiter chaque conjoint ne tombe pas en communauté, elle est *propre*. Or, les versements seront faits à la Caisse, en général, grâce à des économies réalisées sur des biens communs : ainsi une partie de ces biens communs va se métamorphoser en biens propres. De la sorte, si par exemple la femme renonce à la communauté, elle gardera pourtant sa pension qui est faite, peut-on dire, de biens communs : l'innovation est de toute importance. Mais sous l'empire de cette loi de 1850 la femme ne pouvait pas verser sans l'autorisation du mari : un pouvoir propre d'administration ne lui était donc pas attribué. Elle ne pouvait donc pas prendre l'initiative de mettre ainsi à l'abri une partie des ressources du ménage, une partie des produits de son travail. Cette règle, il est vrai, comportait une exception importante : quand un des deux époux avaient

abandonné le domicile conjugal depuis plus d'un an, ou quand il était absent, l'autre conjoint pouvait être autorisé à verser des sommes à son profit exclusif. *La femme pouvait donc être autorisée par le juge de paix à disposer seule d'une partie des biens communs, ce qui venait renverser les idées juridiques traditionnelles.*

Vint alors la loi du 20 juillet 1886 qui permit à la femme de faire des versements sans aucune autorisation. Le mari n'a pas, comme pour les sommes versées à la caisse d'épargne, la faculté de retrait, le pouvoir accordé à la femme est donc bien plus important. De plus, la femme n'a pas seulement un droit d'administration, mais le droit de transformer des biens communs en biens propres. Et en fait si la femme est habile elle peut, grâce à cette loi, s'attribuer un pouvoir important sur les produits de son travail, elle n'aura qu'à procéder de la façon suivante :

Si nous prenons l'hypothèse d'une femme ouvrière qui gagne un certain salaire et à laquelle le mari remet également une part de son gain, elle n'aura qu'à prendre, par exemple, un franc sur les gains de son mari et un franc sur les siens, et à verser à la caisse ces deux francs toutes les semaines. Le versement sera partagé en deux : soit un franc au compte de chaque conjoint. La femme indiquera à quel âge elle veut entrer en jouissance, si elle verse à capital aliéné ou à capital réservé, et à l'époque choisie, 60 ans par exemple, elle se trouvera à la tête d'une rente qui lui sera *propre*

et qu'elle se sera créée ainsi en administrant seule une partie des biens communs, en disposant librement d'une partie de ses gains. Ce droit est accordé à la femme par l'article 13 de la loi du 20 juillet 1886, dont une des dispositions est la suivante :

« Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, sont admises à faire des versements sans l'assistance de leur mari. »

La femme est donc en possession d'un droit propre qui lui est accordé directement par la loi et pour l'explication duquel la théorie du mandat tacite, invoquée lors des lois sur les caisses d'épargne, est complètement inutile. Il n'est rien changé au cas d'abandon ou d'absence : « En cas d'absence ou d'éloignement d'un des deux conjoints depuis plus d'une année, le juge de paix, peut accorder l'autorisation de faire des versements au profit exclusif du déposant » (art. 13).

Deux difficultés se sont élevées au sujet de cette loi. La première touche au point de savoir si à la dissolution de la communauté, l'époux qui se sera ainsi enrichi, grâce à la pension ne devra pas récompense à la communauté. La jurisprudence ne paraît pas encore bien fixée à cet égard. La seconde difficulté concerne les constitutions de rente à capital réservé : dans ce cas ce capital est-il propre comme la rente elle-même ? La Cour de cassation l'a déclaré propre (S-1889-1-338).

En résumé, les lois sur les Caisses d'épargne et les

lois sur la Caisse des Retraites ont, dans de notables proportions, porté atteinte aux principes jadis rigides de la communauté légale. Depuis cette époque, le mouvement des idées s'est développé dans le même sens et l'aboutissant a été la loi du 13 juillet 1907 qui déroge elle aussi aux règles du régime de droit commun et à l'étude de laquelle nous arrivons maintenant.

CHAPITRE II

LA LOI DU 13 JUILLET 1907 CARACTÈRE JURIDIQUE DU PÈCULE : QUI EN EST PROPRIÉTAIRE ?

La question qu'il nous faut tout d'abord élucider, est celle du savoir qui — sous le régime de la communauté légale — sera propriétaire de la masse des biens formée avec les produits du travail de la femme ?

Nous avons déjà insisté sur l'existence des trois patrimoines — patrimoine du mari, patrimoine de la femme, patrimoine commun — qui existent sous le régime qui nous occupe. Nous avons indiqué que, avant la loi du 13 juillet 1907, les gains et salaires de la femme faisaient partie du patrimoine commun : nous devons maintenant nous demander si cet état de choses a persisté depuis la loi nouvelle.

A l'heure actuelle les gains et salaires de la femme — peu importe qu'ils soient représentés par des sommes d'argent, par des actions, des obligations ou des immeubles — sont-ils toujours des biens communs ? Si oui, le régime légal n'aura pas été modifié sur ce point

particulier ; si non, une innovation capitale y aura été introduite. Cependant il nous faut reconnaître, dès à présent, que la solution du problème indiqué n'a peut-être pas tout l'intérêt qu'on pourrait croire. Il est certes vrai de dire que sous la communauté, la *situation* des biens doit retenir tout particulièrement l'attention — car tel bien sera soumis à telle règle suivant qu'il fera partie de telle masse, de même que tel individu doit obéir à telle loi suivant qu'il est domicilié dans tel pays, — mais, pourtant, nous devons noter que la question de la situation des produits du travail de la femme perd de son intérêt pratique avec la loi de 1907, car, dans cette loi, les droits d'administration et de disposition sont précisés de telle sorte que la question de propriété se trouve rejetée au second plan. Le problème d'ordre *pratique* se trouve donc solutionné, en général, par le texte même de la loi.

Mais le problème n'en conserve pas moins un intérêt théorique de premier ordre. Le législateur a-t-il entendu respecter dans ses lignes principales les anciens principes sur lesquels repose notre régime de communauté légale ou bien a-t-il voulu les abandonner en partie ; les gains et salaires de la femme de communs qu'ils étaient, se sont-ils transformés en propres : tel est le point en litige.

Pour augmenter les pouvoirs de la femme sur ses gains et salaires, divers systèmes étaient possibles. On

pouvait ou bien substituer au régime légal de la communauté, le régime de la séparation de biens ; ou bien établir une séparation de biens partielle ayant trait à ces gains et salaires ; ou bien se contenter d'instituer une séparation de pouvoirs : faire passer les droits d'administration sur cette masse de biens, de la tête du mari sur celle de la femme, créer ainsi un quatrième patrimoine soumis à un régime hybride, n'étant pas véritablement commun à cause des pouvoirs possédés sur lui par la femme, et n'étant pas non plus propre à la femme, cette dernière n'en ayant pas la propriété.

Avant de nous demander à quel système le législateur a entendu se rallier, nous pouvons brièvement rappeler quelle est la situation juridique des produits du travail de la femme dans les législations étrangères.

I

Législations étrangères.

a). *Les pays dans lesquels les gains et salaires de la femme sont soumis à une véritable séparation de biens* sont en premier lieu les Etats-Unis en général. La femme mariée se trouve alors avoir la propriété et la libre administration de ses gains. La femme anglaise se trouve à peu près dans la même situation depuis l'act de 1870 — *qui laissait déjà à la femme mariée la*

pleine propriété des produits de son travail et de son industrie personnelle — et des lois des 18 août 1882 et 5 décembre 1893.

D'autres législations bien que n'admettant pas la séparation de biens comme régime de droit commun, adoptent pourtant une séparation de biens partielle concernant les produits du travail de la femme mariée. Il en est ainsi en Allemagne et dans le projet de Code civil suisse. Nous insisterons seulement sur l'exemple de l'Allemagne.

Le régime de droit commun est en Allemagne depuis 1900, le régime sans communauté ou régime de communauté d'administration : *Verwaltungsgemeinschaft*. Dans ce régime, il y a dualité de patrimoines et unité d'administration, c'est donc un régime intermédiaire entre la séparation de biens — où il y a dualité de patrimoines et dualité d'administration — et le régime de communauté où il y a unité de patrimoine et unité d'administration. M. Léon Lyon-Caen, dans son intéressante thèse sur la *Femme mariée allemande*, nous signale les hésitations qui eurent lieu en Allemagne lorsque se posa la question de savoir quel serait le système de droit commun que l'on adopterait ; et il nous indique que finalement, si l'on se décida en faveur de la communauté d'administration, ce fut, en partie, parce qu'on reconnut qu'avec un tel régime, la protection des salaires de la femme était possible (1)

(1) Voir Léon Lyon-Caen, *La femme mariée allemande*, Thèse,

grâce à l'institution des biens réservés (Vorbehaltsgut).

Sous ce régime de communauté d'administration chaque époux conserve la propriété de ses biens, mais le mari a l'administration et la jouissance des biens de la femme, cependant ce droit d'administration et de jouissance ne s'exerce pas sur une certaine masse de biens, nommés biens réservés : Vorbehaltsgut.

Ces biens réservés sont légaux ou conventionnels; parmi les biens réservés légaux se trouvent précisément les produits du travail de la femme. L'article 1367 est ainsi conçu : « Vorbehaltsgut ist, was die Frau durch ihre Arbeit oder durch den selbständigen Betrieb eines Erwerbsgeschäfts erwirbt (1) ». La femme est donc propriétaire de ses gains et salaires et elle en a l'administration et la jouissance (2). Ces biens réservés ne sont pas seulement les gains et sa-

Paris, Rousseau, 1903, p. 82; et en note la citation de Planck : « Nun aber das ganz entscheidende: nur bei dem System der Verwaltungsgemeinschaft ist es möglich, den Ertrag der Arbeit der Frau als Vorbehaltsgut zu sichern. Das ist absolut unmöglich bei den verschiedenen Systemen der Gütergemeinschaft. »

(1) « Durch Erklärung zum Vorbehaltsgut wird der Frau die volle Verfügungsgewalt über die aus ihrer selbständigen Erwerbstätigkeit fließenden Einnahmen gesichert. » Kommentar zum Bürgerlichen Gesetzbuch, vierter Band, Familienrecht von Dr Arth. Schmidt und Dr Hermann Habicht erste Lieferung, München 1900, p. 193. Voir aussi pp. 185 et suiv., 203, 337, 339. — Voir également Dr Planck, B. G. vierter Band, erste und zweite Auflage, pp. 102 et 103.

(2) « Est bien réservé ce que la femme acquiert par son travail ou par l'exercice personnel d'une entreprise lucrative, art. 1367 B. G. ».

lares eux-mêmes, mais aussi, en vertu de l'idée de subrogation, les biens acquis avec ces gains et salaires ; et cette idée de subrogation doit être entendue d'une manière extensive. Par exemple, si la femme a vendu un bien réservé, le prix de cette vente est également bien réservé. Et même il faut aller plus loin. « Le rapport avec le patrimoine réservé peut résider en second lieu simplement dans le fait que l'objet a été acquis pour ce patrimoine ; peu importe d'ailleurs que l'opération soit conclue à crédit ; ainsi la femme achète des titres au porteur destinés à son *Vorbehaltsgut*, et le prix n'en est payé que plus tard sur les apports : du moment que l'intention de les acquérir pour les biens réservés était nettement déterminée lors du contrat, ils deviennent bien réservés (1) ».

Donc dans ce système des *biens réservés* allemands, la femme a l'administration, la jouissance et la *propriété* des biens en question. Les pouvoirs du mari sur les autres biens apportés ne peuvent s'exercer sur les *biens réservés*. Mais comme dans les ménages ouvriers les apports se réduisent souvent à rien, la femme n'aura souvent que des biens réservés ; de la sorte le régime matrimonial sous lequel seront mariés les époux, sera alors en fait une véritable séparation de biens. C'est ce que fait remarquer avec justesse M. Gény dans sa remarquable étude sur les *biens ré-*

(1) Léon-Lyon-Caen. *op. cit.*, p. 213.

servés de la femme mariée. Il s'exprime ainsi : « Malgré ces tempéraments, qui précisent sans l'affaiblir le principe de l'art. 1367, il faut reconnaître, qu'en vertu de ce principe, la plupart des mariages de la classe ouvrière, où la femme n'apporte habituellement d'autre bien que ses salaires éventuels, et où d'ailleurs l'usage du contrat de mariage n'est pas connu, seront désormais, dans les faits, régis par la séparation de biens. Aussi a-t-on pu dire, sans exagération, que l'art. 1367 constituait la base de l'indépendance économique de la femme (1) ».

b) Disons un mot maintenant des *législations admettant comme régime légal la communauté*, sous l'empire duquel les produits du travail sont biens *communs*, mais échappent à l'administration et à la jouissance du mari.

Dans ces pays, la communauté continue donc à exister comme régime légal, mais on greffe sur elle un patrimoine soumis à des règles spéciales. Ainsi en est-il pour le Danemark. D'après la loi du 7 mai 1880, parmi les biens communs, il y a une catégorie de biens qui est soustraite à l'administration et à la jouissance du mari : ce sont les gains et salaires de la femme. Il en est de même dans la loi norvégienne :

(1) Gény, *Contribution à l'Etude de la question des « biens réservés de la femme mariée » d'après le Code civil allemand de 1896 et l'avant-projet de Code civil suisse de 1900*, *Bulletin de la Soc. d'Et. Législ.*, 1902, p. 171.

les produits du travail de la femme sont biens communs, mais la femme en a seule l'administration, la jouissance et la libre disposition.

De même pour la Suède.

Mais il nous faut indiquer encore l'exemple de la Belgique qui est régie comme nous par le Code Napoléon. Dans la loi de mars 1900, l'art. 30 est ainsi conçu : « Sous quelque régime qu'elle soit mariée, la femme peut, sans le concours et à l'exclusion de son mari, mais sauf opposition de ce dernier, toucher son salaire et en disposer pour les besoins du ménage. L'alinéa précédent n'est pas applicable au gain résultant du travail commun des époux (1) ».

Citons en terminant la loi genevoise du 7 novembre 1894.

A Genève, comme en France, le régime légal est la communauté. Mais la loi de 1894 ne se prononce pas nettement sur la question de propriété, sur le caractère juridique du pécule qu'elle institue; pourtant M. Bufnoir, dans l'intéressante étude qu'il lui a consacrée, dit que l'on peut fort bien être d'avis que les biens réservés sont biens communs... « de cette manière la construction juridique du système genevois en aura plus de netteté. On dira ; ces biens réservés à la femme n'en tombent pas moins en communauté; elle

(1) Cité par Damez, *Le libre salaire de la femme mariée*, Paris, Rousseau, 1905.

en a seulement l'administration avec le droit d'en disposer dans les termes de l'article 1449, Code civil, et la reprise de cet apport *sui generis* en renonçant à la communauté (1) ».

En résumé nous voyons indiqués, chez les législations étrangères, les deux courants par nous signalés. Chez les unes, les produits du travail de la femme sont soumis à une séparation de biens partielle, *sont sa propriété* ; chez les autres, la femme a seulement *l'administration* et la *jouissance* : quant à la propriété, ses gains et ses salaires restent biens communs. Auquel de ces deux courants, le législateur du 13 juillet 1907 s'est-il rattaché : tel est le problème que nous avons annoncé.

Sur cette question de la propriété, la loi du 13 juillet 1907 ne s'est pas prononcée d'une façon explicite, aussi deux interprétations sont possibles. Ou bien le pécule est soumis à une séparation de biens partielle et est une propriété de la femme, ou bien il continue comme jadis à faire partie du patrimoine commun, en étant soumis désormais à des règles spéciales. Nous étudierons successivement les deux séries d'arguments que l'on peut faire valoir en faveur de ces deux thèses et nous indiquerons celle qui nous paraît devoir être acceptée comme conforme à l'esprit de la loi.

(1) Bufnoir, *Bulletin de Législation comparée*, n° 2, février 1896, p. 175.

II

Qui est propriétaire du pécule sous l'empire de la loi du
13 juillet 1907.

A. Théorie du pécule propriété séparée de la femme.

Dans cette thèse, on soutient que les produits du travail de la femme ne sont pas des biens communs, mais des biens propres ; c'est la femme qui est propriétaire et non les deux époux copropriétaires : en un mot le législateur aurait, par cette loi nouvelle, ouvert une large brèche dans le régime de la communauté légale, ou mieux aurait adjoint à ce régime de communauté, une séparation de biens partielle quant aux produits du travail de la femme.

Pour soutenir cette thèse on peut avoir recours à différents arguments.

En premier lieu on pourra arguer du texte de l'article 1^{er} de la loi qui débute ainsi :

« Sous tous les régimes, et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage, la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la

femme séparée de biens ». Ainsi, peut-on dire, cet article assimile les droits que doit avoir la femme sur le pécule, à ceux que possède la femme séparée de biens sur ses biens personnels ; or la femme séparée de biens est propriétaire des biens dont l'administration est réglée par l'article 1449, auquel renvoie le texte : donc si le législateur a fait un tel rapprochement, c'est que les biens réservés sont eux aussi propriété de la femme.

Mais cet argument ne nous paraît pas péremptoire. En effet, l'article 1^{er} loin d'avoir en vue une question de *propriété* se préoccupe uniquement d'une question d'*administration*. Il dit que la femme *a sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens*. La femme est, il est vrai, propriétaire des biens dont s'occupe l'article 1449, mais ces droits d'administration qu'elle possède sont tels qu'ils peuvent être exercés aussi bien par un propriétaire que par un non propriétaire. Ces droits ne sont pas absolus, mais limités, en sorte que leur attribution ne peut pas faire préjuger de la propriété.

Pourtant on pourrait faire remarquer, à ce sujet, que les droits accordés par la loi nouvelle sont plus étendus que ceux indiqués par l'article 1449. L'article 1449 alinéa 3 est, en effet, ainsi conçu : « Elle ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement du mari, ou sans être autorisée en justice à son refus. » Il

ressort, au contraire, de l'article 1^{er} de la loi nouvelle, que la femme peut, sans autorisation du mari, — par conséquent ni de la justice, — aliéner les biens *ainsi acquis*, c'est-à-dire les biens — valeurs mobilières ou immobilières — acquis avec les produits de son travail. En sorte que, après avoir constaté la contradiction qui existe dans la première partie de l'article 1^{er}, on pourrait, pour soutenir la thèse du pécule, propriété de la femme, raisonner de la façon suivante : les droits accordés par la loi nouvelle à la femme commune en biens sur les produits de son travail, sont plus étendus que ceux donnés par l'article 1449 à la femme séparée de biens, or la femme séparée de biens est propriétaire des biens dont parle l'article 1449, donc *a fortiori* faut-il reconnaître, à la femme qui travaille, la propriété du pécule dont la condition est réglée par l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1907. Mais pour les mêmes raisons que précédemment ce raisonnement serait faux : *l'article 1^{er} n'ayant nullement trait à la propriété du pécule mais uniquement à son administration.*

Pour soutenir cette thèse on peut également s'appuyer sur l'article 3 de la loi qui est le suivant :

« Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers.

Ils pourront l'être aussi par les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage, alors que, d'après le régime adopté, ils auraient dû,

antérieurement à la présente loi, se trouver entre les mains du mari.

La preuve que la dette a été contractée par le mari dans l'intérêt du ménage incombe au créancier.

Le mari n'est responsable ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens, des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme, même lorsqu'elle a agi dans la limite des droits que lui confère l'article 1^{er}, mais sans autorisation maritale. »

M. Saleilles dit à propos de cet article : « Toute cette interprétation pourrait s'autoriser enfin de l'article 3, qui écarte du patrimoine réservé toute action des créanciers de la communauté, sauf s'il s'agit de dettes contractées par le mari dans l'intérêt du ménage (1). »

Nous avons rappelé que sous le régime de la communauté légale, le paiement d'une dette, même purement personnelle au mari, pouvait être poursuivi sur les biens communs. Or, de l'article sus-indiqué il ressort que le paiement d'une dette purement personnelle au mari ne pourra pas être poursuivi sur les biens réservés, donc, dit-on, c'est que ces biens réservés ne sont plus communs. Cet argument est évidemment plus fort que le précédent, mais cependant il ne faut pas y attacher une grande importance car le législateur a pu,

(1) Saleilles, *Le principe du libre salaire de la femme mariée érigé en règle d'ordre public*, Bull. de la Soc. l'El. Legis. 1907, n^{os} 5 et 6, p. 569.

tout en laissant les produits du travail de la femme dans la masse commune, soumettre ces biens à un régime tel qu'ils échappent à plusieurs des règles qui régissent les biens communs ordinaires. De plus si le pécule était propre, en vertu de quelles règles le mari pourrait-il l'engager par ses dettes, mêmes contractées dans l'intérêt du ménage?

Enfin on invoque l'article 5 ainsi conçu : « s'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun. Si la femme renonce à la communauté, elle les gardera francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont ils étaient antérieurement le gage, en vertu de l'art. 3 de la présente loi.

Cette faculté appartiendra à ses héritiers en ligne directe.

Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, ces biens sont propres à la femme. »

On fait remarquer que la deuxième disposition de cet article qui permet à la femme renonçante d'exercer la reprise du pécule par elle-même ou par ses héritiers, prouve que le dit pécule ne tombe pas en communauté. Mais le premier paragraphe autorise le raisonnement exactement inverse, si la femme accepte la communauté, les biens réservés vont être partagés : ce qui prouve que ces biens sont communs ; s'ils étaient propres, la femme même acceptante les garderait pour

elle en totalité. M. Saleilles a signalé la possibilité de cette double interprétation de l'article 5, en disant : « Mais c'est surtout l'art. 5, qui, pour le cas de communauté, exige, à la dissolution, que ces biens réservés soient compris dans le partage du fonds commun. C'est donc qu'ils avaient continué à faire partie de la communauté.

Et cependant ce ne sont là que des déductions implicites, qui sont loin d'exprimer, sur ce point, une volonté formelle du législateur.

On peut même dire que la seconde disposition de l'art. 5 s'accorde assez mal avec l'idée d'un patrimoine de communauté; le second paragraphe de l'art. 5 laisse, en effet, à la femme renonçante le droit de garder son patrimoine réservé, comme s'il s'agissait de propres dont elle pût revendiquer la propriété. Aussi peut-on construire juridiquement de deux façons très différentes, mais également admissibles, la théorie de cet article 5; en disant, ou bien que la femme garde la propriété de ses gains et salaires, sauf à les rapporter à la communauté, au cas d'acceptation et de partage, comme c'est le cas en matière de rapport à succession, ou bien que ces biens, tout en étant tombés initialement dans la communauté, sont cependant attribués à la femme à titre de propriété exclusive en cas de renonciation (1). »

(1) Saleilles, *op. cit.*, pp. 568 et 569.

Enfin on pourrait ajouter en dernier lieu que cette transformation de biens communs en biens propres a un précédent. Avec la loi sur la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse, une partie des produits du travail de la femme passe du patrimoine commun dans le patrimoine propre de la femme : on pourrait dire alors que le législateur a voulu élargir cette exception apportée à l'économie générale du régime de communauté légale.

Mais nous croyons qu'en cette matière, il n'est pas possible d'interpréter en ce sens le silence du législateur, nous sommes, au contraire, convaincus que le législateur a eu l'intention de ne pas déplacer les produits du travail de la femme qui, depuis la loi du 13 juillet 1907, comme avant, font toujours partie de la masse commune : c'est ce qu'il nous faut maintenant démontrer.

B. Théorie d'après laquelle les produits du travail de la femme continuent à faire partie du patrimoine commun.

Nous venons de voir qu'il n'y avait aucun argument péremptoire que l'on pût tirer du texte même de la loi, en faveur de la première thèse. On peut tout, au contraire, fort bien soutenir qu'il se trouve certains passages

qui peuvent permettre de conclure que les produits du travail de la femme ont été maintenus par le législateur dans le patrimoine commun. Ainsi au début de l'article 3, pour désigner le pécule, le législateur ne parle nullement des biens *appartenant*, ou des biens *propres* à la femme, il a soin d'employer l'expression : *les biens réservés à l'administration de la femme*. Si on avait dit tout simplement *les biens réservés*, cela eut pu prêter à ambiguïté puisque, par exemple, les *biens réservés* allemands sont la propriété de la femme ; pour indiquer nettement que la propriété n'est pas en cause on a eu recours à la périphrase que nous venons d'énoncer. Au sujet de la façon dont il fallait désigner le pécule, M. Boistel disait dans l'exposé des motifs du projet rédigé par la commission de la Société d'Etudes Législatives : « Votre commission s'est demandé, en dernier lieu, s'il était opportun de consacrer, soit dans le titre, soit dans les articles de la loi, l'expression de *biens réservés* adoptée dans plusieurs pays étrangers pour désigner les biens dont le projet donnait la gestion à la femme. Cette expression a soulevé les scrupules de la majorité, parce que le mot *réservés*, lorsqu'il est employé sans aucune restriction, éveille dans notre langue l'idée d'une réserve pleine et entière, d'une réserve en propriété ; il ne pourrait donc convenir dans un système qui laisse dans la communauté les produits du travail et de l'industrie de la femme. Sans doute, ces mots *biens réservés*, pour ceux qui sont au courant du mouvement lé-

gislatif étranger, ont pris un sens technique, bien distinct de celui des mots *biens séparés*. Mais un législateur français parlant à l'ensemble de notre nation doit employer des termes bien français, ayant par eux-mêmes et pour tous les lecteurs non prévenus, une signification bien claire ; l'expression proposée n'a pas paru réunir ces conditions. Il aurait fallu dire « biens réservés à l'administration de la femme » ou « biens réservés à la disposition de la femme ». On a estimé qu'il n'y avait aucun avantage à consacrer légalement ces formules longues et d'un usage peu commode. Le terme de « biens régis par la femme » n'a pas non plus réuni l'approbation de la majorité, bien que l'on reconnût qu'il correspondait assez bien à l'expression usitée de *régime* matrimonial. Aussi l'on a décidé de viser uniquement dans le titre de la loi « les droits de la femme mariée sur les produits de son travail » (1).

La formule insérée dans l'article 3 semble avoir été inspirée par les lignes que nous venons de citer, le législateur a voulu montrer ainsi que la condition juridique des produits du travail de la femme était modifiée, *non pas quant à la propriété* mais quant à l'administration seulement.

Quant à l'article 5, comme nous l'avons déjà remarqué, il peut fort bien servir à soutenir que les gains de la femme sont toujours des biens communs. De

(1) Boistel, *Bulletin de la Soc. d'Et. Législ.*, 1902, pp. 463 et 464.

plus après avoir dit que ces gains entrent dans le partage du fonds commun, l'article contient dans son dernier alinéa une distinction importante. La loi distingue, en effet, dans cet alinéa, les régimes emportant une société d'acquêts ou une communauté et tous les autres régimes, et elle indique que pour ces derniers les gains de la femme lui sont propres. Donc il est permis d'induire *a contrario*, que sous les régimes de communauté, le pécule, au lieu d'être propre y est commun. Cet alinéa qui fournit, croyons-nous, un argument assez fort en faveur de notre thèse est ainsi libellé : « Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté, ni société d'acquêts, ces biens sont propres à la femme ». Ce qui incite, semble-t-il à dire : sous les régimes comportant communauté ou société d'acquêts ces biens sont communs. Le législateur paraît avoir voulu établir certaines règles spéciales en faveur de la femme mariée, tout en respectant, dans une certaine mesure, l'économie des différents régimes matrimoniaux.

Mais c'est surtout en dehors du texte même de la loi qu'on peut trouver de sérieux arguments pour affirmer que les gains et salaires de la femme continuent, sous l'empire de la nouvelle loi, à faire partie, comme par le passé, du patrimoine commun.

Le premier argument d'ordre général nous est fourni par la tradition. La tradition française est toute en fa-

veur du régime de communauté. Comment admettre que le législateur eût voulu déroger à cette longue tradition, introduire une telle réforme dans le Code, sans le dire en termes formels. S'il avait désiré faire cette innovation capitale, considérer dorénavant comme propres certains biens regardés jusqu'alors comme communs, établir une séparation de biens partielle, le législateur ne l'eut certainement pas fait *tacitement*, subrepticement en quelque sorte. Il aurait dit que la loi opérait un déplacement de propriété, comme il a eu soin de dire qu'elle établissait un déplacement d'administration. Son silence en ce qui concerne la propriété prouve assez qu'il a voulu laisser les choses en l'état.

En second lieu les travaux qui ont précédé la loi, les discussions dont elle a été l'objet, viennent renforcer notre thèse, et très fortement.

La proposition de loi Jalabert-Glasson qui traitait en premier cette question, permettait à la femme, après s'être adressée au tribunal du juge de paix, d'obtenir une véritable séparation de biens partielle concernant ses salaires. Mais cette séparation de biens n'était pas une suite naturelle du mariage, une conséquence directe établie de plein droit. Le régime légal restait donc toujours la communauté et la séparation était l'exception, rendue possible grâce à l'intervention du juge de paix. Alors seulement la femme obtenait la pleine propriété des produits de son travail.

Lorsque cette proposition fut reprise en 1890 par MM. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut la question de la propriété fut réglée tout différemment. Cette proposition de loi différait sur ce point essentiel de la proposition Glasson. « Plus modérée et plus timide, elle permettait à la femme victime des abus du mari d'obtenir devant le juge de paix, non plus une séparation de biens partielle, non plus la pleine propriété pour l'avenir des produits de son travail, mais seulement, *sans les faire sortir de la communauté*, le droit d'en jouir, de les administrer et d'en disposer librement (1). »

L'article 1^{er} de la proposition Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut, était, en effet, ainsi conçu : « Lorsque le mari met par son inconduite les intérêts du ménage en péril, la femme peut, sans demander la séparation de biens, obtenir de la justice le droit de toucher elle-même les produits de son travail et d'en disposer librement. »

Dans la proposition qui fut rédigée par la société féministe l' « Avant-Courrière », les salaires de la femme tombent en communauté, la femme est administrateur, mais non propriétaire.

Quant à la proposition de loi Goirand à laquelle nous arrivons elle était ainsi rédigée :

« Article unique — Quel que soit le régime adopté

(1) Damez, *op. cit.*, p. 385.

par les époux, la femme a le droit de recevoir, sans le concours de son mari, les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement.

Les pouvoirs ainsi conférés à la femme ne feront point échec aux droits des tiers contre les biens de la communauté. »

Dans son exposé des motifs M. Goirand se prononce très nettement sur la question de propriété : *il n'a pas entendu déplacer la propriété*, mais seulement l'administration, il n'a pas entendu instituer une séparation de biens partielle. Il dit en effet :

« Trois moyens semblent s'offrir à nous :

1° Faire de la séparation de biens le régime normal, celui que les époux seront présumés avoir adopté faute de contrat ;

2° Sans aller si loin, amender la législation actuelle en autorisant la femme à disposer des fruits de son travail, à en faire emploi et à se constituer ainsi des propres mobiliers ou immobiliers ;

3° Ou bien encore se borner à limiter le droit d'administration du mari, en détacher tout ce qui concerne les fruits produits par le travail de la femme et attribuer à cette dernière sur cette catégorie spéciale de biens les mêmes droits qui sous le régime actuel appartiennent au mari seul. »

Et après avoir indiqué les raisons qui lui font rejeter les deux premières solutions, M. Goirand conclut :
« Ces considérations nous ont amené à cette conclusion

que la réforme devait nécessairement *se borner* à limiter les droits d'administration du mari et conférer à la femme sur le produit de son travail les mêmes droits d'administration qu'exerce le mari sur tous les autres biens de la communauté (1). »

M. Goirand se contentait donc uniquement, comme nous le disions, d'effectuer un *déplacement d'administration*.

Quant au texte voté par la Chambre le 27 février 1896, et qui porte le nom de proposition Goirand-Jourdan, il n'était pas moins explicite, quant à la question qui nous préoccupe : « Quel que soit le régime adopté par les époux, la femme a le droit de recevoir, sans le concours de son mari, les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement.

La présente disposition n'est pas applicable aux gains résultant du travail commun des deux époux.

Les biens acquis par la femme avec ses gains personnels appartiennent à la communauté. »

En résumé, avant 1896, on propose de régler la question de la façon suivante : MM. Jalabert et Glasson donnent la propriété à la femme, mais ils établissent une petite séparation de biens qui n'est possible qu'après l'intervention du juge de paix ; M. M. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut conservent l'inter-

(1) Chambre des députés, Annexe à la séance du 9 juillet 1894. n° 801.

vention du juge de paix, mais ne donnent déjà plus la propriété à la femme, mais à la communauté. Enfin M. Goirand qui supprime l'intervention du juge de paix, maintient *a fortiori* les produits du travail de la femme dans la masse commune. La réforme qu'il demande doit avoir lieu de plein droit, elle sera une *conséquence* du mariage, aussi insiste-t-il pour faire remarquer le régime de droit commun est maintenu dans ses grandes lignes.

Nous devons indiquer maintenant quelle fut l'opinion à ce sujet de la société d'Etudes législatives, car le législateur — il l'a reconnu lui-même — s'est inspiré dans une très large mesure des discussions si intéressantes dont fut l'objet la question du libre salaire de la femme mariée. L'opinion très nette que l'on a, après avoir lu les comptes rendus des séances de la société, est que la majorité des membres fut d'avis que les produits du travail de la femme devaient rester dans la masse commune ; que l'on était trop attaché, en France, au régime de communauté pour songer à établir une séparation de biens partielle qui, il ne faut pas craindre de le répéter, aurait eu pour résultat de presque substituer — pour tous les ménages ouvriers qui se marient sans fortune et ne font pas de contrat — au régime de la communauté, le régime de la séparation de biens, comme régime de droit commun.

C'est ainsi que M. Tissier disait dans son remarquable rapport : « J'arrive à la détermination juridique de ce

pécule réservé à la femme sous le régime de la communauté. *J'ai dit qu'il n'était pas exclu de la masse de la communauté.* Il n'y a pas séparation partielle de biens. Les gains de la femme, ses économies, les biens qu'elle achète avec ses gains, tout cela fait toujours partie de la communauté. Ce sont des biens de la communauté soustraits à l'administration du mari et confiés à celle de la femme. Tel est le système qui paraît avoir partout été admis, même à Genève, où cependant loi la du 7 novembre 1894 décide que « la femme mariée aura, sur le produit de son travail personnel pendant le mariage et sur les acquisitions provenant de ses gains, les mêmes droits que la femme séparée de biens ». On a dit qu'il ne s'agissait là que des pouvoirs d'administration et non de la composition de l'actif commun. Il y a une masse commune avec deux administrateurs, n'ayant pas ensemble, comme cela était admis dans les deux premiers projets de Cambacérès, la gestion des biens communs, mais ayant chacun leur pécule séparé à administrer. Dans le travail si remarquable qu'il a écrit sur la loi genevoise de 1894, M. Bufnoir a montré qu'il n'y a là rien de contraire à l'essence du régime de communauté, celle-ci ne consistant pas tant dans l'unité de l'administration du mari que dans l'idée morale et l'économique d'un patrimoine commun et d'une union des intérêts. Il y a dérogation aux pouvoirs du mari chef de la communauté, mais non abandon du régime de la communauté.

Cependant, le régime de la séparation pour les biens réservés à la femme commune est admis dans l'avant-projet du Code civil suisse, et il a été soutenu avec une grande vigueur à la Chambre belge par des représentants de l'opposition, notamment par M.M. Denis, Anseele et Vandervelde. On lui a opposé, non sans raison, que ce serait créer un privilège injustifié que de laisser à la femme la propriété exclusive de son pécule réservé, alors que les salaires du mari tomberaient en communauté ; et si on admettait pour le mari un droit analogue, ce serait, dans les ménages pauvres supprimer la communauté et établir à sa place, d'une façon déguisée, le régime de la séparation totale des biens (1) ».

Manifestèrent également cette opinion : M. Boistel qui déclara *adhérer complètement à la pensée de maintenir dans la communauté les salaires de la femme* ; (2) M. Turgeon, qui avait déjà indiqué son opinion dans son intéressant livre sur le *Féminisme français* (3), et qui la manifeste à nouveau en termes clairs et précis : « En deux mots notre rapporteur admet la *séparation des pouvoirs* et repousse la *séparation des biens*... le pécule constitué au profit de la femme ne lui appartiendra pas en propre ; c'est un *pécule domestique*. Il restera commun... Les salaires et gains de la femme, ses écono-

(1) Tissier, *Bulletin de la soc. d'Et. Legisl.*, 1902, pp. 44 et 45.

(2) Boistel, *ibid.*, p. 58.

(3) Voir Turgeon, *Le Féminisme français*, Paris, Larose, 1902, t. II, p. 155.

mies et ses placements, resteront, comme ceux du mari, dans la masse de la communauté ; seulement la gestion des premiers sera transférée à l'épouse, tandis que la gestion des seconds sera conservée à l'époux. Cette séparation partielle des pouvoirs n'entraîne donc point une séparation partielle des biens (1). »

M. Thaller fut également du même avis. M. Cauwès par contre déclara que le projet de M. Tissier établissait seulement une *communauté posthume*. Enfin dans le projet élaboré par la commission, la question fut tranchée en faveur de la solution qui déclare communs les produits du travail : « ... La commission n'a pas adopté cette manière de voir. Elle a décidé que les biens acquis par la femme à l'aide des produits de son travail continueraient à faire partie de la communauté (2) ». Et M. Boistel disait, dans l'exposé des motifs du projet, que le principe essentiel du projet était que les produits du travail et de l'industrie de la femme restent dans la communauté quand ce régime existe (3).

Ainsi, l'opinion admise par la majorité, fut que les produits du travail ne devaient pas devenir des propres. Comme ceux qui ont pris part à la confection de la loi du 13 juillet 1907, ont indiqué qu'ils avaient utilisé les

(1) Turgeon, *Bull. de la soc. d'Et. Légis.*, 1902, pp. 71 et suiv.

(2) *Bulletin de la soc. d'Et. Légis.*, 1902, p. 454.

(3) *Ibid.*, p. 459.

travaux de la Société, il est permis de penser que sur ce point capital ils ont adopté la façon de voir de la majorité.

Mais de plus les auteurs de la loi, les rapporteurs et membres du Parlement ont pris soin de nous indiquer explicitement leur avis en cette matière. Les citations suivantes en sont la preuve :

Nous lisons dans l'exposé des motifs de M. Gourju : « Ces principes posés nous estimons, contrairement, il est vrai, à l'opinion de beaucoup de féministes, qu'il n'y a pas lieu, pour protéger le salaire de la femme mariée, et qu'il n'est conforme ni à la vraie notion du mariage, « union des personnes et des biens », ni surtout à notre état d'esprit national et à nos préférences nettement manifestées par l'adoption dans la plupart des contrats, de la communauté comme régime conventionnel, de substituer au régime légal actuel de communauté un régime légal de séparations de biens totale ou partielle.

Nous admettons donc que les salaires de la femme, comme ceux du mari, *doivent rester communs*... il nous est permis de donner l'idée essentielle de notre réforme, et de la résumer dans la formule générale suivante : les produits du travail et de l'industrie personnelle de la femme suivront, en ce qui concerne la propriété, les règles ordinaires du régime sous lequel les époux sont mariés, *c'est-à-dire qu'ils seront communs sous le régime légal et les différents régimes de commu-*

nauté et qu'ils seront propres à la femme sous les autres régimes (1) ».

Ces termes sont nets, M. Guillier, rapporteur au Sénat, n'est pas moins catégorique et il apprécie la réforme dans les termes suivants : « Cet élargissement de la capacité de la femme mariée n'a point pour effet de détruire le régime de la communauté et d'y substituer celui de la séparation de biens.

La loi en discussion ne touche pas, avons-nous déjà dit, aux stipulations du contrat de mariage. Si donc, d'après les règles ordinaires du régime auquel les époux se sont soumis, les produits du travail personnel de la femme tombaient en communauté, après le vote de la loi, *ils continueront à y tomber*.

Le pécule ne constituera pas, pour la femme, un patrimoine propre et distinct, ce qui lui créerait un privilège sur l'homme ; *il restera bien commun* (2) ».

Enfin, M. Viollette, rapporteur à la Chambre, dit dans le même sens : « Les biens ainsi acquis et réservés restent en principe des biens de communauté (3) ».

Les discussions qui eurent lieu au Sénat nous

(1) Proposition de loi Gourju, Sénat annexe à la séance du 26 juin, 1906, annexe n° 301.

(2) Rapport Guillier, annexe à la séance du 20 mars 1907, n° 72, page 12.

(3) Rapport Viollette, annexe à la séance du 28 juin 1907, n° 1128, page 6.

prouvent également que le législateur n'a nullement eu l'intention de métamorphoser en propres les produits du travail de la femme jadis biens communs. M. Guillier dit que le pécule restera bien commun (1); M. Legrand, après avoir laissé échapper *que le but du projet de loi est de garantir à la femme la propriété et la libre disposition de ses salaires* (2), indique ensuite à plusieurs reprises sa véritable opinion; ainsi il parle (p. 423) des biens qui continuent à dépendre de la communauté. M. de Lamarzelle prenant ensuite la parole, pour combattre un amendement de M. Legrand, s'exprima ainsi :

« M. Legrand reconnaît qu'il est légitime d'accorder à la femme la propriété absolue de ce qu'elle a gagné par son travail. Mais dès que vous lui reconnaissez en propre cette propriété (*Dénégations sur plusieurs bancs à gauche*) — j'entends bien, messieurs, que *c'est la propriété de la communauté* — je ne vois pas pourquoi, a dit notre honorable collègue, vous lui accorderiez sur cette partie des biens de la communauté qu'elle a gagnée par son travail, des pouvoirs plus étendus que ceux que vous lui accordez sur ses propres... La loi que nous citons vise, au contraire, des biens qui sont entrés dans le patrimoine de la communauté par l'habileté de la femme (3)... »

(1) *Journ. off.* Sénat, séance du 14 mai 1907, p. 621.

(2) *Ibid.*, p. 423.

(3) *Journ. off.*, séance du 14 mai 1907, Sénat, p. 625.

Si à ce moment de la discussion l'expression « propriété de la femme » a été prononcée, on voit d'après les lignes ci-dessus que c'est par erreur. Les orateurs savent que les produits du travail resteront biens communs d'après la loi nouvelle, mais pour indiquer quels seront les pouvoirs étendus de la femme sur ces biens, le mot de « propriété » leur vient aux lèvres : mais dans ce cas leur parole dépasse leur pensée (1), puisqu'ils ont soin de se reprendre eux-mêmes. Au reste, si quelque confusion eut pu rester dans les esprits, le rapporteur devait la faire disparaître, lorsqu'il prit à nouveau la parole : « La loi, dit-il, n'a pas pour conséquence de créer toujours une communauté. Quand il en existera une, elle sera respectée, et les biens formant le pécule *ne lui échapperont pas*. Ces biens ne resteront pas la propriété exclusive de la femme... » (2).

En résumé, nous sommes ainsi conduits à cette conclusion très ferme que, à l'heure actuelle, les gains de la femme, les économies faites sur ses gains, continuent comme par le passé à faire partie du patrimoine commun.

Donc sur cette question de propriété la loi du

(1) A ce propos nous devons signaler ce passage de M. Faure : « Dorénavant, messieurs, le salaire féminin devra rester la propriété inviolable de celle qui l'a légitimement acquis... » *Journ. off.*, séance du 24 mai, p. 661.

(2) *Ibid.*, p. 627.

13 juillet 1907 n'a nullement modifié le régime de la communauté légale. Les produits du travail de la femme tombent toujours dans la masse commune, mais une fois tombés dans cette masse, ils ne suivent pas le sort des autres biens communs : en sorte que l'on peut dire que le législateur a ainsi institué une *quatrième masse de biens* — toujours commune il est vrai — mais qui doit être considérée à part, car elle aura une vie propre et sera soumise à des règles spéciales. C'est que si la loi n'a rien innové quant à la propriété des gains et salaires de la femme, elle a, au contraire, en ce qui touche l'administration, introduit, dans notre régime de droit commun, des modifications considérables.

De la sorte on doit dire que le législateur a *retouché* notre antique régime légal, mais non qu'il l'a renversé : *l'essence du régime de communauté c'est l'existence d'une masse commune affectée aux besoins du ménage*. La loi ne touche pas à ce principe. Seulement cette masse, au lieu d'être administrée par un seul, est soumise aux pouvoirs des deux conjoints : à la place d'un seul administrateur, il y en a deux ; mais les biens communs restent toujours *affectés* au même but. Un élargissement de la capacité de la femme mariée, fait remarquer M. Saleilles, n'est pas inconciliable avec le régime de communauté (1), et il ajoute : « Dans un régime

(1) *Bulletin, soc. d'Et. Légis.*, 1902, p. 131.

d'indivision et de copropriété, normalement les deux ayants droit devraient concourir ensemble aux actes de disposition. »

Nous rappelons que la question que nous nous sommes essayés à élucider, si elle a un intérêt théorique considérable, n'a pas grand intérêt pratique, le législateur ayant pris soin d'entrer dans le détail de l'administration des biens dont il s'agit. M. Saleilles dit à ce sujet : « Or toutes les fois qu'il y a patrimoine d'affectation, la question théorique de propriété perd de sa valeur pratique. Elle n'importe plus qu'en vue de la destination finale de ce patrimoine d'affectation, lorsque cette dernière aura cessé. Tant qu'elle dure, il importe peu de savoir théoriquement à qui les biens appartiennent. Ce qui importe, c'est de savoir à quoi ils sont affectés et qui est chargé de cette affectation.

Voilà pourquoi la loi nouvelle a pu traiter en bloc de l'administration et de l'affectation des biens réservés, sous tous les régimes, sans s'occuper de la question de propriété. Voilà pourquoi aussi, lorsqu'il y a régime de communauté, on peut à peu près indifféremment, tant que dure la communauté, trancher la question de propriété en faveur de l'idée de copropriété des époux, ou en faveur du droit de propriété exclusive de la femme. Ceci n'importe guère (1). » Ainsi au moment de la dissolution de la communauté la solution du

(1) Saleilles, *op. cit.*, *Bulletin de la soc. d'Et. Légis.*, 1907, p. 573.

problème aurait dû avoir un grand intérêt pratique ; si les biens réservés sont communs ils seront partagés et non pas s'ils sont propres : mais le législateur a pris soin de régler lui-même la question dans l'article 5.

Cependant il était indispensable pour nous d'insister sur le problème en nous plaçant au point de vue théorique ; il nous fallait au seuil de notre étude opter entre les deux thèses, afin d'avoir un fil directeur pour nos développements ultérieurs. En effet, dans les pages suivantes, nous allons indiquer les modifications apportées par le législateur aux règles qui régissaient jusqu'ici les *biens communs* ; si nous avons adopté la thèse opposée nous aurions dû nous placer à un autre point de vue et montrer comment la loi nouvelle soumet à des règles originales une certaine masse de *biens propres*.

CHAPITRE III

POUVOIRS DE LA FEMME

PREMIÈRE SECTION

Questions préliminaires : étendue de la loi quant aux personnes et quant aux biens.

Si nous avons été amenés à cette conclusion très nette que la loi du 13 juillet 1907 n'a nullement innové en ce qui concerne la question de propriété des produits du travail de la femme et qu'elle n'a pas voulu instituer, quant à eux, une séparation partielle de biens ; nous devons, au contraire, constater, qu'en ce qui regarde les pouvoirs d'administration et de disposition, elle a introduit dans notre régime de droit commun des modifications considérables.

Avant de pénétrer dans l'étude détaillée de ces modifications, nous devons indiquer *quelles femmes* vont se voir attribuer ces pouvoirs nouveaux qui sont l'objet de la loi et sur *quels biens* les dits pouvoirs pourront être exercés ?

§ 1. — Etendue de la loi quant aux personnes. — A quelles femmes s'applique la loi nouvelle ?

La réponse à cette première question est fort simple, elle ressort du texte lui-même : la loi s'applique à toutes les femmes mariées, quelle que soit la source de leurs gains et salaires, sauf dans le cas spécial où la femme exerce en commun une profession avec son mari (art. 1^{er}). Le champ d'application de la réforme est donc très étendu. Le législateur n'a pas voulu faire une loi de classe s'appliquant uniquement à la femme ouvrière, mais une loi atteignant aussi, protégeant plutôt, la femme mariée, qui travaille, d'une façon générale. M^{me} Schmal avait dit excellemment, à ce sujet, en 1902 à la Société d'Etudes Législatives : « Mais ce ne sont pas seulement les femmes ouvrières qui doivent nous préoccuper. Il y a aussi les institutrices, les femmes professeurs, les femmes médecins : celles-là on les oublie ! Et les femmes actrices et les femmes chanteuses ! Dans ce monde-là, la pauvreté n'est pas moins grande, la femme n'est pas moins intéressante : elle ne veut pas quitter son intérieur et elle supporte tout. »

C'est tout d'abord la femme ouvrière qui est protégée : c'est elle qui formera la catégorie la plus nombreuse des femmes mariées travailleuses. C'est ensuite la femme employée dans une administration quelconque ou exerçant une profession libérale : la femme

avocat, peintre, auteur, artiste, actrice, chanteuse, etc. Dans son rapport au Sénat, M. Guillier s'exprime ainsi : « La loi protégera toutes les femmes laborieuses sans exception.

Qu'elles soient ouvrières, employées, professeurs, artistes, écrivains, fonctionnaires, commerçants ou artisans, du moment qu'elles exercent une profession et se livrent à un *travail séparé* de celui de leur mari, elles peuvent se constituer une sorte de pécule réservé sur les produits de leur travail personnel (1). »

En ce qui concerne la femme ouvrière ou la femme exerçant une profession libérale il n'y a pas de difficulté. Mais il en est autrement au sujet de la femme qui exerce un commerce séparé : nous réservons cette question qui sera étudiée dans l'appendice du présent chapitre. Il nous suffit de dire pour l'instant que les bénéfices réalisés par la femme exerçant un commerce séparé tombent en totalité dans les biens réservés, sans qu'on cherche à distinguer la part due au capital et la part due au travail, sans qu'on ait à se préoccuper de la nature juridique du capital grâce auquel la femme exerce son commerce ou sa profession.

(1) Guillier, Rapport, Sénat, n° 77, année 1907, p. 9.

§ 2. — Etendue de la loi quant aux biens — Quelle sera la composition du pécule ?

Le pécule comprend, en tout premier lieu, les gains et salaires de la femme : la femme a dorénavant le droit de toucher elle-même son salaire. Ici la loi ne fait que reconnaître un état de fait ; les enquêtes ont prouvé que le mari touchait rarement les salaires de la femme. Ayant indiqué l'étendue de la loi quant aux personnes, nous avons par ce fait même fait connaître le sens qu'il faut attacher à l'expression « produits du travail ». « C'est au sens le plus large qu'il faut entendre ici les produits du travail des époux : ils comprennent le salaire journalier ou hebdomadaire de l'ouvrière, les gages de la domestique, les appointements de la com-mise ou de l'employée, les traitements de l'institutrice, les honoraires de la femme avocat ou médecin, les cachets de la pianiste ou de la cantatrice. Il faut comprendre aussi sous cette dénomination les bénéfices réalisés par la femme mariée dans une industrie ou un commerce exercés séparément par elle, les parts ou les dividendes auxquels elle aurait droit dans une société où elle aurait apporté ses connaissances ou son activité (1). »

(1) Sourdois, *Le droit de la femme mariée sur les produits de son travail et la loi du 13 juillet 1907*, *Revue trim. de dr. civ.*, 1907, n° 3, page 560.

En second lieu le pécule comprend les *économies* faites sur ces gains et salaires et les biens meubles ou immeubles acquis avec les gains ou les économies. Les lois de Suède, de Neuchâtel, de Belgique ne protègent que les gains et salaires et non pas les économies; pourtant la loi belge contient certaines clauses favorables à la femme. « Si la femme n'a pas l'administration de ce qu'elle épargne et de ce qu'elle acquiert à l'aide de ces gains, du moins les instruments du travail et les meubles acquis avec le salaire ne peuvent être aliénés à titre onéreux ou gratuit, loués ni donnés en prêt ou en gage par le mari, sans le concours de la femme; et il ne peut y avoir de saisie sur les meubles acquis à l'aide des gains de la femme que de la part des créanciers qui prouvent que les dettes dont ils réclament le paiement ont été contractées pour les besoins du ménage. Enfin la loi belge du 10 février 1900 met de la même manière, jusqu'à concurrence de 1.000 francs, à l'abri des créanciers du mari, les sommes déposées par la femme mariée à la caisse d'épargne (1). »

Dans la proposition Jourdan, il n'était pas question des économies. Quant à M. Goirand, il spécifiait très nettement dans son exposé des motifs que les droits de la femme ne devaient pouvoir s'exercer que sur ses salaires et non sur les économies. Il s'exprimait ainsi :

(1) *Bulletin de la soc. d'Et. Legis.*, 1901-1902, p. 44.

« Dès que la femme a appréhendé son salaire et en a disposé, elle a épuisé son droit, qu'elle dépense ou qu'elle économise... Le but que nous avons poursuivi, c'est de permettre à la femme de pouvoir affecter les produits de son travail, soit aux besoins de sa famille, soit aux siens personnels ; mais nous n'avons pas voulu aller au delà (1). »

Si le législateur de 1907 avait adopté cette manière de voir, la femme n'eut été en aucune façon engagée à faire des économies. A quoi bon épargner, si l'épargne doit retomber sous la toute puissance du mari ou peut servir de gage à ses créanciers personnels : plutôt que d'épargner pour que le mari aille boire au cabaret, la femme préférera acheter une robe et ainsi épuiser tout son droit. En un mot, si la loi n'avait pas protégé les économies, elle n'eut pas avancé à grand'chose. Ce que le mari dissipe, ce ne sont pas les salaires de la femme, *mais les économies*. C'étaient ces économies qu'il fallait défendre : peu importe qu'elles revêtent les formes de pièces de cent sous, d'obligations, d'actions ou même d'immeubles ou bien qu'elles soient représentées plus noblement par un instrument de travail : une machine à coudre, un métier, un moteur à pétrole, un piano ! En terminant cette question nous ne pouvons faire mieux que de rappeler les paroles prononcées en 1902 par M. Saleilles :

(1) *Journ. off.*, Ch. dép. Ann. 1895, n° 1609.

« Vous trouvez la réforme excessive, en tant qu'elle devrait s'appliquer aux économies réalisées sur les gains de la femme ; il faudrait ne pas oublier, cependant, que la plupart du temps, ces économies constituent un petit capital de réserve que la femme épargne en vue des jours mauvais, et qu'elle épargne, presque toujours à l'insu du mari. Est-ce que ce n'est pas là l'histoire de tous les jours dans ces petits ménages ouvriers que nous avons en vue ? Le mari, si débauché qu'il soit, accepte encore de laisser à la femme pour l'entretien du ménage ce qu'elle a gagné de ses mains. Mais, s'il vient à apprendre que sur ses gains la femme a fait quelques économies et qu'il y a quelque part un petit capital qui lui appartienne à lui seigneur et maître de la communauté, vous croyez qu'il n'ira pas user de ses droits et dépenser à sa guise ce petit capital dont il sait que le ménage n'a pas un besoin urgent, puisqu'on le laisse dormir et s'accroître ! La femme ne peut sauver cette épave, réservée pour les jours de gêne, qu'à la condition de la placer à l'insu du mari. Et pour la placer à l'insu du mari, il faut qu'elle ait le droit d'en disposer librement. Et voilà ce que vous voulez empêcher ! La loi, en tant qu'elle vise les salaires à l'état de salaires, sera parfaitement inutile. Elle n'aura d'utilité que si elle vise les économies réalisées sur ses salaires. Pour sauver la caisse de réserve du ménage, ce ne sont pas les salaires qu'il faut sauvegarder et défendre ; il n'y a pas un mari sur cent qui

ose s'en emparer. Ce qu'il faut défendre, ce sont les ressources de l'avenir, c'est l'épargne de la femme. Voilà qui doit être sacré. Si la loi ne va pas jusque-là elle ne fera rien; et nous pouvons parfaitement nous contenter du *statu quo* (1). »

Ces lignes nous dispensent d'insister sur l'utilité de la protection accordée aux *économies* de la femme par la loi du 13 juillet 1907 : ces économies, comme les gains ou salaires eux-mêmes, sont protégées par la loi, c'est-à-dire sont soumis aux pouvoirs dont le législateur a investi la femme et qu'il nous faut maintenant décrire.

SECTION II

Etude des pouvoirs

I

Généralités

§ 1. — L'innovation introduite par loi nouvelle

Nous venons de voir quelle était l'étendue de la loi quant aux personnes et quant aux biens, il nous faut maintenant pénétrer au cœur même de la loi et nous demander quels pouvoirs la loi accorde à la femme mariée sur son pécule.

(1) *Bulletin de la soc. d'Et. Legis.*, 1901-1902, p. 133.

Ce pécule est bien commun, mais il échappe à la plupart des règles auxquelles sont soumis les autres biens communs *et c'est en ceci que consiste toute l'innovation de la loi.*

Si au point de vue *propriété* il n'y a toujours actuellement que *trois* patrimoines, au point de vue *pouvoirs* il y en a *quatre*. Ce quatrième patrimoine — le pécule — ne peut être assimilé quant à la question administration et disposition ni à un propre du mari, ni à un propre de la femme, ni à un bien commun ordinaire ; il est soumis, par la loi du 13 juillet, à des règles originales qui lui font une vie à part.

Sous le régime de la communauté légale tous les pouvoirs, avons-nous vu, appartiennent au mari. Les droits lui appartiennent en tant que *chef* et l'art. 1388 défend d'y déroger. Le mari peut ainsi, en ce qui concerne les biens communs, faire tous les actes à titre onéreux ; quant aux donations, il faut distinguer entre les donations immobilières et les donations mobilières. Les premières sont défendues par la loi au mari agissant seul, les secondes lui sont permises sauf dans deux cas : quand il s'agit d'immeubles, ou quand le mari se réserve l'usufruit *mais il peut faire toutes les donations de meubles à titre particulier et en pleine propriété* (1) : aussi a-t-on pu qualifier avec juste raison,

(1) Voir Planiol, *Traité élém. de dr. civil*, 3^e édit., Paris, 1903, t. III, p. 323.

d'*exorbitants*, d'*inadmissibles* (1) les pouvoirs du mari, chef et maître de la communauté.

Et la modification *considérable* que nous avons annoncée consiste en ce fait que le législateur a décrété qu'une certaine catégorie de biens communs — *les produits du travail de la femme* — échapperaient dorénavant aux pouvoirs du mari pour être administrés par la femme. Avant la loi du 13 juillet 1907, le mari pouvait toucher les salaires de sa femme, les dépenser au cabaret, les donner à ses maîtresses : dorénavant il n'a plus ce droit. Une partie des biens communs échappe à son administration, à sa toute puissance : et le législateur donne à la femme les droits qu'il lui ôte à lui, hier encore, chef omnipotent de la communauté. Il y a là, comme l'a dit excellemment M. Saleilles, une *intersion de pouvoirs*. « Elle (la loi nouvelle) se trouvera apporter une dérogation considérable aux art. 1388 et 1421 sur les pouvoirs du mari comme chef de la communauté, sur une petite masse de biens appartenant à la communauté elle aura investi la femme des pouvoirs de gestion exclusive qui, de droit commun, n'appartiennent qu'au mari. La communauté aura désormais deux chefs, qui, tous deux, opéreront dans deux départements différents, ou, si l'on préfère, relativement à deux masses distinctes. Le chef normal reste le mari, mais, pour une petite partie

(1) *Bulletin de la soc. d'Et. Legisl.*, rapport de M. Tissier, p. 26.

des biens communs, ceux que la femme aura gagnés par son industrie personnelle et séparée, ce chef, ce sera la femme. La femme entre ainsi en collaboration avec le mari en ce qui touche l'administration de la communauté. Non pas qu'on exige sa participation ou son consentement aux actes de disposition des biens communs ; c'est encore le principe de la volonté une et exclusive qui reste seul dominant. Mais, sur une petite fraction des biens communs, cette volonté une et exclusive sera celle de la femme. Sur cette petite masse, elle devient un chef de communauté, ayant les mêmes pouvoirs que ceux appartenant au mari, en ayant peut-être davantage, car on ne semble pas, en ce qui la concerne, avoir reproduit la réserve et les restrictions de l'art. 1422. Cette absence de réserve sera compensée seulement par la faculté de faire prononcer le retrait de pouvoirs, telle qu'elle est établie par l'art. 2 de la loi nouvelle (1). »

Nous devons examiner dans les pages suivantes le détail de cette modification de toute importance apportée au régime de droit commun par la loi. La réforme, peut-on dire, a deux faces. D'un côté : suppression des

(1) Saleilles, *Le principe du libre salaire de la femme mariée érige en règle d'ordre public*, *Bulletin de la soc. d'Etud. Législ.*, 1907, p. 566. Au sujet du point de savoir si sur la masse de biens en question la femme a plus ou moins de pouvoirs que ceux possédés jadis par le mari, voir dans notre chapitre III, la partie consacrée au droit de la femme de disposer à titre gratuit.

pouvoirs du mari sur les produits du travail de la femme. De l'autre : attribution à la femme, de pouvoirs sur ces mêmes biens. Mais, une question particulièrement intéressante sera, au cours de nos développements, de nous demander si la femme se trouve investie de pouvoirs plus ou moins étendus que ceux possédés autrefois par le mari ; ou bien si ce sont exactement les mêmes pouvoirs qui lui ont été transférés, si la règle ancienne a été tout simplement *renversée* au profit de la femme. L'innovation une fois constatée dans ses lignes principales, il nous faut, avant de pénétrer dans le détail, rechercher quel en est le caractère intrinsèque, c'est-à-dire quelle est la nature des droits accordés à la femme. C'est seulement, cette question une fois tranchée, que nous étudierons ces droits eux-mêmes et les divers modes sous lesquels ils peuvent se manifester.

§ 2. — Nature du droit que la loi nouvelle confère à la femme.

Si nous définissons d'abord ce droit par ce qu'il n'est pas, nous devons dire qu'il n'est nullement une extension de la théorie fameuse du mandat tacite. On sait qu'en vertu de cette théorie la femme qui achète des fournitures pour les besoins du ménage est supposée avoir reçu un *mandat tacite* du mari. Il suit de là : 1° que la femme ne s'oblige pas personnellement par

suite de l'idée de la représentation dans les actes juridiques ; 2° que le mari peut toujours révoquer le mandat. M. Planiol dit à propos des mandats entre époux : « Ces mandats ne dérogent pas au régime établi par le contrat de mariage, ni aux pouvoirs que chacun des époux possède en vertu de ce contrat pour l'administration de ces biens, parce que c'est toujours celui des deux qui donne mandat à l'autre qui est réputé accomplir l'acte faisant l'objet du mandat, grâce à la fiction de la représentation dans les actes juridiques. De plus il est toujours libre de révoquer le mandat qu'il a donné (1). »

A l'occasion des travaux qui ont précédé la loi de juillet 1907, le système du mandat tacite a été combattu à maintes reprises. On voulait, en effet, que la loi construisît un système tel que la femme ne fût plus censée tenir ses droits du mari, mais que les droits nouveaux fussent *attachés* à sa propre personne, à sa qualité de femme mariée. On désirait que le pouvoir de révocation du mari fût supprimé, mais on admettait que la femme contractante fût *personnellement* obligée. En un mot on songeait à un système qui fût tout l'opposé du mandat tacite du mari. M. Tissier avait dit en 1902 : « Il faut abandonner nettement l'idée du mandat tacite (2) ». C'est précisément ce qu'a fait le

(1) Planiol, t. II, 2^e édit., p. 684.

(2) *Bulletin de la soc. d'Et. Légis.*, 1904, p. 41, rapport de M. Tissier, p. 63, M. Morizot-Thibault disait également en ce sens :

législateur de 1907 : une lecture du texte de la loi le prouve amplement.

Avec la loi actuelle, la femme n'est plus un mandataire ; elle est, comme il a été dit, un *ministre de l'intérieur* (1), *elle a un pouvoir propre qu'elle tient de la loi*. On a dit alors qu'il y avait là un mandat légal. C'est M. Saleilles qui, dans son intéressant article déjà cité, a employé cette expression : « Il s'agit ici — dit-il — d'une sorte de mandat légal au profit de la femme pour des biens de communauté dus à son travail personnel, et qu'elle a le droit de garder en main ; c'est un mandat légal analogue à celui conféré au mari par les art. 1388 et 1421 du Code civil (2) ». Mais ce terme *mandat légal* est discutable. Si l'on veut dire par là que le législateur donne à la femme un mandat d'administration quant au pécule, on se trouve en dehors de la théorie du mandat, car ce n'est pas le législateur, le mandant, qui sera obligé par suite des actes accomplis par la femme. Si l'on veut exprimer par là que la loi présume que le mari donne un mandat qui n'est pas révocable par sa seule volonté et qui n'engage pas que lui seul mandant, mais aussi sa femme mandataire,

« J'ajoute que la théorie du mandat tacite, fausse en elle-même, a laissé dans la loi des lacunes et donné lieu à des abus. Favorable à la femme lorsque le mari s'endort, elle lui est préjudiciable quand il se réveille. »

(1) *Ibid.*, p. 59, observations de M. Boistel.

(2) Saleilles, *Bulletin de la soc. d'Et. Lég.*, 1907, p. 567.

on se trouve encore en présence d'un mandat qui n'en est pas un. Nous croyons donc que l'expression *mandat légal* est à rejeter, *il suffit de parler d'un droit que la femme tient directement de la loi.*

Et si nous nous demandons ensuite si la réforme faite par la loi du 13 juillet 1907 a trait à une question de pouvoirs ou de capacité, nous répondrons que ces deux questions sont en cause.

En premier lieu la loi du 13 juillet 1907 touche à une question de pouvoirs, car elle déclare que la femme sera investie de certains pouvoirs sur les biens réservés — par exemple elle pourra les aliéner à titre onéreux ; — ces pouvoirs appartenaient jadis au mari, maintenant la loi les a donnés à la femme.

Mais en second lieu, nous disons que la loi a trait à une question de capacité ; car, après avoir donné certains pouvoirs à la femme, elle dit que ces pouvoirs pourront être exercés par la femme agissant *seule*, sans autorisation maritale.

Les questions de pouvoirs et de capacité sont en effet bien distinctes. Quand on s'occupe de la femme mariée, il faut se demander d'abord quels pouvoirs elle possède ; puis ensuite seulement se pose la question de savoir comment elle peut exercer ces pouvoirs, *seule* ou *autorisée* ?

Il ressort du texte de la loi que le législateur a fait porter sa réforme et sur les pouvoirs et sur la capacité de la femme mariée.

Le législateur aurait pu se contenter de s'attaquer aux pouvoirs : il eut dit simplement dans ce cas que les pouvoirs du mari seraient donnés à la femme. On eut alors, en ce qui concerne la capacité, suivi les règles générales et la femme pour exercer ces pouvoirs aurait dû être autorisée par son mari. C'est alors que l'on aurait pu soutenir que la loi aurait *porté uniquement sur une question de pouvoirs* (1).

Mais le législateur a fait plus. Après avoir ainsi établi une réforme favorable à la femme, *quant aux pouvoirs*, en lui transférant une partie des pouvoirs attribués jadis au mari, il a institué une autre réforme, également favorable à la femme, *quant à la capacité* de cette dernière : il a dit que la femme pourrait exercer la plupart du temps *seule* ses pouvoirs nouveaux. Il y a donc dans la loi deux réformes distinctes qui sont *superposées* l'une à l'autre :

1° attribution de *pouvoirs* nouveaux — appartenant jadis au mari — à la femme : question de pouvoirs.

2° déclaration que ces pouvoirs seront, dans la grande majorité des cas, exercés par la femme agissant seule : question de capacité.

(1) V. Saleilles, *Bulletin de la soc. d'Et. Légis.*, 1907, nos 5-6, p. 566. — M. Saleilles soutient, contrairement à notre thèse, que la loi du 13 juillet 1907 n'a trait qu'à une question de pouvoirs et *non* comme on a parfois semblé le dire au Sénat, à une question de capacité. Voir pp. 566 et 567.

II

Les pouvoirs en eux-mêmes.

Pénétrons alors dans le détail et examinons les modifications introduites dans le régime de la communauté légale par la nouvelle loi. Ces modifications sont celles apportées au régime de communauté par les lois de Suède, de Danemark, de Norvège, de Finlande, de Genève, et que M. Bufnoir caractérise ainsi : « Quelle est donc au juste la modification apportée aux règles de la communauté ? Elle consiste en une dérogation aux droits du mari comme chef de la communauté : les gains de la femme et les acquisitions qui en proviennent sont soustraits aux pouvoirs d'administration et de disposition du mari ; la femme acquiert ainsi l'administration et la disposition *d'une partie des biens communs* (1). »

C'est l'article 1^{er} qui règle cette question des pouvoirs de la femme sur le pécule. Remarquons dès maintenant la contradiction qui existe dans les termes mêmes de cet article 1^{er}. Après avoir renvoyé à l'article 1449 qui *n'autorise pas* la femme à aliéner seule ses immeubles, l'article 1^{er} indique que la femme *peut* aliéner seule ses immeubles. Cette erreur a été relevée par M. Viollette

(1) Bufnoir, *Bull. de Législ. op. cit., comp.* p. 172.

dans son rapport à la Chambre, dans les termes suivants : « ... Le premier paragraphe de l'article 1^{er} de la présente proposition donne à la femme mariée sur ses biens réservés les droits que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens. Or le troisième alinéa de l'article 1449 s'exprime ainsi : « Elle (la femme) ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement du mari ou sans être autorisée en justice à son refus. » La contradiction est évidente et il est donc bien entendu que c'est par suite d'une simple erreur que l'article 1^{er} renvoie à l'article 1449 en bloc et non pas uniquement à ses deux premiers paragraphes (1). »

Ce point noté, examinons maintenant dans quelle mesure la loi du 13 juillet 1907 modifie le régime légal, c'est-à-dire qu'il nous faut étudier les pouvoirs conférés à la femme sur les biens réservés.

A. Actes d'administration.

La femme peut en premier lieu toucher elle-même ses gains et salaires : c'est le premier acte d'administration. Elle peut ensuite les convertir en meubles ou immeubles. Les expressions *valeurs mobi-*

(1) Viollette, Rapport à la Chambre, n° 1128, p. 5.

lières ou immobilières doivent, en effet, être comprises au sens large. La femme pourra donc acheter des actions, des obligations, des meubles meublant, des instruments de travail, des terres, des maisons. Elle peut placer ses salaires et ses économies à la Caisse d'Epargne et les retirer quand elle veut : le mari n'aura plus le droit d'intervenir, la loi sur les Caisses d'Epargne est donc considérablement élargie.

Tous ces achats peuvent être faits à crédit ou à terme, à ce sujet M. Guillier s'exprime ainsi : « Il nous a paru que la femme marchande publique ayant, en vertu de l'article 220 du Code civil, pleine capacité de s'engager pour les besoins de son négoce, par suite, capacité de faire des opérations à crédit, on ne pouvait pas, dans une loi qui se propose d'étendre ses droits, les restreindre en ce qui touche les acquisitions à terme relatives à l'emploi de son pécule. Si elle peut se faire concéder des délais pour le paiement des marchandises, elle doit le pouvoir pour des immeubles (1). »

Et cette disposition de la loi paraît fort équitable : il faut mettre entre les mains de la femme tous les moyens qui faciliteront sa gérance.

Il ne s'agit pas pour la femme seulement de la *pure* administration, mais bien de la *libre* administration : elle peut dépenser pour entretenir les biens et les personnes, donner les biens à bail, percevoir les revenus

(1) Guillier, Rapport au Sénat, p. 12.

et en donner quittance, effectuer des placements en achat de meubles ou immeubles.

Tous ces pouvoirs dont la femme se trouve investie sur une quote-part des biens communs appartenaient jadis au mari : il y a eu à leur égard simplement *transfert* de la tête d'un époux sur la tête de l'autre.

B. Dispositions à titres onéreux.

Et tout d'abord pour ce qui concerne les *meubles*, la femme a le droit de les aliéner en toute liberté. L'art. 1449 auquel l'article 1^{er} nous renvoie, dit en effet, que la femme séparée soit de corps, soit de biens *peut disposer de son mobilier et l'aliéner*. Et la doctrine, nous devons le rappeler, entend par cette disposition que la femme séparée peut aliéner comme elle l'entend ses meubles corporels ou incorporels; la jurisprudence au contraire décide que *la vente d'un meuble n'est valable qu'autant qu'elle est nécessitée par les besoins de l'administration* (1). Ici c'est évidemment la solution doctrinale qui devra prévaloir, car, d'après l'article 2, le mari pourra faire retirer à sa

(1) Planiol, *Traité*, t. III, 2^e édit., p. 438.

femme ses pouvoirs dans le cas où elle n'en userait pas dans l'intérêt du ménage ; et de plus, parce que l'art. 1^{er} confère expressément à la femme le droit d'aliéner un immeuble.

Ce pouvoir d'aliénation à titre onéreux, quant aux *immeubles*, n'a pas été accordé par le législateur sans qu'on ait cherché à y faire opposition. La première délibération qui eut lieu au Sénat, le 14 mai 1907, fut presque entièrement consacrée à cette question.

Lorsque le président eut donné lecture de l'art. 1^{er}, qui alors était le suivant :

« Sous tous les régimes et sauf clause contraire, portée au contrat de mariage, la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens.

Elle peut en faire emploi en acquisitions de valeurs mobilières et immobilières.

Elle peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner à titre onéreux les biens ainsi acquis.

La présente disposition n'est pas applicable aux gains résultant du travail commun des époux » ; M. Louis Legrand déposa un amendement ainsi conçu :

« Rédiger ainsi cet article :

Sous tous les régimes, et sauf clause contraire portée au contrat de mariage, la femme mariée a la libre ad-

ministration des produits de son travail personnel et des économies en provenant, telle qu'elle est réglée pour la femme séparée de biens par les articles 1449, 1536 et 1538 du Code civil.

Elle peut de plus en faire emploi, même sans autorisation maritale en acquisition de valeurs mobilières ou immobilières, sous la seule justification qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ; la responsabilité des tiers, avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification, n'est pas engagée.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux gains résultant du travail commun des deux époux (1) ».

La réforme importante que M. Louis Legrand voulait introduire c'était la suppression du pouvoir accordé à la femme d'aliéner ses immeubles ; il renvoyait en effet à l'art. 1538 qui stipule *que dans aucun cas ni à la faveur d'aucune stipulation la femme ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement spécial de son mari, ou à son refus, sans être autorisée par justice*. M. Legrand trouvait en effet excessif le droit accordé à la femme d'aliéner les immeubles acquis avec les produits de son salaire ; il s'étonnait de voir ainsi accordé à une femme commune en biens un droit que la femme séparée de biens ne possède pas. Il s'exprimait ainsi :

(1) *Jour. off.*, 15 mai 1907, Sénat, séance du 14 mai 1907, p. 623.

« Le paragraphe — de l'art. 1^{er} — donne à la femme, même commune en biens, le droit d'aliéner les immeubles qu'elle aura acquis au moyen des salaires et gains à elle réservés. Je me permets de penser que c'est un droit excessif. Pourquoi le lui donner, alors que la femme séparée de biens ne le possède pas ?

Il semblerait plutôt que le contraire eut été possible ; mais lorsqu'il s'agit de biens qui continuent à dépendre de la communauté, la femme devrait avoir, en ce qui la concerne, des pouvoirs moins amples que la femme séparée de biens, qui est propriétaire en propre et définitivement des biens qui lui appartiennent... Mais à quel titre et dans quel intérêt l'autoriserait-on à aliéner des immeubles qu'elle a acquis ? Ici, Messieurs, il me semble que l'on sort complètement de l'objectif principal de la loi. Qu'a-t-on voulu ? Que la femme puisse assurer l'existence du ménage, de la famille, en disposant librement des gains qu'elle a acquis ; mais il n'y a pas de raison une fois qu'elle a immobilisé ces gains, pour l'autoriser à aliéner, seule et sans l'autorisation de son mari l'immeuble qu'elle aura acheté... Je me résume sur ce point en disant : il n'y a pas lieu de donner, à la femme, en matière de communauté de biens, un droit plus ample sur les biens réservés que celui qu'elle a sur les biens lui appartenant en propre sous le régime de la séparation de biens (1). »

(1) *Journ. off.*, Sénat, séance du 14 mai 1907. pp. 623 et 624.

Cette argumentation ne convainquit pas la commission ; le rapporteur fit, en effet, remarquer qu'il fallait donner à la femme la faculté de faire un échange avantageux ou une vente dans de bonnes conditions si l'occasion se présente ; qu'il était nécessaire qu'elle pût durant les mauvais jours se défaire du bien par elle acheté — même si c'est un immeuble — pour parer aux difficultés futures. Et M. de Lamarzelle fit constater qu'il n'était pas permis d'assimiler les propres de la femme séparée de biens aux biens réservés : les premiers n'étant pas comme les seconds les fruits du travail personnel de la femme. Aussi le texte de la commission fut-il maintenu.

Et à notre avis, il y avait un autre argument d'ordre général, qu'on aurait pu faire valoir : c'est qu'il est vraiment peu moderne de traiter de façon différente les meubles et les immeubles. La vieille maxime *res mobilis res vilis* est vraiment bien démodée ! Le Code civil est rempli de règles se rattachant à cette idée qui a cessé d'être vraie — mais qui l'était au moment de la rédaction du Code — et le législateur d'aujourd'hui qui obéirait encore à l'ancienne maxime serait sans excuse. Transposant un exemple de M. Planiol, nous ne voyons pas pourquoi il eut été défendu à la femme, par la loi nouvelle, d'aliéner seule un bout de champ de 60 francs, alors qu'elle eut pu en toute liberté aliéner une liasse d'obligations de chemin de fer (1) ?

(1) Voir Planiol, t. III, *op. cit.*, p. 322.

Ces pouvoirs dont la femme se trouve investie, par la loi du 13 Juillet 1907, quant aux actes à titre onéreux, appartenaient auparavant au mari qui pouvait, à sa guise, vendre, échanger les produits du travail de sa femme, constituer sur eux des hypothèques ou des servitudes. La modification introduite dans le régime légal est donc encore une interversion de pouvoirs et même plus : pour faire contrepoids à ces pouvoirs étendus du mari, il y avait l'hypothèque légale de la femme sur les biens du mari et sur les conquêtes. Nulle disposition de la sorte n'est établie à l'heure actuelle pour contre-balancer les pouvoirs de la femme : c'est en ce sens que l'on peut dire que les droits actuels de la femme sont *plus étendus* que ceux possédés avant la loi par le mari.

C. Dispositions à titre gratuit.

Si les pouvoirs de la femme sont très étendus quant aux aliénations à titre onéreux il en est autrement, quant aux aliénations à titre gratuit. Il est dit en effet dans l'art. 1^{er} : « Elle peut sans l'autorisation de son mari, aliéner, à titre onéreux, les biens ainsi acquis. » D'où l'on peut tirer par un argument *a contra-*

rio que pour les aliénations à titre gratuit l'autorisation du mari est nécessaire. Cette solution est du reste renforcée par les déclarations faites au sujet de la question dans les travaux préparatoires :

M. Guillier dit dans son rapport au Sénat (p. 12) : « La femme pourra librement aliéner les biens ainsi acquis, mais à titre onéreux seulement. *Pour les dispositions à titre gratuit, le concours du mari reste nécessaire.* »

M. Viollette dans son rapport à la Chambre des députés (p. 4) n'est pas moins catégorique : « Il n'y a qu'un acte qui sera interdit à la femme, *c'est l'aliénation à titre gratuit*. Avant comme après la nouvelle loi, elle ne peut en cette matière avoir une capacité quelconque qu'avec l'autorisation de son mari. C'est l'application des principes généraux du Code civil. »

Et dans son exposé des motifs, M. Gourju avait dit : « *Pour les dispositions à titre gratuit de la femme, nous voulons le concours du mari*, comme d'ailleurs à titre de réciprocité nous souhaiterions que la loi exigeât le concours de la femme dans les libéralités du mari, ne fut-ce que pour sauvegarder l'intérêt des enfants (1). »

Nous sommes donc ainsi en possession d'un principe ferme. Le législateur, notons-le, a pris soin de mettre de côté la formule *disposer librement*, qui se trouvait insérée dans le texte proposé par M. Tissier à la société d'Etudes Législatives ; à ce sujet M. Morizot-

(1) Proposition Gourju, Sénat, annexe 304, 26 juin 1906, p. 638.

Thibault avait fait remarquer qu'on donnait trop de pouvoirs à la femme qui pourrait ainsi *appliquer ses gains même aux besoins d'un tiers* (1). Aussi M. Bérard rapporteur de la commission indique que cette dernière, après discussion, avait restreint le pouvoir de disposition de la femme aux actes *à titre onéreux* (2). Et M. Boistel disait, en terme très précis, dans l'exposé des motifs du projet préparé par la commission : « Mais après de longues discussions on n'a pas cru devoir reconnaître à la femme le droit de disposer seule à titre gratuit de ses gains ou de ses économies. On n'a pas jugé opportun de comprendre dans les pouvoirs d'administration de la femme ce droit très critiqué entre les mains du mari et appelé sans doute à disparaître d'un moment à l'autre. Il a paru présenter de graves dangers, spécialement dans le cas où la fidélité de la femme serait soumise à de trop rudes épreuves et n'en sortirait pas victorieuse. Il ne semblait pas d'ailleurs justifié par les raisons qui ont provoqué l'innovation réalisée par le projet. Mais ce qui a été formellement entendu, c'est que, le silence gardé sur les dispositions à titre gratuit n'avait pas pour but et n'aurait pas pour effet d'interdire à la femme les petits cadeaux ou les gratifications compris dans une bonne gestion des intérêts communs ; qu'elle pourrait user de ce droit avec modération, eu égard aux ressources

(1) *Bulletin de la soc. d'Et. Légis.*, 1902, p. 112.

(2) *Ibid.*, p. 455.

du ménage, pour encourager ou récompenser un de ses enfants ou lui venir en aide dans une circonstance difficile (1). »

Le principe est donc le suivant : la femme ne peut pas disposer à titre gratuit de ses biens réservés sans autorisation, sinon l'acte sera *annulable* suivant les règles du droit commun.

Mais il faut bien remarquer qu'en cette matière, la théorie ancienne du mandat tacite pourra jouer et que certaines donations faites par la femme pourront être considérées comme autorisées tacitement par le mari. Il faut ajouter de plus que le pécule a été institué par le législateur, non dans l'intérêt de la femme seule, mais dans l'intérêt du ménage, et qu'il semble alors que les dépenses effectuées par la mère pour l'éducation et l'instruction des enfants, n'auront pas besoin d'être autorisées par le mari : tant que les enfants font partie du groupe familial, la femme doit pouvoir faire en leur faveur des actes de dispositions à titre gratuit. Ainsi elle pourra leur donner des livres, des instruments de travail, ce n'est que lorsque les enfants ne font plus partie du ménage ou que la donation sera particulièrement importante que l'autorisation devra être exigée.

Mais le principe n'en est pas moins que la femme pour disposer des biens réservés à titre gratuit, a be-

(1) *Bulletin de la soc. d'Et. Lég.*, 1902, p. 460.

soin de l'autorisation maritale. Rappelons donc, à ce point de vue particulier, quels étaient les pouvoirs du mari sur les produits du travail de sa femme, pour mettre en relief la modification rapportée par la loi nouvelle et pour indiquer si par suite de cette modification, la femme va se trouver investie de pouvoirs *plus étendus* ou *moindres* que ceux possédés jadis par le mari ?

Si nous rappelons que les donations de meubles communs faites à titre particulier et en pleine propriété sont permises au mari sur les biens communs, nous voyons quels larges pouvoirs il avait autrefois, avant la loi de 1907, sur les gains de la femme. Ces gains qui étaient généralement des sommes d'argent ou des valeurs mobilières — des économies — pouvaient ainsi être *donnés* par le mari suivant son bon plaisir. Nous constatons alors que *la loi nouvelle n'a pas transmis à la femme ces pouvoirs exorbitants*. La modification apportée n'est donc pas ici une translation de pouvoirs : elle est une suppression pure et simple des droits d'un seul concernant une quote-part des biens communs, sans qu'il y ait attribution de droits correspondants à l'épouse.

Et cette mesure ne peut qu'être approuvée, puisqu'à l'heure actuelle, on critique vivement les pouvoirs excessifs du mari sur les biens communs. On avait, avec la loi nouvelle, l'occasion de soustraire à cette omnipotence une partie de biens communs, il fallait saisir

cette occasion : c'était marcher vers une réforme d'après laquelle tout acte de disposition à titre gratuit ne serait possible, quant aux biens communs, que s'il est effectué par les *deux* copropriétaires de ces mêmes biens.

Il y a donc suppression des pouvoirs de disposition à titre gratuit, possédés autrefois par le mari agissant seul, sur les produits du travail de la femme.

Mais la donation est permise si les deux époux concourent à l'acte, dans ce cas y a-t-il une modification ? Autrement dit, il nous faut comparer le régime ancien des donations de biens communs défendues au mari seul et le régime actuel des donations de biens réservés défendus à la femme seul.

Pour préciser prenons l'exemple d'un immeuble produit du travail de la femme.

Avant la loi du 13 juillet 1907, le mari pouvait donner cet immeuble avec le concours de la femme ; après la loi c'est la femme qui pourra le donner si elle est autorisée par le mari. En fait y a-t-il une différence ? Evidemment non, il s'agit toujours là d'un *concours* de volontés. Qu'une donation soit faite par le mari avec le concours de la femme ou par la femme avec l'autorisation du mari cela revient en fait absolument au même.

Donc les *biens communs réservés* se trouvent, dans une sorte d'indisponibilité vis-à-vis de chaque époux pris à part. Pour fixer les idées prenons l'exemple d'une obli-

gation de chemin de fer achetée avec les produits du travail de la femme. Actuellement c'est un bien réservé : le mari ni la femme ne pourront séparément en disposer à titre gratuit. Mais s'ils concourent tous deux à l'acte, la donation devient possible. Mais comment doit avoir lieu ce concours ? Il est d'abord un point certain : la femme pourra faire la donation avec l'autorisation du mari. Mais le mari pourra-t-il faire la donation avec le concours de la femme ?

Pour répondre à cette question, il suffit de raisonner par analogie : prenons un bien commun ordinaire, un immeuble produit du travail du mari. Le mari peut le donner avec le concours de la femme, mais la femme peut aussi le donner avec l'autorisation du mari. Donc le mari pourra donner actuellement un bien réservé avec le concours de la femme.

Dans certains cas ce sera l'autorisation de la justice qui sera nécessaire à la femme : par exemple pour tirer le mari de prison ou pour établir un enfant commun : nous n'insistons pas, ce sont les règles du droit commun qu'il faut alors appliquer.

Mais avant d'en finir avec cette question, il nous faut développer une question particulière que nous avons réservée : c'est celle de savoir quels seront les pouvoirs de la femme sur le pécule quand il s'agira de *l'établissement d'un enfant commun* ?

Quand il s'agit d'un tel acte, les pouvoirs du mari sur

les biens communs, nous le rappelons, sont très larges. Il peut donner un immeuble, une quote-part ou l'universalité du mobilier. Ainsi, si la femme avait acheté avec les produits de son travail, un immeuble, le mari pouvait le donner, avant la loi du 13 juillet 1907, pour l'établissement d'un enfant commun. Le droit est-il passé avec la loi nouvelle de la tête du mari sur la tête de la femme ? Telle est la question.

Nous avons vu à propos des autres donations que tous les droits du mari n'étaient pas passés à la femme et que le législateur avait supprimé les pouvoirs trop larges de disposition à titre gratuit du mari, sans les transférer à la femme. En est-il de même pour le point qui nous occupe ? La question est évidemment fort délicate.

Nous croyons que la solution à adopter est la suivante : la femme ne pourra pas seule doter un enfant commun avec un bien réservé. Et ceci pour trois sortes de raisons.

C'est qu'en premier lieu, dans les travaux préparatoires il a été déclaré que la femme ne pourrait pas seule faire de donations, cette disposition a été indiquée comme devant être la règle générale. Aucune exception n'a été prévue en ce qui regarde le cas qui nous occupe, si le législateur avait voulu faire cette exception il s'en serait exprimé expressément : cela a été fait dans le Code pour le mari (art. 1422).

En second lieu, la protection du pécule a été instituée

dans l'intérêt de la famille considérée comme groupe. Mais quand il s'agit d'établir un enfant, c'est qu'il va sortir du groupe, par suite si la femme a pu lui faire des donations, en instruments de travail par exemple, tant qu'il faisait partie de la famille, elle ne pourra plus faire ces donations quand l'enfant voudra s'établir ; d'autant plus que dans ce cas la donation sera en général plus importante.

Enfin en dernier lieu, nous croyons que le législateur exigera de plus en plus le concours des époux, chaque fois qu'il s'agira de dispositions à titre gratuit concernant les biens communs. Nous pensons donc que le pouvoir du mari qui portait sur une quote-part des biens communs, et qui était illimité quand il s'agissait d'un enfant a été *anéanti* et non pas transféré à la femme.

Mais notre solution ne sera peut-être pas celle de la jurisprudence. Pour la jurisprudence, en effet, la constitution de dot est, même entre l'époux doté et le constituant un acte à titre onéreux ; or les actes à titre onéreux sont permis à la femme, quant à ses biens réservés, donc la femme pourrait seule d'après cette thèse doter un enfant commun — ou même celui d'un premier lit — avec un bien réservé. L'application de cette théorie viendrait donc élargir les pouvoirs de la femme.

Quant aux dispositions testamentaires, on appliquera les règles du droit commun en ce qui les regarde. La

femme peut par testament disposer du pécule. Le sort de cette disposition dépendra du parti que prendront les héritiers : s'ils acceptent la communauté ils n'auront que la moitié, s'ils renoncent, le pécule leur appartiendra en totalité.

En résumé pour envisager brièvement la réforme, on peut dire qu'avant la loi le concours des deux époux était exigé pour certaines donations de biens communs. Depuis la loi, ce concours est devenu toujours nécessaire chaque fois qu'il s'agira d'une certaine catégorie de biens communs : *les biens réservés*. *La loi a donc étendu le principe de la nécessité du concours des époux quant aux dispositions à titre gratuit*. Il semble qu'on doive aller encore plus loin dans ce sens et déclarer que pour toute donation de biens communs, le concours des deux époux sera nécessaire.

On avait dit au moment de la discussion : mais vous ne transmettez pas à la femme tous les droits qu'avait le mari. A cela il a été répondu : les droits du mari étaient excessifs, *nous les supprimons*, nous ne les attribuons à personne.

D. Validité des actes de la femme.

Pour que tous ces actes permis à la femme soient valables, il faut que celle-ci justifie qu'elle exerce une

profession distincte de celle de son mari. Cela ressort de la disposition suivante comprise dans l'article 1^{er} : « La validité des actes faits par la femme sera subordonnée à la seule justification, faite par un acte de notoriété, ou par tout autre moyen mentionné dans la convention, qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ; la responsabilité des tiers, avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification, n'est pas engagée. »

Cette disposition ne figurait pas dans la proposition telle qu'elle fut soumise au Sénat en première délibération. Mais M. Legrand intervint et il s'exprima comme il suit :

« Il me reste, Messieurs — et mon observation sera très courte — un autre ordre d'idées à aborder. On a donné à la femme le droit d'acquérir soit des biens mobiliers soit des biens immobiliers ; mais il y a quelqu'un dont il faut se préoccuper : ce sont les tiers. Il faut que les tiers sachent s'ils peuvent valablement traiter avec une femme sans l'autorisation de son mari (*Marques d'approbation*), par conséquent, il faut indiquer la justification que les tiers pourront exiger de la femme pour être assurés, eux, qu'ils ont fait un contrat valable. »

M. Legrand donna lecture alors de son amendement dont le texte a été à peu près reproduit par le passage de l'article 1^{er} que nous venons de citer. Et il ajoutait : « Il me semble que les tiers seront suffisamment ga-

rantis lorsqu'ils auront exigé de la femme cette justification.

J'ai trouvé dans certains projets, notamment dans ceux qu'a proposés la société d'études législatives, que la femme devra justifier qu'elle exerce « une profession lucrative », au lieu d' « une profession distincte de celle du mari. » Il m'a paru que le mot « lucratif » ne correspondait pas bien à la situation que nous voulions régler.

Il est difficile pour un tiers de savoir si la femme exerce une profession lucrative ou non lucrative, si elle fait de bonnes affaires ou si elle n'en fait pas, si elle réalise ou non des bénéfices, tandis qu'il peut facilement savoir si la femme exerce une profession distincte de celle de son mari. C'est pour cela qu'au lieu du mot « lucratif » proposé par les projets dont j'ai parlé, j'ai dit « une profession distincte de celle de son mari (1). »

M. Guillier rapporteur, répondit que l'introduction dans la loi d'une telle précision ne lui paraissait pas indispensable, pourtant il ajouta que la commission examinerait de près la question entre la 1^{re} et la 2^e délibération ; c'est ce qui eut lieu et le système de M. Legend fut voté. Et c'est croyons-nous à juste titre car de la sorte une foule de procès seront évités (2). Lorsque

(1) *Journ. off. Sénat*, séance du 14 mai 1907.

(2) Crevoisier, *Le libre salaire de la femme mariée*, p. 40.

la femme aura fait la justification prévue par la loi les tiers seront à l'abri : l'acte ne pourra être annulé. C'est avec raison que M. Legrand a adopté l'expression « profession distincte », au lieu de « profession lucrative. » S'il avait fallu que la femme établisse que la profession par elle exercée était lucrative, c'eût été une grande difficulté. On aurait pu être conduit à exiger des chiffres précis, et l'on sait par exemple que les commerçants se refusent généralement à fournir de tels renseignements : c'eût été placer les femmes commerçantes dans une situation inférieure, vis-à-vis de leurs concurrents de l'autre sexe. Les tiers n'auront donc pas à se préoccuper de cette question. Si une femme qui exerce une profession distincte quelconque, achète un immeuble, le tiers n'aura pas à chercher, à savoir si l'achat est proportionné aux bénéfices ou aux gains que la femme tire de sa profession. De nombreuses difficultés pratiques seront donc de la sorte évitées. Les modes de preuve admis sont un acte de notoriété ou un autre moyen fixé au contrat.

E. Droits des créanciers sur le pécule.

I

Droit de poursuite.

Pour déterminer le droit de poursuite des créanciers sur le pécule, une remarque préliminaire s'impose : c'est que, au lieu de distinguer comme d'ordinaire les dettes personnelles et les dettes communes, il faut distinguer les dettes qui sont contractées dans l'intérêt du ménage et celles qui ne le sont pas. Cette distinction nouvelle ne correspond nullement à la distinction habituelle. Ainsi il ne faudrait pas assimiler une dette personnelle au mari à une dette qui n'est pas contractée dans l'intérêt du ménage ou bien une dette commune à une dette contractée dans l'intérêt du ménage. Par exemple si nous classons, d'après la distinction habituelle, les dettes de cabaret du mari, nous dirons : ce sont des dettes *communes*. Si nous classons ces mêmes dettes d'après l'autre division, nous dirons : ce sont des dettes qui *ne sont pas contractées dans l'intérêt du ménage*. Les dettes personnelles au mari sont, sous le régime de la communauté légale, tout à fait une rareté — il faut supposer l'existence d'une dette immobilière antérieure au ménage ! —

tandis que les dettes qui seront contractées par le mari dans un intérêt autre que celui du ménage peuvent être fort nombreuses : *le mari ivrogne ne s'endette pas dans l'intérêt du ménage.*

Pour étudier ce droit de poursuite nous parlerons en premier lieu des créanciers du mari, puis des créanciers de la femme.

§ 1. — Créanciers du mari.

Sur ce point la loi apporte une innovation capitale. Antérieurement à la loi de juillet 1907 le mari pouvait engager tous les biens communs par des dettes contractées durant la communauté (art. 1409, 2°) ; depuis la loi nouvelle une masse de biens communs — *les biens réservés* — échappe à l'action des créanciers du mari. Cette modification aux règles ordinaires était indispensable sinon, le mari pouvant engager le pécule par toutes ces dettes, la loi n'aurait pas atteint son but. La loi a adopté le système suivant :

Les seuls créanciers du mari qui pourront poursuivre le pécule seront ceux vis-à-vis desquels le mari se sera engagé *dans l'intérêt du ménage*. Quant aux autres créanciers ils ne pourront pas se faire payer sur le pécule. La règle est donc bien claire. Il reste entendu que les créanciers qui auront action sur le pécule, auront *a fortiori* action sur les autres biens

communs — les biens communs ordinaires — et par suite action également sur le patrimoine propre du mari, à cause de la confusion qui existe entre le patrimoine propre et le patrimoine commun ordinaire.

La seule difficulté qui pourra surgir sera celle de savoir dans quels cas exactement on pourra dire que la dette a été contractée dans *l'intérêt du ménage*. Le créancier qui voudra se faire payer sur le pécule devra prouver que la dette a été contractée dans l'intérêt du ménage (art. 3 § 3). Mais que faut-il entendre par là ? S'il s'agit de dépenses effectuées en achats ordinaires de subsistances il n'y aura pas de difficultés. Et par achats *ordinaires* il faut entendre ceux qui sont faits d'habitude par une moyenne de personnes qui disposent de revenus sensiblement égaux. Il est évident que les dépenses *ordinaires* d'un ménage d'artistes par exemple, dans lequel la femme serait une chanteuse célèbre, seront des dépenses *extraordinaires* pour un ménage d'ouvriers. Mais ce criterium une fois adopté, de grandes difficultés sont encore à prévoir. Si c'est l'ouvrier qui va chez le marchand de vin et qui achète à la fois et du vin qui servira à tous et de l'alcool qu'il boira seul, dira-t-on que toute la créance du marchand de vin sera née dans l'intérêt du ménage ? Evidemment non, autrement l'ouvrier qui boirait chez lui et celui qui boirait sur le *zinc* seraient soumis à deux régimes différents, ce qui serait peu rationnel. Et alors il faudra donc procéder à une ventilation, il

faudra distinguer dans la dette la boisson qui a servi à l'usage de la famille et celle grâce à laquelle l'ouvrier s'est enivré : ventilation qui apparaît en fait comme bien difficile. De nombreux exemples analogues pourraient être proposés. Supposons encore un ménage dans lequel la femme gagne suffisamment, alors que le mari est sans travail. Ce dernier, ne trouvant pas d'ouvrage a l'idée d'établir un atelier en chambre, il achète des outils, des matières premières, il fait des frais d'installation, etc., mais il ne réussit pas. Les vendeurs de machines, de matières premières, etc., vont-ils pouvoir se faire payer sur le pécule en soutenant qu'il s'agit là de dettes contractées essentiellement dans l'intérêt du ménage, puisque le mari espérait grâce à cette installation, subvenir aux frais du ménage ? La question est délicate mais nous croyons cependant que les tribunaux, si une telle espèce se présentait devant eux, devraient refuser aux créanciers en question le droit de se faire payer sur le pécule. Car s'ils adoptaient la solution contraire ils seraient entraînés fort loin, le mari se trouverait à nouveau investi de pouvoirs trop étendus et la protection accordée au pécule serait diminuée d'autant.

Aussi ce sera la tâche de la jurisprudence de préciser la formule, forcément vague, de dettes contractées *dans l'intérêt du ménage*. Et la formule croyons-nous, devra être interprétée plutôt restrictivement, afin de ne pas dépouiller indirectement la femme des

droits que le législateur a cru devoir lui accorder.

En résumé, avec la disposition de la loi que nous venons d'étudier, apparaît nettement la séparation des biens communs en deux masses quant au droit de poursuite des créanciers. Et une telle séparation est une modification notable apportée au régime de communauté légale.

§ 2. — Créanciers de la femme.

Quels sont les créanciers de la femme qui, d'après la loi nouvelle, vont pouvoir poursuivre le pécule ?

1° Ce sont tout d'abord les créanciers avec lesquels la femme a contractés *dans l'intérêt du ménage* : ceci ressort du paragraphe 1^{er} de l'article 3. Et cette disposition était commandée par le but même de la loi : si l'on veut que la femme traite avec les tiers, il faut que ces derniers aient une garantie ; autrement ils se refuseront à entrer en relations avec la femme et les pouvoirs nouveaux dont la loi a investi la femme fussent restés sans application.

Ainsi donc la femme peut, lorsqu'elle contracte *dans l'intérêt du ménage*, engager par ses dépenses une partie des biens communs, elle qui autrefois n'avait aucun pouvoir propre sur les dits biens. Il est vrai, qu'en fait, en vertu du mandat tacite elle engageait déjà les

biens communs, mais elle n'avait pas un *pouvoir propre*, ce n'était pas elle qui était censée agir ; elle était simple mandataire ce qui est tout différent.

Mais il ne faut pas oublier de dire que les créanciers dont nous parlons n'auront pas action *seulement* sur le pécule, ils pourront, comme anciennement, poursuivre et les autres biens communs et les biens du mari. Car la loi nouvelle n'a pas eu pour effet de supprimer le mandat tacite, mais de superposer à ce mandat tacite un pouvoir propre. Si la femme effectue une dépense à l'aide d'un bien réservé, elle agit en vertu d'un pouvoir qu'elle tient de la loi ; si la dépense est effectuée à l'aide d'un bien commun ordinaire, elle agit comme simple mandataire : mais la situation des tiers créanciers reste toujours la même, la loi n'a rendu leur situation ni pire ni meilleure.

Si la solution des pouvoirs de la femme est modifiée *théoriquement* en est-il de même *pratiquement* ? Autrement dit, les dépenses que la femme va pouvoir faire en vertu de la loi nouvelle sont-ce les mêmes que celles qu'elle effectuait en vertu du mandat tacite ? Ou bien la loi lui permet-elle de faire certains achats *dans l'intérêt du ménage*, qu'elle n'aurait pas pu faire en vertu du mandat tacite. La loi élargit-elle le champ d'action de la femme à ce point de vue ? Il semble que oui.

En vertu du mandat tacite, la femme peut engager les biens communs indirectement — puisque ce n'est pas elle qui est censée agir — *pour les fournitures nécessaires*

au ménage et les dépenses courantes (1). Or, d'après l'article 3 de la loi nouvelle, elle peut engager le pécule chaque fois que la dette est contractée *dans l'intérêt du ménage*. Cette seconde formule est-elle plus compréhensive que la première?

Nous croyons qu'une réponse affirmative s'impose.

2° Mais si la dette n'a pas été contractée dans l'intérêt du ménage, que faut-il décider? Les créanciers pourront-ils poursuivre le pécule?

Une réponse affirmative ressort du texte de la loi elle-même.

Tout d'abord le paragraphe 1^{er} de l'article 3 est conçu en termes généraux. Il dit que les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers, sans faire de distinction entre les créanciers qui ont, et ceux qui n'ont pas contracté avec la femme dans l'intérêt du ménage. Il parle des *créanciers* d'une façon générale.

En second lieu la solution que nous indiquons ressort de la comparaison des paragraphes 1 et 2 de l'article 3. Le paragraphe 2 de l'article 3 indique que les créanciers, ayant contracté avec le mari, pourront poursuivre les biens réservés, *seulement si la dette a été contractée dans l'intérêt du ménage*; le paragraphe 1^{er} ne contient pas une telle restriction: c'est donc que la

(1) Planiol, III, 2^e édit. p. 346.

femme peut engager le pécule pour *toutes* ses dettes, que l'intérêt du ménage soit ou non en jeu.

Quant au paragraphe 3 il nous fournit également un argument : la preuve que la dette a été contractée dans l'intérêt du ménage ne sera à faire que pour les créanciers du mari. Il n'est pas parlé des créanciers de la femme : c'est que ceux-ci quels qu'ils soient pourront toujours poursuivre le pécule.

Cette solution est renfermée dans les lignes suivantes de M. Viollette rapporteur à la Chambre : « ... Nous voulons donc créer une catégorie de biens dits réservés à propos desquels la signature de la femme ne pourra valoir qu'autant qu'elle sera donnée dans l'intérêt de la communauté ou dans son intérêt personnel (1). » Ainsi donc la femme qui contracte dans son *intérêt personnel* pourra obliger le pécule. Mais ceci demande quelques précisions.

Prenons d'abord le cas prévu par le paragraphe 4 de l'article 3. Il s'agit de dettes ou d'obligations contractées par la femme non pas dans l'intérêt du ménage, mais dans l'intérêt du pécule. Par exemple la femme a eu un procès à propos d'un de ses biens réservés, elle doit une certaine somme à un avoué. Cet avoué pourra se faire payer sur le pécule, mais seulement sur lui. Voilà donc un premier cas où la femme s'est engagée seule, en vertu de l'article 1^{er} de la loi nouvelle, dans

(1) Viollette, rapport, p. 9.

un intérêt autre que celui du ménage, et dans le dit cas le créancier a le droit de poursuivre le pécule et le pécule seulement. Il ne pourra poursuivre ni les biens communs ordinaires, ni les propres du mari, ni les propres de la femme.

Soit une autre hypothèse : la femme contracte seule une dette, non plus dans l'intérêt du pécule, mais dans son propre intérêt. Elle s'achète un bijou à crédit. Dans ce cas le créancier pourra également poursuivre seulement le pécule.

Enfin en troisième lieu si pour cet achat de bijou la femme est autorisée par son mari, le créancier pourra poursuivre le pécule, les biens communs ordinaires, les propres de la femme, les propres du mari.

Cette solution, ainsi précisée, avait déjà été adoptée par la société d'*Etudes Législatives*. L'art. 3 du projet rédigé par la commission (1) est devenu l'art. 3 de la loi augmenté de deux paragraphes additionnels. Aussi il est naturel que le législateur ait entendu se rallier à l'opinion exprimée par M. Boistel, dans l'exposé des motifs. M. Boistel s'exprimait dans les termes suivants :

(1) L'art. 3 du projet de la commission était : « Les biens dont l'administration est réservée à la femme peuvent être saisis par ses créanciers. Ils peuvent l'être également par les créanciers qui ont contracté avec le mari pour les besoins du ménage, lorsque d'après le régime adopté ces biens auraient dû être à la disposition du mari ». Voir *Bulletin*, 1907, *op. cit.*, p. 465.

« Les droits des créanciers sur les biens régis par la femme sont réglés par l'art. 3. Il était évident que ces biens devaient être affectés avant tout aux créanciers avec lesquels la femme aurait traité pour les besoins du ménage. *Mais on n'a pas cru pouvoir les soustraire à la poursuite des autres créanciers de la femme*; du moment que celle-ci en a la libre disposition, ils doivent former le gage de tous les créanciers. Son crédit d'ailleurs aurait été gravement compromis si les créanciers avaient dû se préoccuper de la nécessité de prouver dans chaque cas particulier que l'acte a été fait pour les besoins du ménage (1) ».

Cette solution que le législateur a faite sienne ne nous paraît pas excellente malgré l'existence de l'art. 2 qui permet d'ôter à la femme ses droits si elle en *abuse*, c'est-à-dire si elle fait servir le pécule à des intérêts autres que celui du ménage; si par exemple, elle a chez la couturière des notes disproportionnées avec son état de fortune. Et nous croyons qu'il eût été préférable que la femme n'eût pas pu s'obliger sur le pécule dans un intérêt autre que celui du ménage. Ainsi pour reprendre les exemples choisis par nous, nous aurions préféré les solutions suivantes :

La femme achète un bijou, non autorisée, le créancier ne peut même pas poursuivre le pécule. Si la

(1) *Bull. soc. Et. Légis.*, 1902, p. 461.

femme est autorisée le créancier pourra poursuivre tous les biens sauf le pécule.

Quant au cas où il s'agit de l'administration du pécule nous aurions décidé que l'avoué créancier peut poursuivre le pécule parce qu'il s'agit là, à notre sens, d'une dette contractée *essentiellement* dans l'intérêt du ménage. Ce cas rentrerait alors dans les dettes contractées par la femme dans l'intérêt du ménage.

Et pour soutenir notre opinion, il nous suffira de rappeler le but même de la loi. La loi n'a pas été faite tant en faveur de la femme que dans l'intérêt du ménage. Elle n'a pas eu pour but de permettre à la femme de satisfaire ses caprices ; elle a été votée afin d'assurer la *vie* du ménage. Avant la loi, les produits du travail de la femme étaient souvent dilapidés par le mari, après la loi ils pourront l'être par la femme elle-même. Evidemment il est plus juste que celui qui a gagné, soit celui qui puisse dissiper ; mais la réforme perd alors de son importance, car il ne faut pas le céler, toutes les femmes ne sont pas économes et bonnes ménagères. Le mal existait, il fallait le supprimer et non pas seulement le déplacer : en quoi les intérêts du ménage seront-ils mieux servis si c'est la femme qui se grise à la place de l'homme ? Il fallait plutôt voir dans les biens réservés, avec M. Saleilles, *un petit fonds d'affectation domestique* et dire de ces biens réservés, que *la loi ne les a réservés et ne les a séparés que pour mieux permettre à la*

femme de remplir son rôle de ménagère et de préposée aux dépenses du ménage (1).

3° Mais si la femme a donné sa signature à un créancier du mari pour une dette ne concernant pas les besoins du ménage, le pécule pourra-t-il être poursuivi ? La réponse à faire à cette question, si elle ne se trouve pas dans le texte de la loi, nous est dictée par son esprit : le créancier en question, même s'il a la signature de la femme, ne pourra pas se faire payer sur les biens réservés.

La femme peut donc dissiper elle-même le pécule — sauf la réserve de l'art. 2 — mais elle ne peut donner au mari la possibilité de le faire. Et ceci est rationnel. Si la femme fait de folles dépenses, le mari usera de l'article 2 pour arrêter le mal ; mais si c'est lui qui fait ces dépenses grâce à la signature de la femme, le pécule sera bien compromis. Cependant, en cette matière, les rapporteurs à la Chambre et au Sénat ont émis des opinions totalement opposées. M. Guillier admet lui, le droit de poursuite du créancier dans l'hypothèse qui nous occupe, ceci ressort des lignes suivantes :

« Elle (la majoration du pécule) constituerait au détriment des seuls créanciers personnels du mari une fraude qu'il leur sera facile de déjouer. Si la cause de l'engagement de celui-ci est légitime et vouable, *ils*

(1) *Bulletin soc. d'Et. Légis.*, 1907, *op. cit.*, p. 571.

prendront la précaution d'exiger le concours de l'épouse. Ils auront, dans tous les cas, un recours possible devant le tribunal (1). » Et M. Crevoisier dit, dans son commentaire de la loi : « M. Guillier, rapporteur au Sénat, consulté par nous à ce sujet, nous écrit qu'il n'aurait pas hésité à soutenir à la tribune du Sénat la validité d'un engagement contracté librement par la femme en faveur de son mari (2). »

M. Viollette soutient au contraire, que le concours de la femme à l'acte ne pourra être d'aucune utilité pour les créanciers du mari qui auront contracté avec lui dans un intérêt autre que celui du ménage : « Qu'arriverait-il si la femme consentait à donner sa signature à un des créanciers personnels de son mari, à un cabaretier par exemple ; pourrait-elle ainsi se trouver engagée ? C'est là la plus grande difficulté que recèle la loi, car elle est muette sur ce point pourtant très important.

Nous estimons que la signature que donnerait la femme à un créancier de ce genre pourrait être considérée comme nulle, d'une nullité d'ordre publique (3). »

Nous croyons qu'il faut se rallier à cette solution si l'on veut suivre l'esprit de la loi. Si l'on admet la solution contraire, il est facile de prévoir que le mari usera

(1) Guillier, rapport, p. 15.

(2) Crevoisier. *op. cit.*, p. 44.

(3) Viollette, rapport, p. 7.

de son pouvoir d'intimidation ou de la force du poing, pour obtenir la signature de la femme et qu'alors en fait le résultat de la loi sera *nul*.

II

Théorie des récompenses — Règlement définitif entre les
diverses masses de biens.

Durant les développements précédents, nous ne nous sommes occupés que du droit de poursuite des créanciers, il nous faut maintenant dire quelques mots du règlement de comptes qui doit avoir lieu à la dissolution de la communauté.

Comme cette question des récompenses n'a pas été traitée par la loi on serait tenté au premier abord de faire appel, pour résoudre les problèmes qui peuvent se présenter, à la solution d'ordre théorique que nous avons donnée dans notre premier chapitre au sujet de la propriété des biens réservés. On sait, en effet, que le système des récompenses a pour but d'empêcher tout enrichissement d'un patrimoine aux dépens de l'autre. Si donc il s'agit de savoir si tel bien doit récompense à tel autre, il semble du plus haut intérêt de savoir de quel patrimoine le dit bien fait partie. Et l'on peut poser comme règle, qu'à l'intérieur d'un même patrimoine, le système des récompenses ne fonctionne pas : autrement dit un bien propre de la femme ne devra

pas récompense à un autre bien propre de la femme ; un bien commun ne devra pas récompense à un autre bien commun.

Mais on ne peut soutenir qu'une fois la question théorique de propriété résolue, la question pratique des récompenses soit également tranchée. Pour prouver cette assertion supposons en premier lieu que les biens réservés sont propres, puis ensuite qu'ils sont communs.

1° Les biens réservés sont communs. Dans ce cas, il ne devrait pas y avoir lieu à récompenses entre ces biens communs *réservés* et les biens communs *ordinaires*, puisque, d'après les lignes précédentes, à l'intérieur d'un même patrimoine le système des récompenses ne joue pas. Or, d'après la loi, nous pouvons signaler un cas précis dans lequel un bien commun *réserve* devra récompense à un autre bien commun *ordinaire*. Ce cas se présentera lorsque durant le mariage, une dette relative à un bien réservé — frais d'entretien d'un bien réservé, frais de procès concernant un même bien — aura été payée sur un propre *ordinaire*. Ceci ressort clairement du dernier paragraphe de l'art. 3 de la loi, ainsi conçu :

« Le mari n'est responsable ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens, des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme, même lorsqu'elle a agi dans la limite des droits que lui confère l'art. 1^{er} mais sans autorisation maritale. »

Donc dans ce cas précis si nous avons recours seulement à la question de propriété nous devrions dire : il n'y a pas lieu à récompense. D'après le texte, au contraire, nous croyons qu'il y aura lieu à récompense. Ce fait prouve que la question théorique de la propriété ne nous donne pas de solution pratique, ou plutôt qu'elle nous en donne une qui doit être repoussée.

2° Supposons que les biens réservés aient le caractère de propres. Si telle est leur condition juridique, le système des récompenses ne devra pas fonctionner entre eux et les autres propres de la femme, d'après la règle générale. Or, en fait, il devra en être autrement. Reprenons l'hypothèse précédente en en modifiant une des données : il s'agit toujours d'une dette relative à un propre, mais cette dette au lieu d'avoir été payée avec un bien commun ordinaire comme précédemment, l'a été avec un bien propre à la femme. Par exemple les frais d'un procès relatifs à un bien réservé ont atteint 4.000 francs ; ces 4.000 francs ont été payés avec un propre de la femme. A la dissolution de la communauté, la femme se porte acceptante. Nous croyons que dans ce cas, avant tout partage, les biens réservés devront récompense à la femme pour la somme en question. Supposons qu'à la dissolution les biens réservés atteignent la somme de 14.000 francs, comme la femme accepte, ces biens réservés (art. 5 de la loi) seront partagés en deux et si le système des récompenses ne fonctionne pas chaque époux aura 7.000 francs.

Mais un tel résultat serait contraire à l'esprit de la loi. La liquidation devra donc avoir lieu autrement. La femme prendra d'abord 4.000 francs à titre de récompense; puis le partage aura lieu, chaque conjoint aura 5.000 francs; de la sorte la femme recevra en tout 9.000 francs et le mari seulement 5.000. Mais alors il y aura eu récompense d'un propre vis-à-vis d'un autre propre: ce qui prouve que la question de propriété est encore ici impuissante à donner une solution pratique conforme à l'esprit de la loi.

On voit donc en un mot que même lorsqu'on a pris parti quant à la question de propriété, on ne possède pas un principe qui soit à même de résoudre les problèmes divers soulevés par le système des récompenses.

Nous croyons que pour résoudre les problèmes, qui se rattachent à la question, qui nous occupe il faut en premier lieu s'inspirer du texte ou de l'esprit de la loi; deuxièmement raisonner par analogie avec le système de droit commun des récompenses; troisièmement substituer à la division ancienne des différentes dettes, en dettes personnelles, dettes relatives à un propre etc.; la division nouvelle des dettes, en dettes contractées dans l'intérêt du ménage, et en dettes contractées dans un intérêt autre que celui du ménage. Avec ces trois principes toutes les questions relatives aux récompenses, en ce qui touchent les biens réservés, doivent pouvoir être tranchées. Prenons quelques exemples:

Si une dette relative à un bien réservé a été payée avec un propre du mari, de la femme ou avec un bien commun ordinaire, le pécule devra récompense.

Si une dette contractée par le mari dans un intérêt autre que celui du ménage a été payée avec un bien réservé, le mari devra récompense au pécule.

Si une dette a été contractée par la femme dans un intérêt autre que celui du ménage — frais d'entretien d'un immeuble propre par exemple — la femme devra récompense au pécule.

Si telles sont les solutions qu'on doive adopter, il reste vrai de dire, comme nous l'avions indiqué au début, que la question de propriété est sans intérêt pratique. Ce qui est important ce sont la lettre et l'esprit de la loi qui établissent certaines règles spéciales concernant le pécule. Aussi pratiquement il n'est pas intéressant de savoir si c'est la femme qui est propriétaire ou si ce sont les époux qui sont copropriétaires du pécule : il suffit de remarquer que le pécule est soumis à un régime spécial qui le classe à part et en fait une *quatrième* masse de biens *quant à l'administration* mais non quant à la propriété.

En résumé la loi de 1907 a modifié considérablement le régime de communauté légale, car elle permet à la femme d'engager une partie des biens communs les biens réservés, et ce droit est très étendu puisque la la femme peut engager les dits biens par n'importe

quelle espèce de dettes. Si la femme se livre à de folles dépenses, les créanciers auront donc le droit de poursuivre le pécule, mais le mari pourra alors intervenir pour empêcher la femme de continuer à agir de la sorte. Ce droit d'intervention du mari, dans le cas où la femme, fait servir le pécule à un but autre qu'aux besoins du ménage, est prévu par l'article 2 qu'il nous faut maintenant étudier.

F. Abus de la femme.

De même que la loi a établi certaines règles pour contrebalancer les pouvoirs fort étendus du mari sous le régime de communauté, de même ici, le législateur, en investissant la femme de certains droits a voulu organiser, dans l'intérêt du ménage, un système afin d'empêcher la femme d'abuser de ses droits nouveaux. Cette question est réglée par l'article 2 de la loi dont nous rappelons le texte :

« En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés, dans l'intérêt du ménage, par l'article précédent, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait soit en tout, soit en partie, par le

tribunal civil du domicile des époux statuant en chambre du conseil, en présence de la femme, où elle dûment appelée, le ministère public entendu.

En cas d'urgence, le président de ce tribunal peut, par ordonnance de référé, lui donner l'autorisation de s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers. »

Cette faculté accordée au mari est le corollaire du système général de la loi : de même que lorsque le mari se montre mauvais administrateur la femme peut demander la séparation de biens, de même ici, si la femme abuse de ses droits, le mari pourra s'adresser au tribunal civil pour demander que les dits droits lui soient retirés. Nous n'insisterons pas sur les dispositions de procédure de l'article : elles ont été mises au point par divers amendements de M. Louis Legrand. Le point intéressant pour nous est de savoir dans quel cas il y a abus ?

Cette question fut posée au Sénat, lors de la première délibération. Dans le texte qui était présenté, le membre de phrase *notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion* n'existait pas, aussi M. de Lamarzelle déclara qu'il craignait que le simple mot *abus*, à cause de son imprécision, ne donnât un pouvoir d'appréciation absolument *discréionnaire* (1) au tribunal. Il ajouta que le mari pourrait se servir de l'ar-

(1) *Journ. off.*, Sénat, séance du 14 mai 1907.

ticle 3, ainsi rédigé, comme d'un instrument de chantage : lorsque la femme serait sur le point de traiter une affaire avec un tiers, le mari dirait : *je vais vous empêcher de faire cette affaire si vous ne me donnez pas telle somme* (1).

M. Béranger intervint également pour demander qu'on précisât le mot abus, il s'exprima ainsi :

« Messieurs, bien que les explications données par M. le rapporteur me paraissent, sur bien des points, très satisfaisantes, je prierai la commission de vouloir bien étudier, entre la première et la deuxième délibération, s'il ne serait vraiment pas possible de donner un peu plus de précision à ce mot « abus ». Il semble que la commission ait eu, comme principale préoccupation, de chercher à protéger les enfants, le mari, la famille, en un mot, contre les dépenses excessives de la femme, contre les dilapidations auxquelles elles pourraient se livrer.

Si c'est à ce point de vue uniquement que s'est placée la commission, assurément le mot d'abus répond suffisamment à sa pensée. Mais il peut y avoir autre chose que des abus de cette nature.

Il peut y avoir imprudence, inexpérience de la femme, qui la conduiront à très mal administrer le petit avoir qu'elle a pu acquérir (2)... »

(1) *Journ. off.*, Sénat, séance du 14 mai 1907.

(2) *Journ. off.*, Sénat, séance du 14 mai 1907, p. 626.

Le rapporteur répondit en prenant un exemple pour indiquer le sens qu'il donnait au mot :

« Pour préciser autant qu'il est possible la portée du mot « abus », j'avais envisagé l'hypothèse d'une femme ayant sagement administré sa fortune, fait des économies, bien géré son pécule pendant quelques années; j'avais ensuite supposé que sous l'empire d'inspirations différentes, elle cessait d'être une femme économiste, entendue aux affaires, qu'elle se livrait à des dépenses excessives — ce qui devenait un abus — ou bien encore qu'elle se laissait entraîner, par imprudence ou par inexpérience, à des opérations téméraires et inquiétantes, autres formes de l'abus (1). »

Alors sur la proposition de M. Théodore Girard, on introduisit dans le texte, le membre de phrase précitée « en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion ».

Ainsi rédigé le texte est satisfaisant. Il laisse encore le champ libre aux interprétations des tribunaux. Le mot de dissipation ne soulève pas de difficulté. Pour apprécier s'il y a dissipation, il faut tenir compte du train de vie habituel du ménage : pour telle femme une dépense de toilette d'un certain prix ne sera pas un acte de dissipation, alors qu'elle le sera pour telle autre. Si par exemple une ouvrière consacre tout son pécule à l'achat d'un diamant de prix, le mari pourra

(1) *Journ. of.*, Sénat, séance du 14 mai 1907, p. 626.

certainement demander au tribunal civil de priver la femme de ses droits. Cela n'empêchera pas le bijoutier vendeur de se faire pay^{er} sur le pécule, d'après le système de la loi, puisque le paiement d'une dette même contractée dans un intérêt autre que celui du ménage pourra être poursuivi sur le pécule.

Quant au point de savoir dans quel cas il y a aura imprudence ou mauvaise gestion, ce sera plus délicat. Une femme qui aura acheté avec ses gains des valeurs de Bourse qui ont depuis l'achat subi une forte baisse, pourra-t-elle se voir retirer ses droits sur son pécule réservé? Nous ne le croyons pas. A notre avis les tribunaux, sous peine de faire le jeu du mari, qui de mauvaise foi contesterait la valeur de l'administration de la femme, devront se montrer assez exigeants sur la gravité des fait susceptibles de motiver le retrait. Au reste grâce à un amendement de M. Legrand l'art. 2 décide que la femme devra être entendue : elle pourra ainsi se défendre elle-même et éclairer le tribunal sur les intentions du mari.

Le système de l'art. 3 est une nouveauté introduite dans notre régime légal, nouveauté qui est, peut-on dire, l'accessoire, le corollaire de la modification principale.

Nous pouvons en terminant, rapprocher ce système de l'art. 3, de la séparation des biens. L'art. 1443 n'est pas non plus très précis sur les causes de séparation, il parle en termes vagues du « désordre des affaires du

mari ». En fait les tribunaux interprètent largement le texte. C'est ainsi que si l'argent gagné par la femme est gaspillé par le mari, la séparation sera possible. Citons à ce sujet un arrêt particulièrement intéressant pour nous et qui accorde la séparation à la femme précisément quand le mari dilapide ses gains (S. 78.2.199) :

« La Cour considérant que l'art. 1443, Code civil, au chapitre de la communauté, reconnaît à la femme le droit de poursuivre en justice la séparation de biens, lorsque sa dot est mise en péril ; — que prise dans un sens large, comme elle doit l'être, cette expression « dot » ne comprend pas seulement les biens mobiliers et immobiliers, mais aussi l'apport que la femme fait à l'association conjugale de son travail, de son industrie et de son talent ; — que ces choses qui ont une valeur légalement appréciable, subviennent aux besoins du ménage au même titre que les biens proprement dits, et en font plus souvent encore la richesse et la prospérité ; — qu'en conséquence, dans le cas où le mari, enfreignant ses droits de bonne administration comme chef et maître de la communauté, dissipe dans l'inconduite et le désordre, au fur et à mesure qu'ils ont été acquis, ou après qu'ils ont été laborieusement économisés, les produits de l'industrie personnelle de la femme, celle-ci est bien fondée à dire que sa dot est mise en péril, et à poursuivre la séparation de biens dans son propre intérêt comme dans celui du mari lui-même et de leurs enfants.

Considérant que les époux Maupois sont mariés sans contrat, et qu'il n'apparaît pas qu'aucun d'eux ait des biens qui lui soient propres en dehors de leur communauté légale ; mais qu'il est constant que la femme a un talent particulier dans la fabrication des fleurs artificielles ; — que pour mieux en tirer parti, ils ont fondé une maison de commerce qui, par le travail et l'économie de la femme, s'est progressivement élevée d'un début tout à fait modeste à un haut degré d'importance ; — que cependant Maupois, dans ces derniers temps, s'est laissé entraîner à une vie de désordres et de dissipations hasardeuses à la Bourse, et y a déjà dévoré une partie du patrimoine commun ; — que ces faits sont établis par les documents de la cause, et qu'il importe à la femme de se prémunir par la séparation de biens contre le danger d'une ruine imminente, etc... »

D'une façon générale, si les *revenus* — peu importe qu'il s'agisse des revenus des propres, de ceux du travail, ou des biens communs — sont gaspillés, il y aura lieu à séparation de biens. Le système de l'art. 3 est absolument analogue :

La séparation fut instituée — en partie — pour empêcher le mari de gaspiller les produits du travail de la femme ;

Le système de l'art. 3 a été établi pour empêcher la femme de gaspiller elle-même les produits de son propre travail.

Ce système n'est donc pas, à vrai dire, une modification apportée, au régime légal, il est bien plutôt conforme à l'économie générale de ce régime : celui qui exerce certains droits peut se les voir retirés s'il en *abuse*.

G. Droit d'ester en justice.

Puisque le législateur investissait la femme de droits étendus il était naturel qu'il lui donnât également la faculté de faire valoir ses droits, aussi l'art. 6 accorde-t-il à la femme le droit d'ester en justice sans aucune autorisation :

« La femme pourra ester en justice sans autorisation, dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi ».

M. Guillier fait remarquer dans son rapport que « la Chambre avait décidé que les actes de procédure, les jugements et les significations nécessaires pour l'exécution de la loi seraient dispensés des droits de greffe, de timbre et d'enregistrement (1) ». Mais le Ministre des Finances intervint en faisant remarquer

(1) Guillier, Rapport, pp. 16 et 17.

que la loi n'était pas faite seulement pour les ouvriers, pour les ménages peu aisés : « L'exemption complète d'impôts, dit-il, s'expliquerait à la rigueur, si la proposition de loi était restreinte à des salaires d'ouvriers ou à des gains modiques. Mais il n'en est pas ainsi... elle est étendue à tous les produits du travail quelle qu'en soit l'importance.

Il arriverait de la sorte fréquemment que la dispense des droits profiterait à des personnes qui sont parfaitement en état de supporter toutes les charges de la procédure engagée pour la sauvegarde de leurs intérêts. Ce serait donc le Trésor public qui devrait faire les frais de cette procédure et venir indirectement en aide à des plaideurs qui n'en ont nul besoin (1) ». On se rendit à ces raisons et les instances en question furent laissées sous l'empire du droit commun.

L'article 6 de la loi du 13 juillet 1907 vient donc apporter une importante modification à l'art. 215 Code civil, qui exigeait que pour ester en justice la femme fût toujours autorisée par son mari. *L'incapacité de la femme mariée se trouve donc de ce fait considérablement diminuée.*

(1) Guillier, Rapport, pp. 16 et 17.

II. Dissolution de la communauté.

La question relative à la dissolution de la communauté est réglée par l'article 5 que nous rappelons ici :

« S'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun.

Si la femme renonce à la communauté, elle les gardera francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont ils étaient antérieurement le gage, en vertu de l'article 3 de la présente loi.

Cette faculté appartiendra à ses héritiers en ligne directe.

Sur tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, ces biens sont propres à la femme. »

Cette disposition adoptée par la loi française était déjà celle de la loi genevoise du 7 novembre 1894, dont l'article 4 était ainsi conçu : « A la dissolution du mariage, le mari ou ses héritiers pourront exiger que les biens personnels de la femme acquis conformément à l'article 1^{er} de la présente loi soient rapportés à la communauté. Si la femme ou ses héritiers renoncent à la communauté, ils ne seront pas soumis à cette obligation. »

Nous aurons à apprécier cette solution en nous plaçant successivement au point de vue de la pratique et de l'équité, puis au point de vue juridique.

1° *Point de vue pratique et d'équité.* — Si l'on envisage la disposition de l'article 5 sous cet angle, on ne peut, croyons-nous, que l'approuver.

Il faut, en effet, que, si la communauté est obérée, la femme puisse soustraire son pécule aux conséquences de la mauvaise administration du mari.

Il est d'abord un point certain : c'est que les tiers ne seront pas lésés. Les tiers qui pouvaient poursuivre le pécule durant la communauté, étaient ceux avec qui le mari avait contracté dans l'intérêt du ménage et *tous* les créanciers de la femme : après la dissolution lorsque la femme aura renoncé, leur droit de poursuite reste entier. Quant aux créanciers qui ont contracté avec le mari dans un intérêt autre que celui du ménage, ils n'ont jamais eu aucun espoir de pouvoir poursuivre le pécule : la renonciation de la femme et sa reprise du pécule ne change donc rien à leurs droits qui ne sont ni augmentés ni diminués. Si, au contraire, le pécule de la femme renonçante était resté en communauté, il serait devenu le gage des créanciers dont nous venons de parler et les conséquences d'une mauvaise administration maritale se serait ainsi fait sentir sur le pécule au moment de la dissolution de la communauté : ce que le législateur n'a pu admettre.

C'est, en effet, au moment même de la dissolution que

la protection du pécule s'impose. M. Saleilles l'a fait remarquer avec justesse à la Société d'*Etudes législatives* en 1902 :

« Il faut cependant bien que vous acceptiez, disait-il, que la femme ait un moyen quelconque, lorsqu'elle est veuve, de sauver du désastre, à supposer qu'il y ait désastre, ce qui vient du travail de ses mains, ce qu'elle a gagné par son travail personnel. » Et prenant le cas du prédécès du mari M. Saleilles ajoute : « Entre qui le conflit va-t-il s'élever ? Entre la femme survivante et les héritiers du mari, les enfants communs du mariage ou, à défaut d'enfants, les héritiers peut-être éloignés du mari.

Et vous voulez, que dans cette hypothèse, je ne sois pas choqué de voir la mère, la veuve, obligée de partager le petit pécule qu'elle aura péniblement amassé pour subvenir aux jours difficiles de la vieillesse et obligée d'en donner moitié aux représentants du mari, fût-ce même à ses propres enfants ?

Songez que nous voulons régler une institution qui vise surtout les classes ouvrières. Or, voyez ce qui se passe dans les classes pauvres lorsque le père meurt ; la plupart du temps, les fils se dispersent, ils travaillent au loin, trop souvent aussi ils versent dans la débauche ; la mère, si elle n'a aucune économie qui lui reste, n'a guère à compter sur l'assistance de ses enfants, elle risque d'être à la merci de la charité publique.

Et c'est dans ces conditions, si elle a travaillé de ses mains, si elle a péniblement mis de côté un petit pécule dans l'espoir d'être un jour à l'abri du besoin, que, le veuvage survenant, on voudrait lui arracher une part de ses économies pour la donner aux représentants du mari ! Cela me paraît profondément injuste (1) ».

Et nous croyons en effet que si l'on se place au point de vue de la justice il est tout à fait équitable que la femme renonçante puisse ainsi que ses héritiers directs reprendre son pécule. Si à cela on oppose que le mari devrait avoir le même droit, il faut répondre que la situation n'est pas la même. Normalement, c'est le mari qui doit subvenir à l'entretien du ménage, le travail de la femme ne doit être qu'exceptionnel et c'est ce caractère d'exception qui, précisément, doit faire aux produits du travail de la femme une situation à part. Où il y aurait eu inégalité, injustice c'eût été dans le cas où la femme aurait pu même acceptante reprendre la totalité de son pécule, mais la loi n'a pas permis cette combinaison. La femme ne pourra donc pas à la dissolution de la communauté prendre d'abord son pécule, puis la moitié des gains du mari. Les époux pourraient-ils établir un tel système par contrat de mariage ? Ceci est une question que nous n'entreprendrons pas de résoudre, car nous

(1) *Bull. soc. Et. Légis*, 1902, pp. 142, 143 et 144.

nous occupons seulement du régime de la communauté légale.

2° *Point de vue juridique.* — Au point de vue de la justice le système de la loi est excellent. Mais peut-il se défendre au point de vue juridique ?

Il est clair que l'article 5, qui établit ce système, apporte aux règles concernant la dissolution de la communauté une modification de tout premier ordre. En effet, *les biens réservés étant des biens communs*, si l'on avait suivi le droit commun, la femme renonçante n'aurait dû avoir aucun droit sur eux, lors de la dissolution de la communauté. « La femme qui renonce à la communauté est censée n'avoir jamais été commune : tout ce qui compose la communauté, actif et passif reste au mari (1) ». Avec la loi nouvelle, au contraire, la femme peut renoncer et pourtant reprendre une masse de biens communs : le pécule. Cette masse sera reprise franche et quitte de toutes dettes autres que celles dont elle était antérieurement le gage : c'est-à-dire que pourront seuls se faire payer sur ces biens *tous* les créanciers de la femme et les créanciers du mari quand il s'agira d'une dette contractée dans l'intérêt du ménage. La femme se trouvera donc *retroactivement* propriétaire exclusive du pécule, alors que durant le mariage elle en était seulement copropriétaire avec le mari.

(1) Planiol, *op. cit.*, III, p. 419.

Une telle solution est parfaitement acceptable au point de vue juridique : il existait en effet avant la loi du 13 juillet 1907 deux exceptions au principe que la femme renonçante perd tout droit sur les biens communs.

La première est contenue dans l'article 1481 Code civil : même la femme qui renonce à la communauté peut se faire payer sur elle une certaine somme pour l'achat de vêtements de deuil.

La seconde exception résulte de l'alinéa 2 de l'art. 1492. L'art. 1492 est ainsi conçu :

« La femme qui renonce, perd toute espèce de droit sur les biens de la communauté, et même sur le mobilier qui y est entré de son chef. — Elle retire seulement les linges et hardes à son usage. » On peut dire que la disposition de l'art. 5 de la nouvelle est une extension de ces deux conceptions.

Cette reprise des linges et hardes ne s'étend pas aux bijoux, bijoux et dentelles qui étaient biens communs, donc en fait l'exception de l'art. 1492 n'est pas considérable. A propos d'elle on a fait remarquer qu'il serait désirable que la femme pût également retirer de la communauté, même si elle renonce, d'autres objets : « La coutume de Tours, par exemple, accordait à l'épouse « un lit garni, ses heures et patenôtres, une de ses meilleures robes et l'autre moyenne, tant d'hiver que d'été ». MM. Colmet de Santerre et Guillouard regrettent que le Code civil n'ait pas songé au lit garni

de la coutume de Tours. Peut-être l'humanité commanderait-elle de laisser à l'épouse survivante les meubles insaisissables et aussi les instruments indispensables à l'exercice de sa profession : une machine à coudre par exemple. Ce sont là des points de vue modernes. Il s'agirait — sans faire de législation spéciale à telle ou telle classe de la société — de venir au secours de la veuve de condition pauvre (1) ».

En fait l'article 5 réalisera souvent l'extension réclamée à propos de l'art. 1492, Code civil. Il suffira que la femme puisse prouver qu'elle a acheté le lit ou la machine à coudre avec ses gains et salaires. De la sorte il y aura plus de justice et d'équité. Prenons l'exemple d'une couturière qui, avec ses gains personnels achète une machine à coudre. Cette machine tombe dans le patrimoine commun. Le mari meurt endetté, la femme renonce. Jadis elle se trouvait alors laissée sans ressources, dépouillée même de son gagne-pain, de sa machine. Actuellement dans une telle hypothèse ce fait regrettable ne se produira plus : la loi réalise donc une amélioration sensible. On aurait pu même décider qu'à l'égard de ses instruments de travail la femme n'aurait pas eu à prouver qu'ils ont été achetés avec le produit de son travail, on aurait pu établir à leur égard la *présomption légale* que la femme les a acquis de cette façon.

(1) Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, *Le Contrat de mariage*, t. II, p. 609.

Mais les deux exceptions au principe, que la femme qui renonce perd tout droit sur les biens communs, peuvent être différenciées de la disposition de l'art. 5 pour deux raisons. En premier lieu, parce qu'ils ne peuvent pas en général permettre à l'épouse de retirer de la communauté des sommes bien importantes, ensuite parce que le droit en question ne peut être exercé que par la femme et non par ses héritiers. La modification de l'art. 5 de la loi nouvelle peut au contraire avoir trait à des sommes considérables, il suffit de prendre l'exemple d'une femme actrice, peintre ou écrivain ; et de plus le droit appartient aussi aux héritiers directs de la femme.

Pour montrer en dernier lieu que le système de l'article 5 ne fait pas échec à l'économie générale du régime de communauté, il suffit de le rapprocher de la clause de reprise d'apport — possible d'après l'art. 1514 — qui joue souvent sous un régime de communauté conventionnelle. On pourrait dire qu'avec la loi nouvelle, nous sommes en présence d'un apport *sui generis* — suivant l'expression de M. Bufnoir (1) — et que pour cet apport spécial la loi présume sous-entendue la clause de reprise que nous indiquions, seulement avec cette différence que la clause *conventionnelle* n'est pas opposable aux créanciers, tandis que la clause *légale* est opposable aux créanciers qui ont contracté avec le mari dans un intérêt autre que celui du ménage.

(1) Voir Bufnoir, *Bulletin de Légis. comp.*, n° 2 fév. 1896, p. 175.

I. *La question de preuve.* — Comment fallait-il décider que la femme ferait la preuve de ses biens réservés ? Telle était la question capitale qu'il fallait résoudre après avoir institué les biens réservés. Nous disons que cette question de preuve a un intérêt primordial : nous pouvons le montrer brièvement.

1° La femme est en conflit avec son mari ou ses héritiers. — Dans le cas où il y a dissolution de la communauté, nous avons vu que la femme renonçante peut reprendre le pécule. Mais, il sera alors nécessaire que la femme prouve quels sont les biens qui font partie du pécule, contre le mari ou les héritiers qui auront intérêt à soutenir que le pécule est le plus petit possible.

2° La femme est en conflit avec les tiers. — La femme se trouve par exemple en présence de créanciers qui ont contracté avec le mari dans un intérêt autre que celui du ménage. Ces créanciers poursuivent les biens qui sont entre les mains des époux, ils soutiennent que certains biens sont des biens communs *ordinaires* alors que la femme déclare qu'ils sont *réservés*. La femme devra alors prouver quels sont les biens, qui, grâce à leur qualité de *réservés*, vont échapper à la poursuite des créanciers en question.

On voit donc l'importance de la question. C'est précisément à ce point de vue qu'il serait désirable que les biens réservés formassent une masse à part, isolée des trois autres patrimoines, une masse bien délimitée,

clairement identifiée. Mais un tel résultat est en pratique difficilement réalisable.

Un autre fait vient compliquer le problème, c'est que dans certains cas le mari et la femme auront intérêt à se concerter pour tromper les tiers sur la consistance des biens réservés. Quand la femme est en conflit avec le mari ou ses héritiers, il n'y aura évidemment pas de difficulté de ce genre, mais si la femme est en conflit avec des tiers, des créanciers du mari, il en est tout autrement. Et mari et femme s'entendront, tantôt pour majorer, tantôt pour diminuer l'étendue du pécule. Si le mari a, par exemple, beaucoup de créanciers avec lesquels il a contracté dans un intérêt autre que celui du ménage — dépenses de cercle ou de cabaret — les deux conjoints pourront s'entendre pour faire passer dans le pécule une partie des biens communs ou des biens propres du mari. Inversement s'il s'agit de certains créanciers de la femme, les deux époux pourront se mettre d'accord pour diminuer au contraire le pécule, pour le dégonfler, par exemple, au profit des propres du mari.

Pour résoudre équitablement le problème, il fallait éviter un double danger :

Si l'on facilitait trop à l'épouse la preuve de la qualité de biens réservés, si on établissait une présomption quelconque en sa faveur, on risquait fort de favoriser les fraudes de la femme contre le mari ou les fraudes des deux conjoints contre les tiers.

Si à l'inverse, on se montrait trop rigoureux pour l'établissement de cette preuve, on détruisait par cela même toute la protection qu'on avait voulu accorder aux produits du travail de la femme.

Le système adopté par la loi paraît étranger à ces deux défauts : il n'établit pas de présomption en faveur de la femme, mais cependant, il se montre très large dans les moyens de preuve. C'est l'article 4 qui règle cette question, il est ainsi conçu :

« En cas de contestation, la femme pourra, tant vis-à-vis de son mari que vis-à-vis des tiers, établir par toutes preuves de droit, même par témoins, mais non par la commune renommée, la consistance et la provenance des biens réservés. »

Dans la rédaction primitive de l'article, il n'était parlé que de la « consistance ». M. Louis Legrand demanda qu'on remplaçât le mot « consistance » par le mot « provenance ». M. Le Chevallier fut d'avis qu'on insérât les deux mots reliés par la conjonction « ou ». Mais quand le texte retourna à la commission, il fut modifié et à la place de la conjonction « ou », on introduisit la conjonction « et ». Mais comme le fait remarquer avec raison M. Sourdois, les deux mots font double emploi car le meilleur moyen de prouver la *consistance* du pécule, c'est d'en indiquer la *provenance* (1).

(1) Voir à ce sujet Jean Sourdois : *Les droits de la femme mariée*

Pour établir cette provenance, la femme pourra donc avoir recours à tous les moyens de preuve sauf la commune renommée jugée comme mode trop dangereux. Si par exemple il s'agit d'une valeur de bourse, d'une obligation quelconque au sujet de laquelle il y a contestation, il suffira à la femme de produire le bordereau d'achat pour prouver que cette valeur est un bien réservé.

En ce qui concerne la preuve testimoniale une controverse peut s'élever ; faut-il exiger que cette preuve soit fournie conformément aux règles du droit commun posées dans les articles 1341 et suivants du Code civil ; ou bien faut-il décider que le législateur, dans le but de favoriser la femme mariée, a simplifié en sa faveur ce moyen de preuve et qu'ainsi il n'exige pas pour elle le commencement de preuve par écrit demandé par l'art. 1347 ? La femme pourrait alors quel que soit le montant de la somme en litige, faire la preuve par témoins.

Nous croyons que cette seconde opinion doit être adoptée pour quatre motifs.

En premier lieu, il semble que M. Guillier, rapporteur au Sénat, ait eu en vue une preuve par témoins possible quelle que soit la somme en question. M. Guil-

sur les produits de son travail, Rev. tri. dr. civ., 1907, n° 3, p. 576, et Crevoisier, *Le libre salaire de la femme mariée*, Belzacq, éditeur, p. 48.

lier dit en effet : « Elle fera cette preuve par tous les moyens de droit commun, *même par témoins* (1). »

Deuxièmement, M. Viollette, dans son rapport à la Chambre, s'exprime ainsi : « La femme pourra faire cette preuve en produisant le bordereau d'agent de change, ou l'acte d'acquisition, elle pourra aussi faire entendre des témoins même si la somme dépasse 150 francs. En un mot elle sera admise à prouver la consistance et la provenance des biens réservés par tous les modes de preuves imaginables. Un seul est exclu, la commune renommée, parce qu'elle est trop incertaine (2). »

En troisième lieu, il semble, comme le fait remarquer M. Crevoisier dans son commentaire de la loi, que le législateur a voulu sur ce point assimiler la femme travailleuse à la femme commerçante. Or, d'après l'article 109 du Code de commerce, la preuve par témoins est possible quelle que soit la somme.

Enfin et surtout, il est permis de croire qu'en cette matière, il était indispensable d'étendre le champ d'action de la preuve testimoniale, sinon la preuve eut été trop difficile à faire par la femme.

Il y a donc, sur ce point particulier, modification des règles du droit commun, et le système adopté par le législateur quant au mode de preuve est une innovation introduite dans le mécanisme du régime communau-

(1) Guillier, rapport. p. 15.

(2) Viollette, rapport, p. 10.

taire, car, comme le faisait remarquer M. Tissier « on sait combien notre jurisprudence est rigoureuse quand il s'agit, pour la femme, sous le régime de communauté d'acquêts, de faire la preuve des reprises mobilières qu'elle veut exercer à l'encontre des créanciers de son mari (1). »

En terminant cette question de preuve, nous pouvons rappeler les renseignements intéressants que M. Léon Lyon-Caen nous donne au sujet de la preuve des biens réservés (*Vorbehaltsgut*) en droit allemand (2).

1° *Rapport de la femme avec le mari.* — Il existe une présomption légale en faveur des biens à l'usage personnel de la femme et en particulier de ses instruments de travail, ceci ressort du § 2 de l'art. 1363 : « Quant aux choses destinées exclusivement à l'usage personnel de la femme, spécialement aux vêtements, parures, instruments de travail, on présume dans les rapports entre époux et à l'égard des créanciers, que ces choses appartiennent à la femme. »

Quant aux autres biens, la femme a une grande latitude pour en faire la preuve.

2° *Rapport de la femme et des tiers.* — Ici la présomption est renversée : toute la fortune des époux est censée appartenir au mari ; à la femme de prouver le contraire. L'art. 1362, al. 1 est, en effet, ainsi conçu : « On présume en faveur des créanciers du mari que

(1) Tissier, *Bulletin de la soc. d'Et. Législ.*, 1902, p. 49.

(2) Léon Lyon-Caen, *op. cit.*, p. 223 et suiv.

les choses mobilières se trouvant en la possession des époux ou de l'un d'eux appartiennent au mari. Il en est ainsi spécialement même pour les titres au porteur et pour les effets à ordre revêtus d'endos en blanc. » De plus les biens réservés sont soumis à un régime de publicité qui empêchera bien des difficultés de naître, ils doivent être inscrits au registre matrimonial (Güterrechtsregister).

« Il est enfin, dit M. Lyon-Caen, une institution propre à la procédure civile allemande, le serment de manifestation (Offenbarungseid), qui trouvera son application toute naturelle au cas où les créanciers veulent saisir un bien que le mari présente, frauduleusement peut-être, comme constituant un Vorbehaltsgut. Ils lui déféreront le serment. Il jurera, sous les peines très graves qui frappent le parjure, et les créanciers sauront ainsi à quoi s'en tenir sur la qualité du bien en question (1). »

Quant à la preuve que la femme doit fournir lorsqu'elle veut effectuer un placement nous rappelons qu'il suffira qu'elle prouve *par acte de notoriété ou par tout autre moyen mentionné dans la convention qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari* (loi du 13 Juillet 1907, art. 1^{er}).

(1) Léon Lyon-Caen, *op. cit.*, p. 230.

APPENDICE

DE LA FEMME MARIÉE EXERÇANT UN COMMERCE SÉPARÉ

Quand nous avons indiqué au début de ce chapitre l'étendue de la loi nouvelle quant aux personnes et quant aux biens, nous avons annoncé que la loi avait décidé que les bénéfices réalisés par la femme qui exerce un commerce séparé tombent dans le pécule. Il nous faut maintenant reprendre cette question, puis comparer la femme commerçante d'avant la loi, à celle d'après la loi du 13 Juillet 1907.

I

La solution de la loi.

La loi du 13 juillet 1907 s'applique à la femme commerçante comme aux autres femmes qui travaillent. On ne voit pas, en effet, *au point de vue de l'équité*, quels bons motifs on aurait pu invoquer pour protéger la femme employée, travaillant pour autrui et non pas

celle qui travaille à son propre compte. Que la loi nouvelle s'applique à la femme qui exerce un commerce séparé, cela ressort du texte même de la loi (art. 1^{er}) et des explications très nettes fournies par M. Guillier, dans son rapport, et formulées comme il suit :

« La loi protégera toutes les femmes laborieuses sans exception.

Qu'elles soient ouvrières, employées, professeurs, artistes, écrivains, fonctionnaires, commerçantes ou artisanes, du moment qu'elles exercent une profession et se livrent à un *travail séparé* de celui de leur mari, elles peuvent se constituer une sorte de pécule réservé sur les *produits de leur travail personnel*.

Certains économistes ne vont pas, dans cette voie, aussi loin que votre Commission.

Ils font une exception pour la femme commerçante, qu'ils excluent du bénéfice de la réforme.

Nous estimons, au contraire, que la femme qui déploie son activité hors du ménage, en vue de lui procurer des ressources, doit pouvoir conserver les produits de ses efforts, quelle que soit la sphère dans laquelle elle évolue. Si celles qui sont attachées à une usine, à un atelier, à une administration publique ou privée, sont dignes d'intérêt, ne le sont-elles pas au même titre celles qui dirigent un magasin, une industrie ?

Convient-il de faire une distinction entre l'établissement de commerce qui, grâce à l'habile gestion de la

femme, a pris un certain développement, et le modeste atelier dans lequel elle travaille seule ou avec l'aide d'un personnel restreint (1)? »

Mais la solution adoptée par la loi ne le fut pas sans discussion, à cause d'une grosse difficulté concernant les produits du travail de cette catégorie spéciale de femmes. Comment, en effet, séparer dans l'entreprise dirigée par la femme la part du capital et celle du travail?

C'est uniquement, disait-on, la part de bénéfices due au travail qui doit entrer dans le pécule et non pas celle due au capital.

Le législateur n'a pas vu le moyen de faire une telle ventilation, il n'a pas voulu s'engager dans une réglementation trop compliquée. Dans l'expression « produits du travail », il faut comprendre la totalité des bénéfices, c'est-à-dire l'intérêt du capital et les bénéfices dus exclusivement au travail : « D'autre part, disait M. Guillier, dans les bénéfices commerciaux, comment faire la part du capital engagé et celle du travail? C'est pourquoi nous mettons les gains réalisés dans l'exploitation d'un fonds industriel ou de commerce sur la même ligne que les salaires proprement dits, et nous les englobons tous dans l'expression générale « les produits de son travail personnel » qui s'appliquera indistinctement à tout ce que la femme pourra gagner en travaillant (2). »

(1) Guillier, rapport, *op. cit.*, pp. 8 et 9.

(2) *Ibid.*

Donc d'après la loi, les gains — tant la part afférente au travail que celle afférente au capital — réalisés par la femme exerçant une industrie ou un commerce séparé, tombent dans le pécule. Cherchons maintenant à apprécier ce système *simpliste*, en envisageant quelques-unes de ses conséquences. Pour ce faire, il est indispensable d'avoir recours à plusieurs hypothèses.

1° *Le capital grâce auquel la femme exerce son commerce ou son industrie est un bien propre.* — Dans ce cas les bénéfices de l'entreprise, comme du reste dans tous les autres cas que nous allons examiner, tombent dans le pécule. Examinons, en les séparant théoriquement, la part du travail et celle du capital. Pour la première, pas de difficulté si l'on a admis le principe même de la loi ; mais pour la seconde, il en est autrement, le fait qu'elle entre aussi dans les biens réservés est une extension de la loi à l'intérieur de la loi elle-même. Et nous nous expliquons.

Avant la loi cet intérêt d'un capital propre à la femme était soumis aux pouvoirs d'administration du mari, et, en tant que bien *consomptible* (art. 587), le mari en usait à son gré. Avec la loi nouvelle ceci n'est plus possible. Voilà donc les revenus d'un propre de la femme qui, *par accession*, vont suivre le sort des produits du travail, s'incorporer aux biens réservés et échapper ainsi à l'administration du mari.

2° *Le capital que la femme a mis dans son fonds, a été pris dans le pécule lui-même.* — Cette hypothèse ne sou-

lève aucune objection : que les bénéfices — sans qu'on songe à distinguer l'intérêt du capital et le profit net — tombent alors dans le pécule, c'est uniquement la conséquence directe des principes qui forment le corps de la loi. La part due au travail va grossir les biens réservés en tant que salaires, la part due au capital se joint aux mêmes biens, en tant qu'économies, en tant que revenus procurés par le placement du pécule ; la femme, au lieu de placer ses biens réservés dans une entreprise de chemin de fer ou dans l'exploitation d'une mine d'or, les fait fructifier elle-même. Le pécule fera ainsi boule de neige.

Dans cette hypothèse, ce sont les principes de la loi qui s'appliquent strictement sans aucune extension.

Et en pratique une telle situation se présentera fort souvent. En fait, il arrive fréquemment qu'une femme, une modiste par exemple, après avoir travaillé pour autrui, achète ensuite un fonds, avec les économies faites sur ses gains, et travaille à son compte. Aussi M. Guillier a-t-il pu dire avec raison : « le plus souvent, c'est avec ses propres économies, que la femme monte un petit commerce. Quand une ouvrière succède à sa patronne ou s'installe pour son propre compte, elle le fait avec le capital qu'elle a pu constituer grâce à l'épargne (1). »

Cependant si nombreuses qu'elles soient, ces situa-

(1) Guillier, *op. cit.*, p. 9.

tions ne sont pas générales : le capital sera, en effet, dans de nombreux cas, un bien commun.

3° *Le capital est un bien commun.* — Nous arrivons alors à une troisième hypothèse : celle où le capital a été pris dans les biens communs *ordinaires* (c'est-à-dire les biens autres que les biens réservés) : par exemple la femme achète un fonds de commerce avec les économies réalisées sur les gains du mari. Alors tous les bénéfices faits par la femme sont encore biens réservés : ici la solution simpliste de la loi devient discutable. Aussi M. Thaller fut-il d'avis, lors des intéressantes discussions qui eurent lieu en 1902, de rejeter la femme commerçante hors de la loi. Il soutenait son opinion de la façon suivante :

« La grande différence entre la femme ouvrière et la femme commerçante, la voici : tout commerçant met dans son fonds un petit capital, si faible soit-il (quelques milliers de francs). Ce capital d'où vient-il ? Quelle en est la nature ? C'est une valeur de communauté nécessairement ; ce capital de communauté, je ne dis pas qu'il demeure sous la gestion actuelle du mari, puisqu'il en a confié tout au contraire à sa femme l'administration, mais il reste sujet au retrait du mari aussitôt que celui-ci en témoignera le désir.

Telles circonstances vont mettre un terme à l'exploitation de ce commerce ; la femme tombe malade par exemple : cette valeur, ce capital de 3 ou 4.000 francs va se trouver grossi des bénéfices réalisés dans l'intervalle.

Or, il est absolument impossible de matérialiser le profit réalisé dans des biens qui se sépareraient du fonds d'exploitation lui-même. Il est incorporé dans l'ensemble du capital industriel, dans les marchandises, dans la caisse, dans le compte des banquiers. Si le mari a le droit de reprendre ce capital, du même coup s'exerce en sa faveur la reprise des bénéfices.

Toute ligne de démarcation m'échappe. Le bénéfice, c'est la différence entre deux valeurs : la valeur d'entrée d'exercice et la valeur de sortie.

En prétendant donner au profit un corps distinct, nous entrons dans des difficultés à peu près inextricables. Ou bien il faudra recourir à une ventilation, permettre à la femme si son mari entend la déposer du tout, capital et bénéfices réunis, de recourir à une procédure ayant pour but un partage d'administration, quoique rien ne soit changé au régime matrimonial. Cela sera bien compliqué, ce ne sera plus en tout cas conforme à l'esprit de la proposition de loi qui statue à l'égard des valeurs bien délimitées, n'exigeant pas l'intervention première d'un juge ou d'un arbitre pour réaliser leur identité.

Encore ne prenons-nous l'objection que par un seul de ses côtés. Dans le gain commercial, il y a deux éléments réunis, l'intérêt du capital engagé et le profit net. Si l'on peut s'expliquer en équité que la femme marchande conserve le profit, même après que le mari lui aurait repris le fonds, ce dernier a bien le droit,

semble-t-il, d'être dédommagé de l'intérêt, puisque si la femme n'avait pas ouvert et exploité un magasin, c'est lui, mari qui aurait géré ce capital et qui en détiendrait aujourd'hui le revenu. Par suite de cette nouvelle considération, la ventilation à opérer présenterait un surcroît de difficulté (1) ».

Et c'est pour éviter ces inconvénients et ces inégalités que M. Tissier, avait pris soin d'indiquer, dans le texte soumis à la société d'*Etudes législatives*, que les droits institués par la loi, ne s'appliqueraient pas *aux gains provenant d'un commerce ou d'une industrie entretenus ou alimentés à l'aide de fonds du mari ou de la communauté* (2). Mais avec un tel texte, tous les bénéfices étant alors exclus du pécule, la femme n'aurait même pas été protégée quant à la part de bénéfices représentant son salaire et ç'eût été une injustice par rapport aux autres femmes travailleuses.

En cette matière il fallait avantager l'un des époux aux dépens de l'autre : la loi du 13 juillet 1907 a sacrifié le mari ; mais on ne peut le reprocher au législateur vu la difficulté qu'il y avait à maintenir la balance égale entre les deux conjoints, tout en établissant la réforme qui était l'objet de la loi.

Actuellement le mari qui mettra à la disposition de la femme un capital commun, verra donc l'adminis-

(1) *Bulletin de la soc. d'Et. Législ.*, 1901-1906, pp. 121 et 122.

(2) *Bulletin de la soc. d'Et. Législ.*, 1902, p. 55.

tration des revenus de ce capital lui échapper : l'économie général du régime communautaire est donc de ce fait profondément modifiée. Le mari pourra, il est vrai, reprendre quand il le voudra ce capital commun, car l'autorisation qu'il aura donnée à la femme de le faire fructifier sera toujours révocable *ad nutum*.

4° *Le capital est un propre du mari.* — Enfin reste une dernière hypothèse : celle où le capital est un bien propre du mari. Les mêmes arguments que ceux développés à l'instant pourraient être reproduits ici ; et avec plus de force.

Prenons un exemple : la femme est à la tête d'une maison de couture, le mari met à sa disposition une somme qui lui est propre pour qu'elle puisse augmenter le chiffre de ses affaires. La femme fait des bénéfices qui tombent en totalité dans les biens réservés. Le mari ne deviendra pas l'administrateur du capital par lui remis à sa femme et qui pourtant lui est propre, à la dissolution de la communauté la femme renonçante pourra garder tous ses intérêts accumulés pour elle seule car ils seront biens réservés, *et il n'y aura pas lieu à récompense*.

Un tel résultat paraît ainsi injuste et il aura pour conséquence ce fait que *le mari trouvera plus avantageux de placer ses propres fonds dans toute entreprise autre que celle à la tête de laquelle se trouve sa femme !* Tels sont parfois les aboutissants bizarres des lois les meilleures. Il est vrai, qu'en fait, les parties corrigeront probable-

ment d'elles-mêmes les inconséquences d'un tel système.

Telle est la loi. Dans les deux dernières hypothèses que nous venons d'indiquer, il eut été certes préférable que la ventilation dont parlait M. Thaller fût possible. En fait, n'aura-t-elle pas lieu bien souvent ? La femme commerçante ne trouvera-t-elle pas le moyen de faire le départ de ce qui revient au capital et de ce qui représente le travail de direction ? C'est une opération que fait tout commerçant qui fait marcher son commerce avec des capitaux empruntés : si la femme est dans ce cas, elle fera comme les autres. Et si le prêteur, au lieu d'être un étranger, est le mari, l'opération n'en sera pas plus difficile. Aussi M. Saleilles, dans le projet par lui présenté à la société d'*Etudes Législatives*, prévoyait-il la ventilation en question dans l'article 1^{er} : « ...Sont biens réservés... 3° Les bénéfices retirés par elle d'un commerce exercé avec des fonds dont elle eut la libre disposition, ou, s'il s'agit de fonds, mis à sa disposition par le mari ou par la communauté, sous le régime de communauté, ces mêmes bénéfices *défalcation faite* de la part correspondant aux fonds qui lui ont été fournis (1). »

Au reste une ventilation sera souvent nécessaire, en fait, même avec le texte de la loi. Si, par exemple, au

(1) *Bulletin de la soc. d'Et. Législ.*, 1902, p. 205.

cours de la communauté, le mari veut reprendre à la femme le capital mis à sa disposition, il faudra faire le départ du capital primitif et du capital augmenté, accumulé, dans le cas où la femme aura transformé ses bénéfices en machines, matières premières, frais d'agrandissement, etc... Une telle ventilation aura lieu aussi dans le cas où, à la dissolution de la communauté, la femme renoncera et gardera son pécule. Il faudra estimer dans l'ensemble du fonds ce qui est bien réservé et ce qui est le capital primitif — commun *ordinaire* ou propre confié à la femme — cette seconde part devant retourner au mari ou à ses héritiers.

Cependant le législateur a eu raison, somme toute, d'adopter sa solution simpliste : de la sorte les ventilations délicates dont nous parlons seront assez rares. Si le législateur avait adopté la solution contraire, s'il avait voulu qu'on fît toujours le partage entre les bénéfices dus au travail et ceux dus au capital, il se serait engagé dans une voie difficile. Au lieu d'introduire la paix dans les ménages, il y eut fait entrer le désordre, les contestations, les recours à la justice. Et il aurait fallu mettre à la mode entre époux un comptabilisme déplacé et irréalisable : en théorie, toutes ces divisions en patrimoines, en masses de biens séparés, avec des sectionnements, à l'intérieur même de ces masses, sont *mathématiquement* possibles, mais il faut reconnaître qu'en fait elles ne sont pas la réalité des choses.

En résumé pour des raisons d'ordre pratique, le système de la ventilation devait être écarté. Restaient deux systèmes :

Celui proposé par M. Tissier, d'après lequel la femme exerçant le commerce avec des fonds du mari ou de la communauté n'aurait vu ses bénéfices nullement protégés, elle eût été mise en marge de la loi ;

L'autre en vertu duquel la femme commerçante devait toujours être protégée pour la totalité des bénéfices par elle réalisés.

Dans le premier système la femme était sacrifiée, dans le second, c'était le mari. Puisqu'ainsi, pour *simplifier* il fallait *sacrifier* l'un des deux conjoints, il était assez naturel que dans une loi féministe, le législateur choisit le mari. Les féministes devront reconnaître, que cette fois au moins, le législateur n'a pas fait la loi pour lui.

II

Situation de la femme exerçant un commerce séparé, depuis
la loi du 13 juillet 1907.

Avant la loi du 13 juillet 1907, la femme commerçante se trouvait déjà dans une situation privilégiée, quant à sa capacité et quant à ses droits pécuniaires. En sorte qu'en sa faveur bien des règles du régime communautaire se trouvaient mises en échec.

Elle pouvait ainsi faire à l'occasion de son commerce, sans autorisation maritale, les actes les plus graves : elle pouvait par exemple aliéner, hypothéquer des immeubles. Mais les bénéfices réalisés par elle retombaient sous les pouvoirs du mari : *aujourd'hui, il n'en est plus ainsi puisque ces bénéfices revêtent la condition juridique de biens réservés*. Par suite de cette innovation considérable, la situation de la femme commerçante se trouve transformée quant à la capacité et quant à ses droits pécuniaires.

De plus la loi nouvelle fait disparaître les difficultés qui s'élevaient fréquemment sur le point de savoir si tels actes avaient été faits ou non pour les besoins du commerce, les premiers lui étant seulement permis. Aujourd'hui de telles contestations semblent devoir disparaître, le champ d'action de la femme est, en effet, singulièrement élargi : tantôt elle agira en tant que femme commerçante, tantôt en tant que femme chargé de gérer les biens dits *réservés*. Les bénéfices par elle réalisés ne devront plus forcément, comme auparavant, être employés à son exploitation pour qu'elle continue à les administrer ; elle pourra les placer *à part* dans un immeuble ou dans des valeurs de Bourse, et pourtant les garder sous sa dépendance : ce qui sera excellent pour elle car, en certaines circonstances, elle pourra y faire appel pour la marche de son commerce ou de son industrie, sans que le mari ait à intervenir.

Notons, en passant, que pour ester en justice, rela-

tivement à son commerce, la femme aura toujours besoin de l'autorisation de son mari. Mais le fait que, relativement à ses biens réservés, elle pourra ester seule viendra peut-être *indirectement* élargir encore sur ce point la capacité de la femme commerçante. Et nous nous expliquons. Il sera probablement souvent fort difficile de distinguer parfois si tel acte est relatif aux biens réservés ou au commerce ; il faut même dire que la plupart du temps c'est l'intérêt des biens réservés qui sera en cause, de telle sorte que la femme pourra ester sans aucune autorisation. La multiplication des cas où la femme pourra ester en justice *seule* est donc inévitable, d'autant plus que déjà à l'heure actuelle, la jurisprudence interprète d'une façon très libérale l'article 215 Code civil. La loi nouvelle va donc *élargir* considérablement à ce point de vue aussi, la capacité de la femme commerçante. Prenons un exemple pour préciser notre pensée :

Le capital qui sert à l'exploitation de la femme est un bien commun *ordinaire*. Un procès surgit à l'occasion de ce capital : la femme devra être autorisée. Mais s'il s'agit du paiement d'une livraison faite par la femme, c'est l'intérêt d'un bien réservé *virtuel*, d'un *bénéfice futur* qui est en jeu, la femme pourra plaider seule.

Supposons maintenant que le capital soit composé mi-partie de bien communs *ordinaires*, mi-partie de biens communs *réservés* ; un procès surgit le concer-

nant. La femme pourra-t-elle plaider seule ? Ici des distinctions s'imposent :

Si le procès a trait à tout le capital, la femme devra-t-elle être autorisée pour la partie du capital composée de biens communs *ordinaires* ?

Si le procès concerne seulement une quote-part du capital ? Il faudrait que l'on sût en premier lieu si cette quote-part est un bien commun *ordinaire* ou un bien *réservé*. Mais quelle source de difficultés, là encore quelle ventilation délicate à faire.

Dans toutes ces hypothèses il est permis de prévoir que les questions seront solutionnées en faveur de la femme commerçante : c'est-à-dire que cette dernière aura de *moins en moins* besoin de l'autorisation du mari pour ester en justice. *L'extension de capacité de la femme sur ce point fera peu à peu tache d'huile.*

En terminant, nous pouvons nous demander si cette capacité nouvelle a la même source que la capacité ancienne ? La réponse à cette question dépend de la thèse qu'on adopte au sujet de la capacité dont était investie la femme commerçante avant 1907.

Pour M. Thaller (1) cette capacité a son origine dans un mandat du mari : c'est la théorie de l'autorisation-mandat. Si l'on suit cette opinion nul rapprochement n'est possible — au point de vue de leur source — entre

(1) Thaller, *Traité*, Paris, Rousseau, 2^e édit., p. 110.

les deux capacités qui nous occupent, car la loi du 13 juillet 1907 a rejeté l'idée du mandat.

Pour MM. Lyon-Caen et Renault (1), au contraire, les droits de la femme commerçante sont des droits personnels qu'elle tient de la loi. Si l'on se rallie alors à cette opinion, qui semble pleinement satisfaisante, on voit alors apparaître l'analogie entre les deux capacités superposées l'une à l'autre, l'*ancienne* et la *nouvelle* : elles prennent toutes deux leur source dans la loi.

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité*, I. p. 264.

CHAPITRE IV

RÉGIME D'ORDRE PUBLIC

L'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1907 déclare d'ordre public la réforme instituée par la loi puisqu'il débute ainsi : « Sous tous les régimes, *et à peine de nullité de toute clause contraire*, etc... » Ici on pourrait peut-être nous reprocher de sortir un peu de notre étude et de traiter une question qui n'intéresse pas la communauté légale, mais la communauté conventionnelle. Un tel reproche ne serait pas fondé : en étudiant les modifications apportées au régime de la communauté légale, nous avons eu l'occasion de présenter toutes les dispositions capitales de la loi ; nous ne pouvons pas laisser dans l'ombre le principe qui donne à la réforme toute sa vigueur. Au reste, en y réfléchissant, on voit que la disposition de l'art. 1^{er}, que nous allons présenter, est liée même à une étude exclusive du régime de communauté légale : ainsi on a dit au Sénat que si la clause d'ordre public n'était pas introduite dans la loi, l'habitude s'établirait chez les personnes qui ne faisaient

pas de contrat d'en faire un dorénavant, précisément pour échapper à la loi. La connexité entre les deux questions apparaît donc nettement.

Dans le projet rédigé par la Commission de la Société d'*Etudes Législatives*, la clause d'ordre public n'avait pas été insérée. M. Boistel disait dans l'exposé des motifs :

« L'organisation ainsi préparée par le projet de loi n'est pas imposée aux parties ; elles ont toute latitude pour la modifier par les clauses de leur contrat de mariage, soit pour diminuer les pouvoirs attribués à la femme, soit pour les augmenter en se rapprochant par exemple de la séparation de biens totale ou partielle (1). »

Dans le texte de loi transmis par la Chambre au Sénat, la question d'ordre public n'était pas tranchée. Comment aurait-on dû interpréter ce silence ? D'après les orateurs qui ont pris la parole au Sénat, dans la séance du 24 mai 1907, on aurait dû admettre que, par son silence en la matière, le législateur avait entendu faire de la réforme accomplie par la loi, une réforme d'ordre public, ne supportant aucune convention contraire.

C'est ainsi que M. Maurice Faure disait au Sénat : « Messieurs, si vous laissez grande ouverte ou même simplement entre-bâillée la porte qu'avait fermée la

(1) *Bulletin de la soc. d'Et. Législ.*, 1902, p. 461.

Chambre, il serait fort à craindre que, sous l'influence des suggestions de l'intérêt personnel, la clause de renonciation ne devînt, dans le contrat de mariage, d'un usage presque constant (1)... » La commission crut également que le texte de la Chambre renfermait tacitement la clause d'ordre public, aussi voulut-elle modifier le texte, pour que la loi ne fût pas d'ordre public, et elle y intercala ces mots *...et sauf clause contraire portée au contrat de mariage...*

Cependant, il semble plus juste de déclarer que si le texte de la Chambre avait été voté tel qu'il était rédigé, la loi n'eut pas été d'ordre public. M. Saleilles fait remarquer à ce sujet : « Sans doute, le projet voté par la Chambre des députés ne prévoyait pas expressément l'admissibilité et la possibilité de clauses contraires. Mais il est entendu qu'en matière de clauses matrimoniales elles ne sont établies qu'à titre d'interprétation légale dispositive, et sauf stipulations contraires insérées au contrat de mariage. Pour qu'elles aient un caractère impératif, il faut que la loi s'en exprime expressément. Il ne suffit pas du silence des textes pour les ériger en règles d'ordre public. »

Une discussion importante, sur laquelle nous reviendrons, eut lieu au Sénat au sujet de la formule introduite dans le texte par la Commission.

M. Maurice Faure déposa dans cette séance un double amendement ainsi conçu :

(1) Saleilles, *op. cit.*, *Bulletin* — d° —, 1907, p. 575.

« 1° Supprimer les mots :

Et sauf clause contraire portée au contrat de mariage ;

2° Ajouter *in fine* le paragraphe ci-après :

La femme ne peut renoncer par contrat de mariage aux droits qui lui sont conférés par le présent article (1). »

La Commission n'accepta pas l'amendement. Mais son propre texte mis aux voix ne fut pas adopté.

M. Maurice Faure retira alors son amendement en faveur de celui de M. Poulle qui était rédigé dans les termes suivants :

« Sous tous les régimes et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage (2). »

Ce fut cet amendement que l'on vota : il est devenu le début de l'article 1^{er}.

Telles ont été les vicissitudes subies par cet article 1^{er} ; il nous faut maintenant apprécier la solution de la loi : pour cela nous nous placerons successivement au point de vue théorique et au point de vue pratique.

(1) *Journ. Off. Sénat*, Séance du 24 mai 1907, p. 580.

(2) *Ibid.*, p. 665.

I

La clause d'ordre public appréciée du point de vue théorique.

Pour certains, le fait de défendre à la femme de renoncer aux avantages que lui accordait la loi était un coup fatal porté au principe de la liberté des conventions matrimoniales.

Et c'est au nom précisément de ce principe que M. Guillier, rapporteur, s'efforça de faire maintenir le texte de la commission qui permettait à la femme de renoncer, par contrat de mariage, à la protection que lui proposait la loi :

« ... Mais en même temps, dit-il, nous respectons le principe général de la liberté des conventions matrimoniales ; nous estimons que s'il est nécessaire de protéger la femme contre son ignorance, sa faiblesse, son incapacité, et, parfois, contre la dissipation ou la mauvaise gestion d'un mari, il ne faut pas cependant paralyser sa liberté et la défendre malgré elle contre des stipulations résultant d'un contrat de mariage qu'elle a librement accepté (1). »

A cela M. de Lamarzelle fit observer que la loi traitait d'une question de capacité et que les questions de capacité sont d'ordre public :

(1) *Journal. Off. Sénat*, séance du 24 mai 1907, p. 662.

« Je n'ai pas, dit-il, très complètement étudié la question, mais il me semble que l'amendement de M. Maurice Faure est absolument conforme aux principes juridiques.

En effet, que faites-vous, par la proposition de loi actuelle? Vous créez une nouvelle capacité pour la femme (*Très bien! Très bien! sur divers bancs*). Or, tout ce qui concerne la capacité ou l'incapacité d'une personne juridique est de droit public. Par conséquent, vous ne pouvez pas y porter atteinte par des conventions particulières. Il est donc tout naturel que, dès le moment où vous créez une capacité nouvelle de la femme mariée — je ne parle pas aux adversaires de la proposition mais à ses partisans — vous ne pouvez pas admettre que, par des conventions particulières, on puisse y porter atteinte (*Très bien! Très bien! sur un grand nombre de bancs*) (1).

Et de la sorte, le débat s'élargit quant à la question de principe. Nous croyons que le *dogme* de la liberté des conventions matrimoniales n'est pas en cause. Pour prouver cette assertion, envisageons le but même de la loi. La loi a entendu établir certaines règles spéciales concernant certains biens, et cela non pas seulement dans l'intérêt de la femme, mais aussi dans l'intérêt des enfants : en un mot dans l'intérêt du ménage.

(1) *Ibid.*, p. 662.

On comprend alors fort bien que la femme, au moment du mariage, se voie refuser le droit de renoncer à la disposition législative, c'est-à-dire à une protection qui n'est pas établie en sa faveur à elle seule. De même que la puissance maritale est une conséquence du mariage, de même que l'article 1388 défend de déroger aux droits du mari comme chef, de même la loi peut fort bien défendre de déroger aux droits de la femme sur le pécule. Là aussi nous sommes en présence d'une *conséquence directe* du mariage, et, comme l'a fort bien démontré M. Saleilles, la liberté des conventions matrimoniales n'est pas en cause... « C'est que la liberté contractuelle n'est plus en jeu, dès qu'il s'agit d'organiser, non plus le régime des biens, mais les rapports personnels des époux d'après le rôle respectif qui dérive, pour chacun d'eux, de la conception du mariage. C'est la conception du mariage qui est en cause, et non le principe de libre disposition des biens (1) ».

Les questions des droits du mari comme *chef* ou des droits de la femme comme administratrice du pécule, ne concernent évidemment pas seulement les personnes mais aussi les choses ; et pourtant il reste juste de dire que ce sont des questions de *pouvoirs* qui sont en cause. Jusqu'ici le législateur avait donné tous les pouvoirs au mari, maintenant il en donne une partie à

(1) Saleilles, *op. cit.*, *Bulletin*, 1907, p. 677.

la femme : telle est la réforme. Il y a une *répartition des rôles* (1), *une division du travail*, pourrait-on dire, établie par la loi entre les époux, c'est donc, au premier chef, une question de personnes qui est en jeu, c'est-à-dire une détermination nouvelle des situations respectives dans lesquelles le mariage place les époux. Et lorsque le législateur se fait telle conception de l'état de mariage, les époux ne peuvent s'en faire une autre. « Cette répartition des rôles dérive d'une conception légale du mariage qu'il n'appartient plus aux époux, par leurs conventions particulières de mettre à l'écart et de compromettre (2) ».

A ce sujet M. Saleilles indique, d'une manière fort intéressante, quelle a été l'évolution des idées quant aux biens réservés.

Le Code civil allemand nous donne l'exemple de la conception première : pour lui il y a une présomption de volonté, puisque les biens réservés par détermination de la loi n'existent que sous le régime de droit commun. Aussi les manifestations d'une volonté contraire sont-elles toujours possibles.

Avec le projet suisse, les biens réservés par la loi existent sous tous les régimes, l'institution devient *une règle dérivant du mariage* (3); mais elle n'est pas encore d'ordre public.

(1) Saleilles, p. 579.

(2) *Ibid.*, *op. cit.*, p. 579.

(3) *Ibid.*, p. 581.

Enfin le législateur français donne à la conception son plein épanouissement, en en faisant une disposition d'*ordre public* dans l'article 1^{er} de la loi. L'institution fait ainsi corps avec l'état de mariage. Chaque fois, en effet, qu'un individu entre dans un groupe, il revêt un certain statut, se soumet à certaines règles et acquiert certains droits; il est libre d'y entrer ou de n'y pas entrer, mais s'il y entre, il se trouve, par ce fait même, soumis à certaines dispositions qu'il ne peut changer et qui sont liées intimement à la nature du groupe lui-même.

Pour nous résumer, quant à ce point de vue théorique, nous croyons que le législateur n'a pas apporté de modifications au principe de la liberté des conventions matrimoniales, *mais bien plutôt à la conception du mariage lui-même* : ce qui est une innovation d'un plus haut intérêt encore.

II

La clause d'ordre public appréciée du point de vue pratique.

Si quittant le point de vue théorique, on se place au point de vue pratique, on constate que le législateur a été fort bien inspiré en déclarant d'*ordre public* la réforme qui nous occupe. La discussion qui eut lieu à ce sujet au Sénat est très intéressante.

M. Maurice Faure prit l'initiative de modifier le texte

de la commission et après avoir rappelé le but précis de la loi, qui est *de sauvegarder, dans l'intérêt même de la famille, le gain de la femme, pendant la durée du mariage, contre le droit abusif que possède actuellement le mari, de s'emparer du produit du travail de son épouse* (1), il ajouta : « ...Ce serait évidemment parfait, mais hélas ! il y a malheureusement, en tête de la loi, comme on dit en langage parlementaire, une fissure par laquelle, si vous ne la laissez radicalement disparaître, tous les bons résultats attendus risqueraient d'être compromis au point de rendre notre œuvre législative, sinon complètement stérile, tout au moins illusoire et inefficace en grand nombre de cas (2). »

Il est certain qu'en fait, la faculté pour la femme de renoncer à la protection de la loi, aurait eu des résultats déplorables. On a indiqué avec raison que le futur mari aurait obtenu facilement cette renonciation de la part de sa fiancée et que — puisque nous nous occupons que du régime de droit commun, ceci est à noter — l'usage se serait peut-être introduit parmi les ouvriers de faire un contrat uniquement pour y insérer cette clause de renonciation qui peu à peu serait devenue *de style*. De plus on a fait remarquer, qu'au moment du mariage, la femme peut fort bien être sans profession et n'être obligée de travailler que plus tard : alors

(1) *Journ. Off.*, séance du 24 mai 1907, p. 660.

(2) *Ibid.*

comment lui demander de se prononcer irrévocablement au début même du mariage.

Le rapporteur cependant a essayé de faire maintenir le texte de la commission en invoquant la liberté de la femme et même en se plaçant au point de vue féministe, il s'est exprimé ainsi :

« ...Or, messieurs, ce sont ceux qui abandonnent cette vieille idée de la faiblesse de l'incapacité de la femme, ceux qui lui concèdent la pleine indépendance dans l'administration de sa fortune, ceux qui proclament sa capacité, son intelligence, sa prudence, ce sont ceux-là qui, lorsqu'elle voudra exercer cette liberté, faire des conventions matrimoniales, lorsqu'elle voudra dans son contrat de mariage, adopter telle clause qu'il lui conviendra, lui refusent ce droit sous le prétexte qu'elle ne serait pas suffisamment sage, qu'elle n'a pas son libre arbitre, qu'elle ne saura pas discerner son véritable intérêt. En sorte que, après avoir proclamé, octroyé à la femme une capacité absolue, on la représente, en vue de faire adopter l'amendement, comme n'ayant pas assez de prudence ou assez d'énergie pour résister aux sollicitations ou aux embûches d'un futur mari mal intentionné. N'est-ce pas une contradiction (1) ? »

Ce raisonnement ne fut pas considéré comme convaincant, et avec raison : car le mari lui, qui a pleine

(1) *Journ. Off.*, séance du 24 mai 1907, p. 662.

capacité, ne peut pas renoncer aux droits dont il est investi comme chef.

Et même, si l'on acceptait de se placer sur ce terrain de la liberté de la femme ; il faudrait faire remarquer que même avec la clause d'ordre public, cette liberté n'est nullement compromise. La femme pourra fort bien, par un mandat général, laisser au mari l'administration entière du pécule — de même que des femmes séparées de biens font administrer leurs biens par leur mari — mais ce mandat sera toujours révocable *ad nutum*, et c'est là l'important. Tandis que, si elle renonçait au droit que lui donne la loi, au début du mariage, cette décision serait irrévocable, et c'est alors bien plutôt dans ce cas que sa liberté serait diminuée.

Si notre étude n'était pas restreinte au régime de communauté légale, il resterait à nous demander si ce principe d'ordre public s'applique uniquement aux dispositions de l'art. 1^{er} ou bien s'il concerne la loi tout entière prise en bloc ?

Les époux pourraient-ils, par exemple, convenir par contrat de mariage que, en cas de renonciation, la femme ne pourra pas reprendre le pécule ; ou bien, élargissant son droit, qu'en cas d'acceptation, elle reprendra d'abord tout le pécule au lieu de la moitié seulement ? M. Saleilles n'admet pas de telles modifications à la loi, car la loi, dit-il, forme un tout *indivisible* et il voit particulièrement dans l'art. 5, des dispositions que les parties ne peuvent modifier.

Peut-être pourrait-on présenter une autre solution et dire que l'*extension* des droits de la femme devrait toujours être considérée comme valable, mais non pas leur *diminution*. Mais laissons ce problème qui nous entraînerait en dehors de l'objet de ce travail.

Au sujet de cette clause d'ordre public nous croyons avoir démontré que la solution de la loi se justifie *théoriquement* et qu'elle s'imposait *pratiquement* si l'on voulait que la réforme fût efficace.

CHAPITRE V

CONTRIBUTION DES ÉPOUX AUX CHARGES DU MÉNAGE

Un des côtés particulièrement intéressant de la loi du 13 juillet 1907 est son caractère *féministe*, féministe en ce sens qu'en nul endroit la femme n'y est sacrifiée à l'homme. Ce caractère apparaît nettement dans l'article 7 qui permet la saisie-arrêt du salaire d'un des époux. Les articles 8, 9 et 10 règlent la question de procédure que nous laisserons de côté, nous fixerons uniquement notre attention sur l'article 7, qui est ainsi conçu :

« Faute par l'un des époux de subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins ».

Cette disposition qui forme la seconde partie de la loi est le corollaire de la première. Le législateur, après avoir organisé d'une façon plus équitable la condition

juridique des gains des époux, et après avoir rappelé à plusieurs reprises que ces gains doivent être *affectés* aux besoins du ménage, devait prévoir le cas où l'un des époux consacrerait les produits de son travail à des intérêts étrangers au ménage.

Cette idée d'une saisie-arrêt possible, lorsque l'un des époux se dérobe à ses obligations, avait été formulée déjà dans le texte élaboré en 1895 par la Commission du Sénat. Cette question était réglée par l'article 2. La saisie n'était possible que quand il y avait des enfants.

Le mari pouvait exercer le droit de saisie dans le cas où *la femme ne subvenait pas spontanément dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage*.

Mais la femme ne pouvait saisir-arrêter le salaire de son mari, que lorsque ce dernier avait abandonné le domicile conjugal.

Il y avait ainsi une grande inégalité de traitement, suivant qu'il s'agissait de l'un ou de l'autre des deux conjoints. C'était maintenir le vieux système de la *double morale* ; deux poids, deux mesures suivant qu'il s'agit de la femme ou de l'homme. C'est l'homme qui doit principalement subvenir aux besoins du ménage, et la loi n'aurait permis la saisie-arrêt sur les salaires du mari *qu'en cas d'abandon* : c'eût été une différence de traitement injustifiable. M. Turgeon le fit remarquer avec raison dans son intéressant livre sur *Féminisme français* « ... Nous ne ferons à ce projet, dit-il,

qu'une critique. Il ne soumet le mari aux poursuites de la femme que dans le cas où il abandonne le domicile conjugal, tandis que la femme est exposée aux poursuites du mari dès qu'elle refuse de supporter sa part des charges du ménage. Cette distinction blesse le sentiment d'égalité. Que d'abord les déserteurs, mari ou femme, commettant même faute, subissent le même traitement : c'est justice. Et ensuite pourquoi ne pas permettre à la femme de saisir-arrêter une portion des salaires du mari qui refuse de prendre sa part des charges de la famille ? Les mêmes responsabilités appellent les mêmes sanctions ; les mêmes défaillances exigent les mêmes corrections (1). »

C'est cette dernière solution, tout à fait équitable, qui a été adoptée par le législateur du 13 juillet 1907. La disposition de l'art. 7 s'applique, en effet, indifféremment, qu'il s'agisse de l'homme ou de la femme. M. Guillier dit, à ce sujet dans son rapport au Sénat : « Elle (la commission) ne fait aucune distinction entre les deux époux ; le droit pour chacun d'eux de faire saisir-arrêter les salaires de l'autre est reconnu, par cela seul que ce dernier néglige de contribuer spontanément dans la mesure de ses ressources à l'entretien du ménage. Les expressions englobent le cas, qui est le plus fréquent, d'abandon par un des conjoints du domicile conjugal.

(1) Turgeon, *Le Féminisme Français*, Paris, Larose, 1902, II, p. 156.

Nous ne pensons pas que la faculté de saisir les salaires puisse être subordonnée à l'existence d'enfants. Le devoir alimentaire qui s'impose aux époux est absolu et réciproque, qu'il y ait ou non une progéniture (1). »

C'est dans le cas d'abandon que la loi jouera le plus fréquemment, la femme aura ainsi le moyen de saisir-arrêter par une procédure rapide le salaire du mari, elle évitera ainsi les lenteurs de la séparation ou du divorce. Cette situation est particulièrement intéressante : que devient en effet la malheureuse femme, la mère surtout qui est abandonnée par le mari ? Ce dernier n'apporte plus son salaire au logis, il le dissipe ailleurs ; la femme elle, ne peut travailler il faut qu'elle s'occupe de ses enfants en bas âge ; alors elle est réduite à aller demander des bons de pains à l'Assistance Publique. Souvent la misère aidant, cette pauvre femme tombera très bas et, le mari — je veux dire le coupable — vivra tranquille de son côté avec une autre femme peut-être, alors que la sienne et ses enfants n'auront pas de pain. Si le Législateur n'a pas érigé en délit un tel abandon — comme le proposait M. Chermont à la Société d'*Etudes Législatives* (2) — du moins, il a déclaré qu'en cette circonstance, la femme pourrait saisir-arrêter le salaire du mari, c'est-à-dire rappeler au mari

(1) Guillier, rapport, *op. cit.*, p. 16.

(2) *Bulletin de la soc. d'Et. Législ.*, 1902, p. 76.

déserteur que ses enfants et elle existent, et qu'ils ont faim !

En 1902, à propos de cette question, M. Boistel écrivait : « ... Mais surtout ce serait un progrès énorme d'avoir inscrit dans la loi l'obligation pour le père de famille d'apporter dans son ménage tout son salaire (1). »

Cette innovation, ce progrès ont été réalisés par la loi du 13 juillet 1907.

Signalons, en terminant ces considérations au sujet de l'article 7, un cas particulier qui pourra fréquemment se rencontrer. Il pourra se faire que lorsque la femme, par exemple, voudra saisir-arrêter le salaire du mari, ces salaires soient déjà l'objet d'autres saisies-arrêts en vertu de la loi du 12 janvier 1895. Nous rappelons que pour les salaires inférieurs à 2.000 francs la loi en question est conçue de telle sorte que l'ouvrier peut voir son salaire réduit aux sept dixièmes, mais qu'aucune saisie n'est plus possible sur ce reliquat. Cette prohibition concernera-t-elle la femme mariée qui agira en vertu de l'article 7 ? Evidemment non. Si le législateur a voulu protéger le salaire de l'ouvrier, en limitant le montant que peuvent atteindre les saisies, c'est uniquement dans le but de permettre à la famille ouvrière de *vivre*. Et lorsque la femme pratiquera la saisie-arrêt ce sera aussi dans la même intention, ce sera pour acheter du pain pour ses enfants et pour elle-même. Il ressort des termes de l'article 7 que la femme

(1) Boistel, *op. cit.*, *la Réforme sociale*, 1902, n° 1, p. 48.

ne pourra obtenir l'autorisation de toucher *qu'une part* des produits du travail du mari et non la *totalité* ; il faut, en effet, que de son côté le mari touche de quoi subsister. Si la femme avait pu saisir-arrêter la totalité des salaires du mari, ce dernier aurait été soumis, peut-on dire, à une sorte d'*astreinte* pour l'obliger à réintégrer le domicile conjugal ou à subvenir spontanément à l'entretien du ménage.

Même s'il s'agit de dettes alimentaires prévues par les articles 203 et suivants, du Code civil et réglementées par la loi du 12 janvier 1905, la saisie-arrêt exercée par le conjoint devra, par rapport aux dettes en question, être considérée comme privilégiée.

M. Viollette s'exprime en effet ainsi, à ce sujet dans son rapport à la Chambre : « ... Il faut aussi envisager l'éventualité où une saisie pratiquée en vertu de l'article 7 se trouvera en concurrence avec une ou plusieurs saisies émanant d'autres créanciers. Nul doute que la saisie pratiquée en vertu de l'article 7 devra être satisfaite par préférence à toutes autres. Le texte de l'article indique, en effet, nettement que les sommes qu'il s'agit ainsi de saisir-arrêter ont un caractère alimentaire ; ainsi aucune autre procédure ne peut donc les distraire de leur destination naturelle. D'ailleurs, les dispositions de cet article 7 se combinent naturellement avec celles de la loi sur la saisie-arrêt des petits salaires (1). »

(1) Voir Rapport, Viollette, *op. cit.*, p. 12.

CONCLUSIONS

Arrivé au terme de cette étude, nous croyons pouvoir conclure, d'une façon très nette, que les modifications diverses apportées par la loi du 13 juillet 1907 au régime de la communauté légale, sont au point de vue *théorique*, d'une importance considérable.

Une masse de biens communs est soustraite aux pouvoirs excessifs du mari et est soumise aux pouvoirs de la femme ; il y a donc à l'heure actuelle deux administrateurs au lieu d'un. C'est la femme qui, *en vertu de la loi*, — et non plus en vertu d'un mandat tacite et révocable — va remplir les délicates fonctions, comme il a été dit, de ministre de l'intérieur. Cette réforme nous paraît l'indice d'autres réformes futures qui viendront encore réduire les droits excessifs du mari sur les biens communs et qui contribueront à marquer de plus en plus fortement le caractère des biens communs : c'est-à-dire leur *affectation aux besoins du ménage*.

Et notre sentiment à ce point de vue est que les inno-

vations de la loi ne sont pas des *déformations* apportées au régime communautaire : elles sont bien plutôt des *retouches* heureuses qui développent l'économie du régime dans un sens nouveau. On peut dire, croyons-nous, que l'évolution se dessine de la façon suivante :

Jadis le mari avait tous les pouvoirs sur les biens communs ; aujourd'hui on lui ôte une partie de ces pouvoirs concernant une quote-part de ces biens, pour les donner à la femme ; demain on exigera — par exemple à propos des donations — le concours des deux époux. Peu à peu cette idée de *concours* s'imposera, aucun époux ne possèdera plus de pouvoirs exclusifs : la femme se verra donc à son tour dépouillée des droits exclusifs que lui confère la loi actuelle, qui n'aura établi qu'un système *transitoire*, pour atteindre un état de choses dans lequel, à l'occasion de chaque acte concernant les biens communs, il faudra *le concours des époux*. On atteindra alors le système adopté par Combacérès dans les deux premiers projets par lui rapportés devant la Convention : on construira ainsi un mécanisme *communautaire* tout à fait digne de ce nom, puisqu'à une masse de biens *communs*, correspondra une administration *commune*.

Si telle doit être l'évolution, on ne peut pas dire que la loi nouvelle nous éloigne du régime de communauté, il faut bien plutôt reconnaître qu'elle nous rapproche d'un régime qui sera *essentiellement* communautaire : ce qu'on ne peut dire du régime actuel.

Voyons maintenant quelles conséquences pratiques on peut prévoir pour la réforme qui nous occupe ?

Nous disons « quelles conséquences on peut prévoir » parce que depuis le 13 juillet 1907 jusqu'à l'époque où nous écrivons (mai 1908), nous n'avons pas rencontré dans les recueils de jurisprudence, d'espèces concernant la question (1).

(1) Dans la « Chronique des Tribunaux » du *Journal*, n° du 10 mars 1908, nous avons rencontré l'espèce suivante, il s'agissait de savoir si — étant donné le caractère rétroactif de la loi du 13 Juillet 1907 — une femme dont le divorce avait été prononcé en 1907, pouvait bénéficier de loi ? La quatrième chambre a résolu naturellement la question par la négative. Nous citons la partie de la « Chronique » que nous avons en vue :

« Les droits de la femme.

La quatrième chambre du tribunal, présidée par M. Guelfucci, vient de rapporter un jugement qui s'adresse particulièrement aux femmes.

Dans une affaire d'homologation de liquidation de commandite après divorce, M^e Lhermitte, avocat de la femme, avait invoqué la loi du 13 juillet 1907 sur le salaire de la femme mariée et soutenu qu'un livret de Caisse d'épargne appartenant à sa cliente, comme provenant de ses économies, devait lui être restitué et *ne pas tomber dans la communauté*, bien qu'encore le divorce ait été prononcé en janvier 1907.

Le tribunal a répondu par la négative et décidé « qu'une loi ne saurait, sans une disposition bien nette, porter atteinte aux droits acquis, et que si l'article 11 de la loi du 13 juillet 1907 édicte une certaine rétroactivité en déclarant la loi applicable aux femmes mariées avant sa promulgation, on ne saurait, en l'absence de tout argument dans les travaux préparatoires, étendre cette disposition aux femmes dont le mariage était dissous lors de la promulgation de la dite loi ».

M. Crevoisier, dans son commentaire de la loi déjà citée, indique

Ce fait a déjà une certaine importance, puisque d'après l'article 11, la loi était rétroactive et devait, à partir de sa promulgation, s'appliquer à *toutes les femmes mariées*. L'article 11 est ainsi conçu : « Les dispositions de la présente loi pourront être invoquées même par les femmes mariées avant sa promulgation. » Il est vrai qu'une femme a voulu user de l'article 11, mais c'était une femme qui justement était divorcée depuis janvier 1907 (1).

Ce résultat négatif nous permet donc d'induire, en premier lieu, qu'en fait beaucoup de femmes travailleuses ignoreront la loi. Malgré l'adage fameux « nul n'est censé ignorer la loi », il faut reconnaître que nombre de personnes l'ignorent. Il ressort des enquêtes qui ont été faites en 1902 par la Société d'*Etudes législatives*, que nul ouvrier ne se doutait, avant la loi du 13 juillet 1907, qu'il eût le droit de toucher le salaire de sa femme : et en pratique il le faisait rarement. S'il touchait aux économies, ou bien s'il forçait la femme à les lui donner, là encore il ignorait que ce fût son droit. Dans ce cas il se préoccupait peu de la légalité ou de l'illégalité de son acte : si parfois il y songeait ce

un jugement rendu par le juge de paix du 18^e arrondissement le 4 octobre 1907 : il résulte de ce jugement que la séparation de fait ne peut paralyser l'action née, pour la femme, de l'article 7 de la loi nouvelle. Ceci est naturel car l'article 7 est appelé à jouer surtout en cas d'abandon ou de séparation de fait.

(1) Voir la note ci-dessus.

devait être plutôt pour penser qu'il commettait alors une espèce de *vol conjugal*. Et, il est permis de croire, que, de même qu'il ignorait la loi ancienne, l'ouvrier marié ignorera également la loi nouvelle; ou tout au moins on peut dire que la loi du 13 juillet 1907 mettra un temps assez long à pénétrer dans la classe ouvrière.

Et, en de nombreux cas, rien ne sera changé à l'état de choses existant; la femme continuera à toucher elle-même son salaire comme par le passé. Quant aux économies qu'elle fera, seront-elles plus protégées? Il est probable que non la plupart du temps: c'est que l'homme, qu'il connaisse ou qu'il ignore la loi, aura toujours pour lui ce qu'on a appelé *la force du poignet*.

Sera-ce la loi qui pourra empêcher le mari brutal d'arracher à sa femme les produits de son travail? Evidemment non. La loi ne pourra faire sentir son influence à l'intérieur du logis: elle sera impuissante. C'est qu'en cette matière, il s'agit au plus haut degré d'une question de *mœurs* sur lesquelles la loi ne peut presque rien. Certains ont dit que les abus du mari étaient rares? Mais comment les enquêteurs ont-ils été renseignés? Il n'est pas de point plus délicat que de savoir exactement ce qui se passe à l'intérieur du ménage. La plupart du temps, la femme maltraitée par son mari, ne le raconte pas à tous les échos; elle cache, au contraire, au public sa pénible situation et souffre

en silence. La loi du 13 juillet 1907 changera-t-elle cet état de choses ? Nous ne le croyons pas, car, ce qui est en cause, ce n'est pas une réforme de *textes*, mais une réforme de *mœurs*.

Que faut-il penser alors du système de la saisie-arrêt établi par l'article 7 ? Il est permis de croire qu'il aura quelques résultats pratiques, quand les ouvriers le connaîtront. Il ne jouera pas souvent, croyons-nous, lorsque la femme et le mari vivront ensemble ; la femme osera rarement dans ce cas saisir-arrêter le salaire du mari et ce dernier, de même qu'il ne prétendait pas autrefois toucher lui-même les gains de sa femme, usera peu probablement aujourd'hui du droit de saisie-arrêt.

L'article 7 trouvera ses plus nombreuses applications dans les cas fréquents d'*abandon*. Mais même dans ces cas, de nombreuses difficultés de fait s'élèveront ; il faudra savoir où est domicilié l'époux déserteur et où il travaille, ce qui sera un gros obstacle à l'exercice du droit de la femme. Aussi M. Turgeon disait-il avant la réforme, en la souhaitant du reste : « En fait, le droit de saisie-arrêt sera souvent d'un exercice difficile. Comment atteindre l'époux coupable ? Quel moyen de mettre la main sur les gains d'un mari qui se dérobe ? Quel père oserait toucher sa part des profits d'une mère qui se vend (1) ? »

(1) Turgeon, *Le Féminisme français*, II, p. 157.

Et même dans le cas où la femme saura où est parti le mari et l'atelier où il travaille, souvent, il faut l'avouer, elle *n'osera pas* employer le moyen de guerre que la loi met à sa disposition. Le mari, en effet, qui quitte le domicile conjugal, est la plupart du temps, un ivrogne, un joueur, un débauché, un brutal. La femme redoutera la colère du mari qui aura appris la saisie-arrest. Et puis enfin, le juge de paix a beau tendre de plus en plus à devenir le *juge familial*, les époux n'y recoureront pas aussi volontiers qu'on se le figure. La femme essaiera plutôt souvent de ramener par des supplications le mari au logis. Parfois il reviendra, puis il repartira peut-être à nouveau, alors ce sera pour la femme une vie d'enfer, mais qui se rencontre dans la réalité : ici encore ce sont questions de mœurs au premier chef sur lesquelles la loi ne peut avoir qu'une influence légère.

Enfin signalons encore un cas où la loi nouvelle sera sans effet : c'est lorsque les deux époux seront d'accord pour gaspiller et dépenser follement leurs salaires réciproques. Il ne faut pas être *trop féministe* et voir toujours dans la femme un modèle d'économie et de bonne conduite ; dans certaines régions de la France, femme et mari vont l'un et l'autre dépenser en grande partie les produits de leur travail au cabaret : qu'y pourra la loi ?

Il est intéressant au sujet des résultats pratiques qu'on peut attendre de la loi, de citer le passage sui-

vant extrait d'une communication faite par M. Saleilles en 1902 à la Société d'*Etudes Législatives* :

« ... Tout d'abord, je m'étais adressé à M. Martin, professeur de droit civil à l'Université de Genève, afin d'avoir par lui quelques indications sur les résultats de fait de la loi genevoise de 1894. M. Martin, en me répondant, déclare que *la loi de 1894 n'a pas eu de résultats pratiques très appréciables*; elle a, sans doute, une grande valeur théorique, parce qu'elle affirme un principe éminemment juste. Mais, pratiquement, elle n'a pas changé grand'chose à ce qui se passait antérieurement faute de sanction suffisante. Pour ce qui est des bons ménages, elle ne modifie pas l'état de choses existant, *et pour ce qui est des mauvais, elle n'a pu empêcher que les maris débauchés et violents, qui veulent s'emparer des gains de leur femme, puissent, après comme avant, jouer de la force du poing* (1) ».

Lorsque la loi jouera, il s'élèvera des difficultés pratiques déjà signalées au cours de ces pages et que nous rappelons seulement ici. Des conséquences imprévues de certaines dispositions de la loi pourront aussi avoir lieu.

Une première source de difficulté sera la *confusion* qui en fait existe entre les différentes masses de biens dont nous avons parlées. En théorie, il est aisé de sé-

(1) Saleilles, *Bulletin de la Société d'Et. Législ.* 1902, pp. 105 et 106.

parer les trois patrimoines et de mettre à part le pécule : en pratique cela est moins commode. Souvent la femme aura entre les mains les salaires du mari et les siens. Quand elle ira faire un versement à la Caisse d'Epargne ou quand elle fera un placement quelconque, elle ne saura pas souvent avec quel argent elle opère. Elle sera tentée alors d'adopter la règle suivante : au lieu de prélever une somme sur les salaires du mari et sur les siens pour verser à la Caisse d'Epargne, elle emploiera la totalité des salaires du mari aux besoins du ménage et n'économisera que sur ses propres gains. Cette confusion, entre les mains de la femme, des deux sortes de biens communs, — communs ordinaires et communs réservés — sera donc favorable à la femme : elle permettra même à la femme habile d'*élargir* considérablement les pouvoirs que lui donne la loi nouvelle. Au reste, ce résultat sera juste : c'est le mari qui doit entretenir le ménage, le salaire de la femme est malheureusement considéré comme un salaire d'appoint — d'où sa faiblesse ; — il sera alors équitable qu'il ne subvienne pas normalement à l'entretien du ménage, mais qu'il soit versé dans une caisse de réserve en vue des mauvais jours. .

Il est une autre disposition de la loi qui pourra aussi avoir des résultats imprévus. La loi dans son article 1^{er} déclare que la protection qu'elle accorde aux gains de la femme ne s'applique qu'à la femme qui exerce une profession distincte de celle de son mari : la femme

qui aide son mari dans sa profession ne bénéficie donc pas de la loi. Ce résultat, s'il s'explique au point de vue des faits, est condamnable au point de vue de la justice, car certaines femmes remplissent souvent auprès du mari — dans le commerce principalement — le rôle d'un zélé collaborateur.

De plus, en cette matière, la loi pourra parfois avoir des effets bizarres. Prenons l'exemple d'une femme professeur de chant qui, pour donner ses leçons, se fait accompagner au piano par son mari. On ne pourra pas dire qu'elle exerce une profession distincte de celle de son mari. Pour obtenir les droits nouveaux sur ses gains, elle sera donc incitée à se faire accompagner par un étranger plutôt que par son mari, afin d'exercer une profession *distincte*.

Rappelons également à propos de la femme qui est à la tête d'un commerce ou d'une industrie que le mari aura intérêt — à moins que des stipulations spéciales n'interviennent entre les conjoints, ce qui arrivera probablement en pratique — à placer les capitaux communs ordinaires ou ses capitaux propres dans tout autre entreprise que celle dirigée par la femme. Ou bien, on peut craindre que le mari ne reprenne à sa femme les fonds mis par lui à sa disposition, pour échapper à la loi nouvelle. Dans le même ordre d'idées on peut redouter que le mari, en voyant les pouvoirs conférés à la femme sur ses gains, ne lui remette plus comme jadis ses propres salaires et que la loi de juillet

1907 ne rétrécisse le champ d'action du *mandat tacite* quant aux biens communs ordinaires, c'est-à-dire en général quant aux produits du travail du mari. Mais ce serait aller trop loin et se montrer bien pessimiste si l'on croyait qu'à cause de la loi nouvelle et par esprit de représailles, le mari va faire désormais le raisonnement suivant : « La loi m'enlève le droit de disposer du salaire de ma femme, et bien, pour me venger j'userai de l'article 219 et j'empêcherai ma femme de travailler. »

On peut ajouter pour en terminer avec ses considérations d'ordre critique, qu'il est regrettable de ne pas voir améliorée la situation de la femme qui, ne travaillant pas au dehors, garde, suivant l'expression de la vieille coutume de Bretagne, *l'hostel, le feu et les enfants*. Ce n'est pas qu'avec quelques féministes, nous soyons tentés de demander que le mari salarie sa femme pour les services qu'elle rend au ménage comme maîtresse de maison — loin de nous cette pensée bizarre ! — mais la femme qui sait diriger le ménage et *couper un sou en quatre* (1) sera souvent plus utile que celle qui gagne et travaille à l'usine : alors il serait désirable que cette bonne ménagère eût, par exemple, le droit de déposer à la Caisse d'Epargne et d'en retirer en toute liberté les économies réalisées par elle sur les gains du mari.

Enfin la réforme introduite par la loi, serait élargie

(1) Voir Turgeon, *Le féminisme français*, op. cit., II, p. 159.

dans un sens excellent, si on déclarait, en suivant en ceci l'exemple de l'article 1366 du Code civil allemand, que *les objets exclusivement destinés à l'usage personnel de la femme, spécialement ses vêtements, ses parures, ses instruments de travail* auront la qualité de *biens réservés*.

Ces critiques d'ordres divers une fois formulées nous devons reconnaître que la loi du 13 juillet 1907 pourra en certains cas avoir de fort bons résultats. Le mari n'étant plus le *seigneur et maître* tout puissant des biens communs, il ne pourra plus *en droit* et parfois *en fait*, dilapider une partie de ces biens communs qui sont dignes du plus vif intérêt : les salaires de la femme. La femme à juste titre se trouvant investie de pouvoirs d'administration et de disposition sur les produits de son travail, il est permis de dire que la plupart du temps elle saura les employer au mieux, dans l'intérêt du ménage et des enfants. En particulier, la loi nouvelle vient modifier dans un sens excellent la loi de 1895 sur les Caisses d'Epargne. Dorénavant la femme pourra *verser* et *retirer* en toute liberté, sans aucune intervention maritale, les économies réalisées sur ses gains et salaires : ceci est une réforme excellente. Et cette réforme ne sera pas longtemps ignorée des femmes mariées : les Caisses d'Epargne qui ont toujours été favorables à la femme mariée — parce que c'est elle qui épargne — lui seront utiles une fois de plus, en lui enseignant la loi nouvelle.

Le mari, lorsqu'il connaîtra la loi n'osera peut-être

plus autant qu'avant toucher à ces économies de la femme qui pour lui devraient être sacrées : un tel effet *préventif* serait excellent.

En ce qui concerne le droit de saisie-arrêt on peut prévoir que la loi pourra dispenser la femme d'avoir recours à l'Assistance publique !

Enfin l'ensemble de la loi aura probablement pour conséquences de diminuer le nombre des séparations de biens.

Mais ce n'est pas seulement dans les ménages ouvriers que se manifesteront les bons effets que nous signalons ; ils auront également lieu dans les ménages bourgeois, et souvent avec plus d'importance encore, car les biens réservés pourront y atteindre des sommes considérables. Si certaines femmes gagnent des salaires dérisoires, il en est d'autres qui voient leur travail ou leur talent largement payé. Une chanteuse, une actrice, une artiste, une femme écrivain, ou bien une première d'une grande maison de couture se trouveront alors souvent administrer une masse de biens qui sera plus grande que celle soumise aux pouvoirs du mari : dans ce cas où les *biens réservés* comprendront la majorité ou même la totalité des biens communs, les rôles auront été renversés par la Loi du 13 juillet 1907. L'omnipotence du mari étant supprimée, c'est la femme qui sera devenue « souveraine et maîtresse » des biens communs.

En un mot cette loi féministe — bien que critiquable

sur certains points, comme toutes les lois — mérite d'être approuvée : *elle devait être faite*. Si le mari, après comme avant la loi, continue à consacrer les salaires de sa femme au jeu, à la boisson, à la débauche, du moins, en agissant ainsi, *il ne sera plus dans son droit*.

Durant toutes les pages précédentes, nous n'avons supposé que des maris ivrognes, joueurs, débauchés, violents, dissipateurs et parfois aussi des femmes dépensières ou de mauvaise conduite ; des pères désertant le foyer familial ou des mères abandonnant leur mari et leurs enfants : on pourrait alors nous accuser de voir la vie sous un jour assez sombre ou de transformer en règle générale les cas exceptionnels. Un tel reproche ne serait pas fondé : nous n'avons pas à parler des bons ménages qui, eux, restent *en marge des Lois*.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Vice-Recteur l'Inspecteur de l'Académie,
V. BONNARIG.

Vu : le Doyen,
Ch. LYON-CAEN.

Vu par le Président de la Thèse :
R. PIÉDELIÈVRE.

ANNEXE

TEXTE DE LA LOI

Loi du 13 Juillet 1907 relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage.

Article premier.

Sous tous les régimes, et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage, la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens.

Elle peut en faire emploi en acquisitions de valeurs mobilières ou immobilières.

Elle peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner, à titre onéreux, les biens ainsi acquis.

La validité des actes faits par la femme sera subordonnée à la seule justification, faite par un acte de notoriété, ou par tout autre moyen mentionné dans la convention, qu'elle exerce personnellement une profession distincte de

celle de son mari ; la responsabilité des tiers, avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification, n'est pas engagée.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux gains résultant du travail commun des deux époux.

Art. 2.

En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés, dans l'intérêt du ménage, par l'article précédent, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait soit en tout, soit en partie, par le tribunal civil du domicile des époux, statuant en Chambre du conseil, en présence de la femme, ou elle dûment appelée, le ministère public entendu.

En cas d'urgence, le président de ce tribunal peut, par ordonnance de référé, lui donner l'autorisation de s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers.

Art. 3

Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers.

Ils pourront l'être aussi par les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage, alors que, d'après le régime adopté, ils auraient dû antérieurement à la présente loi, se trouver entre les mains du mari.

La preuve que la dette a été contractée par le mari dans l'intérêt du ménage incombe au créancier.

Le mari n'est responsable ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme, même lorsqu'elle a agi dans la limite des droits que lui confère l'article premier, mais sans autorisation matrimoniale.

Art. 4.

En cas de contestation, la femme pourra, tant vis-à-vis de son mari que vis-à-vis des tiers, établir par toutes preuves de droit, même par témoins, mais non par la commune renommée, la consistance et la provenance des biens réservés.

Art. 5.

S'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun.

Si la femme renonce à la communauté, elle les gardera francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont ils étaient antérieurement le gage, en vertu de l'article 3 de la présente loi.

Cette faculté appartiendra à ses héritiers en ligne directe.

Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, ces biens sont propres à la femme.

Art. 6.

La femme pourra ester en justice sans autorisation, dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi.

Art. 7.

Faute par l'un des époux de subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari, l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins.

Art. 8.

Le mari et la femme seront appelés devant le juge de paix par un simple avertissement du greffier, en la forme d'une lettre missive recommandée à la poste, indiquant la nature de la demande.

Ils devront comparaître en personne, sauf les cas d'empêchement absolu et dûment justifié.

Art. 9.

La signification du jugement rendu en conformité de l'article 7 qui précède, faite au conjoint et aux tiers débiteurs à la requête de l'époux qui en bénéficie, lui vaut attribution

des sommes dont la saisie a été autorisée, sans autre procédure.

Art. 10.

Les jugements rendus en vertu des articles 2 et 7 de la présente loi seront exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel et sans caution. Ils pourront même lorsqu'ils seront devenus définitifs, être modifiés, si la situation respective le justifie.

Art. 11.

Les dispositions de la présente loi pourront être invoquées même par les femmes mariées avant sa promulgation.

BIBLIOGRAPHIE CHRONOLOGIQUE

Ouvrages généraux

- Baudry-Lacantinerie. — Le Courtois et Surville, *Du Contrat de mariage*, 2^e édit, Paris, Larose, 1901.
- Planiol. — *Traité élémentaire de Droit civil*, 2^e édit, tome III, Paris, Pichon, 1903.
- Thaller. — *Traité élémentaire de droit commercial*, 2^e édit, Paris, Rousseau, 1900.
- Lyon-Caen et Renault. — *Manuel de Droit Commercial*, 6^e édit, Paris, Pichon, 1901.

Ouvrages spéciaux.

- Bufnoir. — *Communication relative à la loi genevoise du 7 novembre 1894, modifiant le régime matrimonial quant aux biens*, Bulletin de Législation comparée. n^o février 1896.
- Guntzberger. — *De l'extension des droits de la femme mariée sur les produits de son industrie personnelle*, Thèse, Paris, Larose, 1896.
- Aftalion. — *Les lois relatives à l'épargne de la femme mariée*, Thèse, Paris, Pedone, 1898.
- Petit. — *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail*, Thèse, Paris, Rousseau, 1899.
- Turgeon. — *Le Féminisme français*, Paris, Larose, 1902.
- Bulletin de la société d'Etudes Législatives*, année 1901-1902, Paris, Rousseau, 1902.
- Imbert. — *De la protection des gains et salaires de la femme mariée*, Thèse, Paris, Rousseau, 1902.

- Hugé. — *Les Droits de la femme mariée sur les produits de son travail*, Paris, Rousseau, 1902.
- Boistel. — *Des limites à apporter aux pouvoirs du mari dans l'administration de la communauté*; La Réforme sociale, janvier 1902 n° 1, société d'Economie sociale, Paris, 1902.
- Damez. — *Le libre salaire de la femme mariée et le mouvement féministe*, Paris, Rousseau, 1905. (Voir dans cet ouvrage une bibliographie très complète sur la question).
- Crevoisier. — *Le libre salaire de la femme mariée*, Paris, Belzacq; éditeur.
- Sourdois. — *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail*, Revue trimestrielle du Droit Civil, année 1907, n° 3, Paris, Larose.
- Saleilles. — *Le principe du libre salaire de la femme mariée érigé en règle d'ordre public*, Bulletin de la société d'Etudes Législatives, nos 5-6. Paris, Rousseau, 1907.

Documents Législatifs

- Proposition de loi présentée par M. Goirand, annexe à la séance du 9 juillet 1894 de la Chambre des Députés, n° 801.
- Rapport fait par M. Goirand, annexe à la séance du 14 novembre 1895 de la Chambre des Députés, n° 1609.
- Proposition de loi présentée par M. Gourju annexe à la séance du 25 Juin 1906 du Sénat, n° 304.
- Rapport fait par M. Guillier, annexe à la séance du 20 mars 1907 du Sénat, n° 77.
- Journal officiel*, Sénat, séance du 14 mai 1907, n° du 15 mai 1907.
- Journal officiel*, Sénat, séance du 24 mai 1907, n° du 25 mai 1907.
- Rapport fait par M. Viollette, annexe à la séance du 28 juin 1907 de la Chambre des Députés, n° 1128.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Les produits du travail de la femme mariée sous le régime de la communauté légale avant la loi du 13 juillet 1907.	
1 ^{re} Section. — Le Système du Code.	5
A. — La division des biens. — Dans quel patrimoine tombent les produits du travail de la femme?	3
B. — Pouvoirs des deux époux sur les produits du travail de la femme.	13
§ 1. — Pouvoirs du mari.	14
§ 2. — Pouvoirs de la femme.	18
§ 3. — Garanties accordées à la femme.	19
2 ^e Section. — Lois spéciales.	23
A. — Lois sur les Caisses d'Epargne.	23
B. — Loi sur la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse	37
CHAPITRE II. — La Loi du 13 juillet 1907. — Caractère juridique du pécule: qui en est propriétaire?	
I. — Législations étrangères.	44
II. — Qui est propriétaire du pécule sous l'empire de la loi du 13 juillet 1907.	51
A. — Théorie du pécule propriété séparée de la femme.	51
B. — Théorie d'après laquelle les produits du travail de la femme continuent à faire partie du patrimoine commun	57

CHAPITRE III. — Pouvoirs de la femme.	76
1 ^{re} Section — Questions préliminaires : étendue de la loi quant aux personnes et quant aux biens.	76
§ 1. — Etendue de la loi quant aux personnes. . .	77
§ 2. — Etendue de la loi quant aux biens. . . .	79
2 ^e Section — Etude de Pouvoirs.	83
I. — Généralités.	83
§ 1. — L'innovation introduite par la loi nouvelle.	83
§ 2. — Nature du droit que la loi nouvelle con- fère à la femme	87
II. — Les pouvoirs en eux-mêmes.	92
A. — Actes d'administration.	93
B. — Dispositions à titre onéreux.	95
C. — Dispositions à titre gratuit.	100
D. — Validité des actes de la femme.	109
E. — Droits de créanciers sur le pécule.	113
I. — Droit de poursuite.	113
§ 1. — Créanciers du mari.	114
§ 2. — Créanciers de la femme.	117
1 ^o Créanciers avec lesquels la femme a contracté dans l'intérêt du mariage.	119
2 ^o Créanciers avec lesquels la femme a contracté dans un intérêt autre que celui du ménage. . .	121
3 ^o Cas où la femme a donné sa signature à un créancier du mari.	123
II. — Théorie des récompenses.	126
F. — Abus de la femme.	131
G. — Droit d'ester en justice.	138
H. — Dissolution de la Communauté.	140
I. — La question de preuve.	148
Appendice. — De la femme exerçant un commerce séparé. .	155
I. — La solution de la loi.	155
1 ^o Le capital commercial ou industriel est un propre de la femme.	158
2 ^o — bien réservé.	158
3 ^o — bien commun.	160
4 ^o — propre du mari.	163

II. — Situation de la femme exerçant un commerce. .	
séparé depuis la loi du 13 juillet 1907.	166
CHAPITRE IV. — Régime d'ordre public.	171
I. — La clause d'ordre public appréciée du point de	
vue théorique	175
II. — — — — — pratique. .	179
CHAPITRE V. — Contribution des époux aux charges du ménage.	184
Conclusions.	191
Annexe. — Texte de la loi du 13 juillet 1907.	205
Bibliographie	211

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE, DUSSIÈRE
